

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS**

F. 2007 — 2084 [C — 2007/14188]

**8 MAI 2007. — Arrêté royal relatif au montant réservé pour les services de contrôle en matière de sécurité routière du SPF Finances et du SPF Mobilité et Transports dans le cadre des achats communs 2007**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 décembre 2005 relative à l'établissement et au financement des plans d'action en matière de sécurité routière, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, troisième tiret;

Vu la loi du 28 décembre 2006 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2005 relatif à l'établissement et au financement des plans d'actions en matière de sécurité routière;

Vu l'avis de la Commission permanente de la Police locale et de la Police fédérale du 17 mai 2006.

Vu les avis des Inspecteurs des Finances des 12 et 20 avril 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 20 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Mobilité et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, troisième tiret, de la loi relative à l'établissement et au financement de plans d'action en matière de sécurité routière, un montant de 578.160 euros est attribué pour 2007 pour les services de contrôle en matière de sécurité routière qui dépendent des Services publics fédéraux Finances et Mobilité et Transports.

De cette somme, 403.160 euros sont directement mis à disposition du Service public fédéral Finances et 175.000 euros sont directement mis à disposition du Service public fédéral Mobilité et Transports.

Ce montant est attribué pour l'achat de matériel dans le cadre d'achats communs organisés par la police fédérale en soutien de la politique de sécurité routière.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Le Ministre de la Mobilité,  
R. LANDUYT

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER**

N. 2007 — 2084 [C — 2007/14188]

**8 MEI 2007. — Koninklijk besluit betreffende het bedrag voorbehouden voor de controlediensten van de FOD Financiën en van de FOD Mobiliteit en Vervoer inzake verkeersveiligheid in het kader van de gemeenschappelijke aankopen 2007**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid inzonderheid op artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, derde streep;

Gelet op de wet van 28 december 2006 houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie van de Lokale Politie en van de Federale Politie van 17 mei 2006;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van de Financiën van 12 en 20 april 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Mobiliteit en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, derde streep, van de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid, wordt voor de controlediensten inzake verkeersveiligheid die afhangen van de Federale Overheidsdiensten Financiën en Mobiliteit en Vervoer voor 2007 een bedrag van 578.160 euro toegekend.

Hiervan wordt 403.160 euro rechtstreeks ter beschikking gesteld van de Federale Overheidsdienst Financiën en wordt er 175.000 euro rechtstreeks ter beschikking gesteld van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

Dit bedrag wordt toegekend voor de aankoop van materiaal in het kader van de door de Federale politie georganiseerde gemeenschappelijke aankopen ter ondersteuning van het verkeersveiligheidsbeleid.

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister bevoegd voor het wegverkeer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

De Minister van Mobiliteit,  
R. LANDUYT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES**

F. 2007 — 2085 [C — 2007/03239]

**27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif aux offres publiques d'acquisition**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté soumis à Votre signature vise en premier lieu l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition.

Il s'indique de rappeler que la loi précitée assure la transposition partielle de la directive 2004/25/CE concernant les offres publiques d'acquisition (également dénommée ci-après « la directive OPA »). Le présent arrêté complète la transposition de ladite directive.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN**

N. 2007 — 2085 [C — 2007/03239]

**27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit op de openbare overnamebiedingen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt op de eerste plaats de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen uit te voeren.

Het is aangewezen eraan te herinneren dat voormelde wet de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2004/25/EG betreffende het openbaar overnamebod bewerkstelligt (hierna ook als « de OBA-richtlijn » aangemerkt). Het voorliggend besluit vervolledigt de omzetting van vermelde Richtlijn.

Le présent arrêté vise en second lieu à moderniser le cadre réglementaire relatif aux offres publiques d'acquisition. Dans cette optique, il a été procédé notamment à la réécriture de certaines dispositions de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés, ainsi qu'à l'introduction de certaines règles nouvelles.

Le Gouvernement tient à attirer Votre attention sur le fait que, dans le cadre de l'approche préconisée par le rapport dit « Lamfalussy », plusieurs associations professionnelles, intermédiaires financiers et spécialistes de la matière des offres publiques d'acquisition ont été consultés lors de la rédaction du présent arrêté.

Avant de procéder au commentaire des articles, il convient de signaler que le présent arrêté est divisé en quatre chapitres. Le chapitre I<sup>er</sup> reprend un certain nombre de définitions. Le chapitre II détermine les règles applicables à l'offre publique d'acquisition volontaire, et établit par ailleurs à cet égard une distinction selon la nature spécifique de l'opération ou selon les titres qui font l'objet de l'offre. Le chapitre III règle la matière de l'offre obligatoire. Enfin, le chapitre IV traite de l'entrée en vigueur et comprend les dispositions transitoires et abrogatoires.

#### Commentaire des articles

#### CHAPITRE I<sup>er</sup> — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup> confirme que l'arrêté vise notamment à assurer la transposition partielle de la directive OPA, et énonce une série de définitions nécessaires à l'application de l'arrêté. Il convient de remarquer que les définitions prévues par l'article 3 de la loi relative aux offres publiques d'acquisition valent également pour l'application du présent arrêté.

La définition d'établissement de crédit et celle de société de bourse sont assorties d'une exigence d'établissement en Belgique. L'offrant est ainsi tenu de désigner, pour la réception des acceptations et le paiement du prix, un établissement de crédit ou une société de bourse qui est établi en Belgique.

L'exigence d'établissement joue également pour l'établissement de crédit qui atteste la disponibilité des fonds dans le cadre d'une offre publique en espèces. L'exigence d'établissement en Belgique dans le chef de cet établissement de crédit se justifie par des considérations d'intérêt général et, en particulier, par la nécessité de rendre public, le plus vite possible, tout avis annonçant une offre, afin d'assurer la transparence et le bon fonctionnement du marché. Dans cette optique, il est primordial que la CBFA puisse apprécier le plus rapidement possible la validité de l'attestation susvisée, tâche qui est considérablement facilitée si l'établissement de crédit qui délivre l'attestation est établi en Belgique. Le fait que les fonds soient disponibles en Belgique peut également s'avérer important pour obtenir le paiement effectif du prix de l'offre si un quelconque litige devait survenir à ce sujet, ce qui accroît la protection des détenteurs de titres en Belgique.

En réponse à l'observation formulée par le Conseil d'Etat en ce qui concerne le financement de l'offre, l'on précise que l'appréciation de la validité de l'attestation portant sur la disponibilité des fonds est indépendante, pour l'application de la réglementation OPA, du financement sous-jacent de l'offre et de l'intervention, dans ce cadre, d'établissements de crédit étrangers.

En ce qui concerne les personnes agissant de concert, l'article 1<sup>er</sup> précise, à l'instar de l'article 3, § 2, de la loi, que des personnes liées sont présumées avoir conclu un accord d'action de concert ou agir de concert. Il y a lieu de noter que plusieurs dispositions de l'arrêté renvoient à la catégorie spécifique des personnes liées.

Pour ce qui est de la définition de la forme juridique d'une entreprise détentrice, l'on se reportera à la formulation équivalente qui figure à l'article 74, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi. Il résulte en particulier de la lecture de l'article 74, § 9, de la loi qu'une « construction similaire » porte notamment sur le patrimoine d'un trust. Il est pour le reste difficile de définir cette notion de manière précise, dans la mesure où elle concerne une catégorie résiduelle et est précisément utilisée pour élaborer une réglementation cohérente.

Pour déterminer si la participation détenue dans l'entreprise détentrice représente plus de la moitié de l'actif net de cette entreprise, la valeur de la participation détenue dans la société visée est évaluée au prix de marché. Les parties peuvent toutefois démontrer de leur côté, sur la base d'une réévaluation complète de l'actif de l'entreprise détentrice, que la participation détenue dans la société visée représente moins de la moitié de l'actif net réévalué de l'entreprise détentrice.

Op de tweede plaats beoogt dit besluit een modernisering van het regelgevend kader, toepasselijk op de openbare overnamebiedingen, door te voeren. Met dit oogmerk werden onder meer een aantal bepalingen van het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen herschreven en werden een aantal nieuwe regels ingevoegd.

De Regering wenst Uw aandacht te trekken op het feit dat, in het kader van de benadering die wordt gevolgd in het zogenaamde Lamfalussyverslag, voor de opstelling van dit besluit een aantal beroepsfederaties, financiële tussenpersonen en specialisten in de materie van de openbare overnamebiedingen werden geconsulteerd.

Alvorens over te gaan tot een artikelsgewijze bespreking, past het te vermelden dat dit besluit in vier hoofdstukken is ingedeeld. Hoofdstuk I herneemt een aantal definities. Hoofdstuk II bepaalt de regels die toepasselijk zijn op een vrijwillig openbaar overnamebod, waarbij een verder onderscheid wordt gemaakt in functie van de specifieke aard van de verrichting of de effecten waarop het bod slaat. Hoofdstuk III regelt het verplicht bod. Tot slot heeft Hoofdstuk IV betrekking op de inwerkingtreding en bevat het overgangs- en opheffingsbepalingen.

#### Artikelsgewijze bespreking

#### HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Artikel 1 bevestigt dat het besluit onder meer strekt tot de gedeeltelijke omzetting van de OBA-richtlijn en herneemt een aantal definities voor de toepassing van dit besluit. Op te merken valt dat ook de definities, bepaald in artikel 3 van de wet op de openbare overnamebiedingen, gelden voor de toepassing van dit besluit.

Uit de definitie van kredietinstelling en beursvennootschap volgt de vereiste van vestiging in België. Aldus dient de bieder voor de ontvangst van de acceptaties en de uitbetaling van de prijs een kredietinstelling of beursvennootschap, die in België is gevestigd, aan te duiden.

De vereiste van vestiging speelt tevens voor de kredietinstelling die de beschikbaarheid van de middelen in het kader van een openbaar bod tegen geld attesteert. De vereiste van vestiging in België in hoofde van deze kredietinstelling wordt verantwoord op grond van overwegingen van algemeen belang en inzonderheid de noodzaak om, met het oog op de transparantie en de goede werking van de markt, de kennisgeving van een bod zo snel mogelijk bekend te maken. In deze optiek is het primordiaal dat de CBFA de geldigheid van de attestatie zo snel mogelijk kan beoordelen, een taak die aanzienlijk wordt vergemakkelijkt door de vestiging in België van de attesterende kredietinstelling. Ook het feit dat de gelden in België beschikbaar zijn, kan van belang zijn om de daadwerkelijke uitbetaling van de biedprijs te bekomen wanneer dienaangaande enige betwisting zou rijzen, wat de bescherming van de effectenhouders in België bevordert.

Wat de opmerking van de Raad van State inzake de financiering van het bod betreft, kan worden opgemerkt dat de beoordeling van de geldigheid van het attest over de beschikbaarheid van de middelen, voor wat de toepassing van de OBA-regulering betreft, los staat van de achterliggende financiering van het bod en de tussenkomst van buitenlandse kredietinstellingen in dit verband.

Inzake in onderling overleg handelende personen wordt, analoog aan artikel 3, § 2, van de wet, de precisering opgenomen dat verbonden personen worden vermoed om een akkoord van onderling overleg te hebben gesloten of om in onderling overleg te handelen. Op te merken valt dat een aantal bepalingen van het besluit verwijzen naar de specifieke categorie van verbonden personen.

Voor wat de omschrijving van de rechtsvorm van de houdsteronderneming betreft, kan men verwijzen naar de gelijkaardige formulering bepaald in artikel 74, § 1 en 2, van de wet. Uit de lectuur van artikel 74, § 9, van de wet volgt inzonderheid dat een « gelijkaardige constructie » onder meer betrekking heeft op het vermogen van een trust. Overigens is het moeilijk om deze notie precies te omschrijven omdat zij een restcategorie betreft en juist wordt gebruikt om een sluitende regeling te bewerkstelligen.

Inzake de beoordeling of de deelneming in houdsteronderneming meer dan de helft van haar netto-actief vertegenwoordigt, wordt de waarde van de deelneming in de doelvennootschap gewaardeerd tegen marktprijs. Partijen kunnen evenwel op hun beurt, op grond van de volledige herwaarderung van de activa van de houdsteronderneming, aantonen dat de deelneming in de doelvennootschap minder dan de helft van het gherwaardeerde netto-actief van de houdsteronderneming vertegenwoordigt.

## CHAPITRE II. — Offre publique d'acquisition volontaire

Section I<sup>re</sup>. — Offre publique d'acquisition volontaire portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote

Art. 2. L'article 2 définit le champ d'application de la section I<sup>re</sup> du chapitre I<sup>er</sup>. Les dispositions de cette section sont applicables à l'offre volontaire portant sur des titres de la société visée avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote.

Sous-section I<sup>re</sup>. — Exigences concernant l'offre

Art. 3. Les exigences concernant l'offre, prévues par l'article 3 de l'arrêté, présentent une grande analogie avec celles prévues par l'article 3 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989. Toutefois, des précisions s'imposent.

L'offre doit porter sur la totalité des titres avec droit de vote effectif ou potentiel émis par la société. Cette règle ne porte évidemment pas préjudice à la possibilité pour l'offrant de procéder par exemple à l'extension de l'offre aux obligations avec warrants portant sur des titres avec droit de vote dans la société visée, émis par une filiale en application de l'article 498 C.Soc. L'offrant peut de même étendre son offre aux options d'achat émises par la société visée ou une société liée, portant sur des titres existants conférant le droit de vote dans la société visée.

Par catégories de titres, il y a lieu d'entendre également les types de titres visés à l'article 560 C.Soc.

L'exigence selon laquelle l'offre, ainsi que ses conditions et modalités, doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté, doit permettre à la CBFA, dans le cadre de l'avis, d'examiner si, a priori, l'offre est régulière. Ainsi, une contre-offre dont le prix ne serait pas de 5% plus élevé que la dernière offre ne constituerait pas une offre régulière. L'offre sera également considérée comme ne répondant pas aux conditions prévues par l'arrêté si elle émane d'un offrant qui n'a pas confirmé, en application de l'article 8, § 2, de l'arrêté, qu'il procéderait à une offre sur les titres avec droit de vote de la société visée, sauf s'il démontre que les circonstances, la situation ou l'actionnariat des personnes concernées ont été modifiés de manière importante.

Art. 4. Si l'offre doit faire l'objet d'une notification conformément à la réglementation relative au contrôle des concentrations, l'offrant ne peut, sur ce point, subordonner son offre qu'à la condition suspensive que la Commission européenne ou les autorités nationales compétentes en matière de concurrence prennent une décision favorable au sens de l'article 6, paragraphe 1, a) ou b), du règlement CE sur les concentrations, ou au sens d'une disposition nationale similaire. Comme le Conseil d'Etat l'a fait observer, l'on devra respecter les dispositions de la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 15 septembre 2006, lorsque la législation belge s'applique. Ce régime s'inspire principalement de l'article 231-11 du Règlement général de l'AMF, l'Autorité (française) des marchés financiers.

Il y a lieu de remarquer que l'offre peut évidemment avoir lieu si l'offrant renonce à la condition prévue par l'article 4. En ce cas, l'offrant assume le risque éventuel, si les autorités compétentes en matière de concurrence en venaient à imposer des « remèdes » dans le cadre d'une seconde phase d'enquête.

L'offrant qui entend se prévaloir de cette condition remet à la CBFA une copie des notifications effectuées et la tient informée de l'avancement de la procédure. Si n'y a pas encore eu de notification, l'offrant ne peut, assurément, la transmettre. Comme l'offrant doit tenir la CBFA informée de l'avancement de la procédure, il y aura lieu de transmettre également les notifications effectuées après l'avis.

## Sous-section II. — Avis annonçant l'offre et publication de cet avis

Art. 5 à 7. Les règles en matière d'avis annonçant l'offre à l'initiative de l'offrant et de publication de cet avis se rattachent aux articles 4 à 6 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

Le Gouvernement n'a pas jugé opportun de préciser dans l'arrêté les modalités pratiques de la publication de l'avis annonçant l'offre. L'approche retenue offre plus de souplesse, dans la mesure où elle permet de tenir compte des progrès des technologies de l'information et des communications.

## HOOFDSTUK II. — Vrijwillig openbaar overnamebod

## Afdeling I. — Vrijwillig openbaar overnamebod op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht

Art. 2. Artikel 2 omschrijft het toepassingsgebied van Afdeling I van Hoofdstuk I. De bepalingen van deze Afdeling zijn toepasselijk op een vrijwillig bod op de effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht van een doelvennootschap.

## Onderafdeling I. — Biedingsvereisten

Art. 3. De biedingsvereisten, bepaald in artikel 3 van het besluit, zijn in belangrijke mate analoog aan de biedingsvereisten, bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 november 1989. Niettemin dringen zich een aantal preciseringen op.

Het bod dient te slaan op alle effecten met daadwerkelijk of potentieel stemrecht uitgegeven door de vennootschap. Deze regel doet uiteraard geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de bieder om het bod bijvoorbeeld uit te breiden tot obligaties met warrants met betrekking tot effecten met stemrecht van de doelvennootschap, door een dochtervennootschap uitgegeven met toepassing van artikel 498 W.Venn. Evenzo kan de bieder zijn bod uitbreiden tot aankoopopties, uitgegeven door de doelvennootschap of een verbonden vennootschap en die slaan op bestaande effecten met stemrecht van de doelvennootschap.

Onder categorieën van effecten, worden eveneens de soorten effecten, bedoeld in artikel 560 W.Venn., verstaan.

Het vereiste dat het bod, evenals zijn voorwaarden en modaliteiten, moeten beantwoorden aan de bepalingen van dit besluit, moet toelaten dat de CBFA, in het kader van de kennisgeving, prima facie onderzoekt of het bod regelmatig is. Zo vormt een tegenbod, met een prijs die geen 5% hoger ligt dan de laatste biedprijs, geen regelmatig bod. Ook zal worden geoordeeld dat een bod niet beantwoordt aan het besluit wanneer het wordt uitgebracht door een bieder, die met toepassing van artikel 8, § 2, van het besluit niet heeft bevestigd dat hij een bod zal uitbrengen op de effecten met stemrecht van de doelvennootschap, tenzij de biederaantoont dat de omstandigheden, de situatie van de doelvennootschap of het aandeelhouderschap van de betrokken personen ingrijpend zijn gewijzigd.

Art. 4. Wanneer het bod overeenkomstig de regulering inzake concentratiecontrole moet worden aangemeld, kan de bieder zijn bod op dit punt enkel onderwerpen aan de opschortende voorwaarde dat de Europese Commissie of de bevoegde nationale mededingingsautoriteiten een gunstige beslissing treffen in de zin van artikel 6, lid 1, a) of b), van de EG-concentratieverordening of een gelijkaardige nationale bepaling. Zoals de Raad van State heeft opgemerkt, zal men, wanneer Belgische wetgeving toepassing vindt, de bepalingen van de wet tot bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd op 15 september 2006 moeten naleven. Deze regeling is voornamelijk geïnspireerd op artikel 231-11 van het Règlement Général van de Franse AMF.

Op te merken valt dat het bod uiteraard doorgang kan vinden indien de bieder afstand doet van de voorwaarde bedoeld in artikel 4. In een dergelijk geval loopt de bieder het eventuele risico indien de mededingingsautoriteiten zogenaamde « remedies » in het kader van een onderzoek in tweede fase zouden opleggen.

De bieder die zich op deze voorwaarde wenst te beroepen, maakt een kopie van de verrichte aanmeldingen over aan de CBFA en houdt haar op de hoogte van het verloop van de procedure. Indien nog geen aanmelding werd verricht, kan de bieder deze uiteraard niet overmaken. Aangezien de bieder de CBFA op de hoogte moet houden van het verder verloop van de procedure, zullen de na de kennisgeving verrichte aanmeldingen ook worden overgemaakt.

## Onderafdeling II. — Kennisgeving van het bod en openbaarmaking ervan

Art. 5 tot 7. De regelen inzake de kennisgeving van het bod op initiatief van de bieder en de openbaarmaking van deze kennisgeving sluiten aan bij de artikelen 4 tot 6 van het koninklijk besluit van 8 november 1989.

Inzake de praktische modaliteiten van de publicatie van de kennisgeving van het bod verkiest de Regering om deze modaliteiten niet nader te regelen in het besluit. Een dergelijke soepele benadering laat toe om rekening te houden met de ontwikkelingen in de informatie- en communicatietechnologie.



Selon la pratique actuelle de la CBFA, l'avis annonçant l'offre est communiqué à une agence de presse et placé sur le site web de la CBFA le jour même ou le lendemain de sa réception. Il est en outre publié le plus rapidement possible dans deux journaux. S'il s'avère utile d'adapter cette pratique, la CBFA devra veiller à ce qu'il soit possible d'accéder aux informations rapidement et selon des modalités non discriminatoires et à ce qu'elles puissent atteindre le plus large public possible. Dans ce cadre, la CBFA recourra à des médias dont on peut raisonnablement attendre une diffusion efficace des informations auprès du public.

Compte tenu d'une observation du Conseil d'Etat, l'utilisation de l'article 7 de la notion d'opérateur de marché a été abandonnée au profit de la notion d'entreprise de marché, notion au demeurant définie à l'article 2, 7°, de la loi du 2 août 2002.

Art. 8. L'article 8 du projet d'arrêté royal traite de la matière de l'annonce d'une offre sans avis formel. Le régime qu'il prévoit vise à assurer l'intégrité du marché et l'égalité de traitement des porteurs de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote.

Comme cela a déjà été stipulé dans l'arrêté royal du 8 novembre 1989, la CBFA peut demander à toute personne qui pourrait être concernée par une éventuelle offre publique d'acquisition de publier sans délai un communiqué et, à défaut, y procéder elle-même (article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté). La publication d'un tel communiqué peut signifier le début de la période d'offre, telle que définie à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 29°, de la loi.

Fait nouveau, la CBFA peut requérir d'un offrant potentiel des informations plus précises (article 8, § 2, de l'arrêté). Par le passé, l'on a en effet été confronté par exemple à des offres inamicales donnant lieu, sur le marché, à des spéculations quant à savoir si un « chevalier blanc » lancerait une contre-offre. On a aussi pu constater que des rumeurs sur des offres imminentes circulaient. Afin d'éviter que de telles situations se répètent, il est prévu un régime aux termes duquel une personne qui a fait, elle-même ou via un intermédiaire, des déclarations suscitant dans le marché des interrogations quant à son intention de lancer une offre, est tenue de publier, si la CBFA en fait la demande, un communiqué clarifiant ses intentions quant à une offre éventuelle. L'application de cette règle permet de diffuser les informations relatives à une offre à l'ensemble des porteurs de titres de la société visée.

S'il est question de simples rumeurs circulant sur le marché, sans qu'aient été faites des déclarations qui suscitent auprès du public des interrogations sur la possibilité d'une offre ou d'une contre-offre et qui sont imputables directement ou indirectement à une personne déterminée, l'article 8, § 2, de l'arrêté ne trouve pas à s'appliquer.

La règle susvisée implique que, dans les préparatifs de son offre, l'offrant potentiel doit, tant en interne qu'à l'égard d'éventuels conseillers externes, prendre les mesures de confidentialité nécessaires pour que ses intentions ne soient pas ébruitées. Un régime similaire existe au demeurant au Royaume-Uni et en France.

Par ailleurs, la CBFA veillera, dans l'application de la règle, à ce qu'il soit le moins possible dérogé à l'intérêt légitime qu'a un offrant potentiel de décider de manière réfléchie s'il souhaite lancer une offre. L'on peut escompter que la CBFA interviendrait par exemple si les cours auxquels se négocient les titres de la société visée présentent d'importantes variations ou si les volumes négociés sont inhabituels.

Si la personne interrogée indique qu'elle a l'intention de lancer une offre, elle devra entreprendre les démarches nécessaires. La question se pose de savoir quelle sanction s'impose lorsqu'après l'annonce de son intention de lancer une offre, une personne en vient en définitive à ne pas concrétiser son projet. Etant donné que la règle concerne un domaine touchant à l'information, et compte tenu d'autre part de l'absence d'avis formel, la CBFA ne pourra pas dans ce cas enjoindre de procéder à une offre. Toutefois, si les éléments constitutifs requis à cet effet sont réunis, une telle situation peut donner lieu à une sanction administrative infligée par la CBFA en vertu de l'article 37 de la loi ou en vertu de l'article 25, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. D'un autre côté, outre le dommage sur le plan de la réputation dans l'hypothèse d'une telle annonce en cas d'offre avortée, il n'est pas à exclure que la personne concernée ait manqué de prudence, ce qui pourrait entraîner des actions en responsabilité civile si un tiers peut démontrer le dommage subi ainsi que le lien causal entre ce dommage et la communication entachée d'imprudence.

Volgens de huidige praktijk van de CBFA wordt de kennisgeving van het bod de dag van de ontvangst of de dag erna meegedeeld aan persagentschap, hernomen op de website van de CBFA en zo snel mogelijk bekend gemaakt in twee dagbladen. Indien het nuttig is deze praktijk aan te passen, zal de CBFA erop dienen toe te zien dat de informatie snel en op niet-discriminerende basis toegankelijk is en een zo groot mogelijk publiek kan bereiken. In dit kader zal de CBFA gebruik maken van media waarvan redelijkerwijze mag worden aangenomen dat zij voor een doeltreffende verspreiding van de informatie kunnen zorgen.

Rekening houdend met een bemerking van de Raad van State werd de verwijziging in artikel 7 naar de markexploitant vervangen door een verwijziging naar de marktonderneming, een notie die overigens in artikel 2, 7°, van de wet van 2 augustus 2002 is gedefinieerd.

Art. 8. Artikel 8 van het ontwerp van koninklijk besluit handelt over de aangelegenheid van de aankondiging van een bod, zonder dat een formele kennisgeving werd verricht. Deze regeling strekt ertoe de integriteit van de markt en de gelijke behandeling van houders van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht te garanderen.

Zoals in het koninklijk besluit van 8 november 1989 reeds wordt gestipuleerd, kan de CBFA een persoon die betrokken zou kunnen zijn bij een mogelijk openbaar overnamebod, verzoeken om een mededeling te publiceren en, zoniet, hiertoe zelf overgaan (artikel 8, § 1, van het besluit). Een dergelijke mededeling kan de aanvang inluiden van de biedperiode, gedefinieerd in artikel 3, § 1, 29°, van de wet.

Nieuw is dat de CBFA mogelijk meer nauwkeurige informatie van een mogelijke bidder kan uitlokken (artikel 8, § 2, van het besluit). In het verleden werd men bijvoorbeeld immers geconfronteerd met vijandige overnamebiedingen, die op de markt aanleiding gaven tot speculaties over de vraag of een « witte ridder » een tegenbod zou lanceren. Men heeft ook moeten vaststellen dat geruchten omtrent een nakend bod de ronde deden. Teneinde een herhaling van dergelijke situaties te vermijden, wordt voorzien in een regeling waarbij een persoon, die zelf of via een tussenpersoon, verklaringen heeft afgelegd die bij de markt vragen oproepen over zijn voornemen om een bod uit te brengen, een mededeling over zijn intenties betreffende een eventueel bod moet bekend maken, zo de CBFA hierom verzoekt. De toepassing van de regel leidt ertoe dat informatie aangaande een bod bekend wordt gemaakt aan alle houders van effecten van de doelvennootschap.

In de mate dat loutere geruchten op de markt circuleren, doch dat geen verklaringen werden afgelegd die bij het publiek vragen oproepen over een mogelijk bod of tegenbod en die men rechtstreeks of onrechtstreeks kan toeschrijven aan een bepaalde persoon, zal artikel 8, § 2, van het besluit geen toepassing vinden.

De hoger vermelde regel impliceert dat een potentiële bidder, bij de voorbereiding van zijn bod, intern en ten aanzien van eventuele externe adviseurs, de noodzakelijke maatregelen dient te nemen tot geheimhouding van zijn overnameplannen. Een gelijkaardige regeling bestaat overigens in het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk.

Anderzijds zal de CBFA, bij toepassing van de regel, erop toezien dat zo weinig mogelijk afbreuk wordt gedaan aan het legitieme belang van een mogelijke bidder om op weloverwogen wijze te beslissen over het uitbrengen van een bod. Men kan ervan uitgaan dat de CBFA bijvoorbeeld zal tussenkomen indien de verhandelingsprijzen van de effecten van doelvennootschap grote variaties vertonen of wanneer ongewone volumes worden verhandeld.

Indien de ondervraagde persoon te kennen geeft dat hij zich voornemt om een bod uit te brengen, zal hij hiertoe de nodige stappen moeten ondernemen. De vraag rijst welke sanctie geldt indien een persoon, na de aankondiging van zijn intentie om een bod uit te brengen, uiteindelijk geen bod lanceert. Gelet op het feit dat de regel het domein van de informatieverstrekking betreft en gelet op het ontbreken van een formele kennisgeving, zal de CBFA in een dergelijk geval geen aanmaning kunnen uitvaardigen om een bod te lanceren. Wel kan, indien de constitutieve elementen hiertoe verenigd zijn, een dergelijke situatie aanleiding geven tot administratieve sanctionering door de CBFA op grond van artikel 37 van de wet of op grond van artikel 25, § 1, 4°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten. Naast de reputatieschade waartoe een dergelijke mededeling bij het uitblijven van het bod leidt, valt anderzijds niet uit te sluiten dat de betrokkene onzorgvuldig heeft gehandeld, wat kan leiden tot burgerlijke aansprakelijkheid indien een derde de geleden schade en het causaal verband tussen de onzorgvuldig opgestelde mededeling en de geleden schade zou kunnen aantonen.

Si, en réponse à la question de la CBFA, la personne concernée n'indique pas qu'elle a l'intention de lancer une offre, elle doit s'abstenir pendant une période de 6 mois de lancer une offre sur la société concernée (voir le commentaire de l'article 3 du présent arrêté). Elle peut toutefois le faire si elle démontre que les circonstances, la situation de la société visée ou l'actionnariat des personnes concernées par une offre éventuelle ont été modifiés de manière importante.

L'article 8, § 3, de l'arrêté confirme le principe selon lequel nul ne peut annoncer une offre avant la publication de l'avis. Les publications visées à l'article 8, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté constituent bien évidemment une exception à la règle.

### Sous-section III. — Obligations pendant la période d'offre

#### A. Dispositions générales

Art. 9. L'article 9 de l'arrêté détermine le champ d'application ratione temporis des dispositions de cette sous-section. Il établit une distinction entre d'une part l'offrant et les personnes de son entourage et d'autre part les autres parties à l'offre. Le principe de base est que les obligations s'appliquent pendant la période d'offre ; pour l'offrant et les personnes agissant de concert avec lui, elles s'appliquent normalement à partir du moment où il est donné avis de l'offre.

Art. 10. L'article 10 du projet prévoit que les parties à l'offre doivent s'abstenir de (faire) publier des déclarations, communications ou documents contenant des informations fausses ou susceptibles d'induire le public en erreur, se rapportant directement ou indirectement à une offre, à une contre-offre ou à une surenchère. Cette disposition se rattache à l'article 23 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

Art. 11. A la demande de la CBFA, les parties à l'offre lui transmettent sans délai tout accord susceptible d'avoir une incidence substantielle sur l'évaluation de l'offre, son déroulement et son issue. Sont visés notamment : les engagements d'apport à l'offre, les accords stipulant des droits préférentiels de cession ou d'acquisition de titres avec droit de vote de la société visée, les accords conférant à une partie des droits permettant d'exiger la création d'actions nouvelles. Il convient de noter que ces informations se situent dans le prolongement des informations à publier conformément à l'article 10, paragraphe 1<sup>er</sup>, f) et g), de la directive OPA.

Afin de créer davantage de transparence sur le marché, la CBFA peut exiger que les personnes visées publient les clauses pertinentes de ces accords.

Art. 12 et 13. L'article 12 du projet se rattache à l'article 11 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, étant entendu que le régime a été étendu aux prêts de titres et au dénouement avant terme de prêts de titres. Pour la définition de la notion de « marché le plus liquide », l'on se reportera aux mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE (dite « directive MiFID »).

La transmission à la CBFA des données visées par l'arrêté est adéquate, pertinente et non excessive au regard des finalités légitimes pour lesquelles la CBFA rassemble ces données et, en particulier, du contrôle du déroulement correct de l'offre et du traitement égal des détenteurs de titres de la société visée dans le cadre de l'offre.

Est nouveau le fait que ces données seront rendues publiques sur le site web de la CBFA, afin d'instaurer une plus grande transparence sur le marché. Cette publication se fera bien entendu dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

#### B. Obligations particulières incombant à l'offrant

Art. 14. En vue de la transposition de l'article 8, paragraphe 2, de la directive OPA, l'article 14 de l'arrêté prévoit des obligations d'information spécifiques pour le cas où les titres de la société visée sont admis à la négociation sur un marché réglementé dans un autre Etat membre que la Belgique.

Art. 15. Pendant la période d'offre, l'offrant ne peut ni retirer son offre, ni modifier celle-ci, sauf dans un sens plus favorable pour les porteurs de titres de la société visée. En outre, si, pendant la période d'offre, l'offrant ou les personnes agissant de concert avec lui acquièrent ou s'engagent à acquérir, en dehors du cadre de l'offre, des titres de la société visée à un prix supérieur à celui de l'offre, le prix de l'offre est majoré en conséquence.

Indien de betrokkene, in antwoord op de vraag van de CBFA, niet te kennen heeft gegeven dat hij de intentie heeft om een bod uit te brengen, kan hij gedurende 6 maanden geen bod op de betrokken vennootschap lanceren (zie de bespreking van artikel 3 van dit besluit). Een dergelijk bod kan wel worden uitgebracht indien de betrokkene aantoonbaar dat de omstandigheden, de situatie van de doelvennootschap of het aandeelhouderschap van de personen betrokken bij een mogelijk bod, belangrijke wijzigingen hebben ondergaan.

Artikel 8, § 3, van het besluit bevestigt het principe dat niemand, voor de publicatie van de kennisgeving van het bod, het bod mag aankondigen. Uiteraard vormen de publicaties bedoeld in artikel 8, §§ 1 en 2, van het besluit een uitzondering op de regel.

### Onderafdeling III. — Verplichtingen tijdens de biedperiode

#### A. Algemeen

Art. 9. Artikel 9 van het besluit bepaalt het toepassingsgebied ratione temporis van de bepalingen van deze Onderafdeling. Hierbij wordt een onderscheid gemaakt tussen de bieder en personen uit zijn kring enerzijds en de andere partijen bij het bod anderzijds. Als uitgangspunt geldt dat de verplichtingen gelden tijdens de biedperiode; voor de bieder en de personen die in onderling overleg met de bieder handelen, gelden de verplichtingen in normale omstandigheden vanaf het ogenblik van de kennisgeving van het bod.

Art. 10. Artikel 10 van het ontwerp stelt dat de partijen bij een bod zich dienen te onthouden van het (laten) bekendmaken van onjuiste of misleidende verklaringen, mededelingen of stukken die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met een bod, tegenbod of hoger bod. Deze bepaling sluit aan bij artikel 23 van het koninklijk besluit van 8 november 1989.

Art. 11. Op vraag van de CBFA maken de partijen bij het bod onverwijld elk akkoord, dat mogelijk een wezenlijke invloed kan hebben voor de beoordeling van het bod, zijn verloop en afloop, over aan de CBFA. Bedoeld worden onder meer: verbintenissen tot inbreng in het bod, een akkoord waarin preferentiële rechten tot overdracht of overname van effecten met stemrecht van de doelvennootschap worden bepaald, akkoorden waarin aan een partij rechten worden toegekend om de creatie van nieuwe aandelen te vereisen. Op te merken valt dat deze informatie in het verlengde ligt van de informatie die moet worden gepubliceerd overeenkomstig artikel 10, lid 1, f) en g), van de OBA-richtlijn.

Teneinde meer transparantie op de markt te creëren, kan de CBFA vereisen dat de geviseerde personen de pertinente clausules van dergelijke akkoorden publiceren.

Art. 12 en 13. Artikel 12 van het ontwerp sluit aan bij artikel 11 van het koninklijk besluit van 8 november 1989, met dien verstande dat de regeling werd uitgebreid tot effectenleningen en de afwikkeling voor termijn van effectenleningen. Voor de omschrijving van het begrip « meest liquide markt » kan worden verwezen naar de uitvoeringswerkzaamheden van Richtlijn 2004/39/EG (de zogenaamde MiFID).

Het overmaken van de gegevens bedoeld in het besluit aan de CBFA is toereikend, terzake dienend en niet overmatig, uitgaande van de gerechtvaardigde doelstellingen waarvoor de CBFA deze gegevens verzamelt en inzonderheid het toezicht op het correcte verloop van een bod en de gelijke behandeling van de houders van effecten van de doelvennootschap in dit verband.

Nieuw is dat deze gegevens, met het oog op de verwezenlijking van meer transparantie op de markt, bekend gemaakt zullen worden op de website van de CBFA. Hierbij zullen uiteraard de voorschriften van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens worden nageleefd.

#### B. Bijzondere verplichtingen in hoofde van de bieder

Art. 14. Met het oog op de omzetting van artikel 8, lid 2, van de OBA-richtlijn bepaalt artikel 14 van het besluit specifieke informatieverplichtingen voor het geval waar de effecten van de doelvennootschap zijn toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt in een andere lidstaat dan België.

Art. 15. Tijdens de biedperiode kan de bieder zijn bod niet intrekken en wordt het bod niet meer gewijzigd, tenzij in gunstiger zin voor de effectenhouders van de doelvennootschap. Bovendien wordt de biedprijs verhoogd wanneer, tijdens de biedperiode, de bieder of personen die in overleg met hem handelen, buiten het bod effecten van de doelvennootschap verwerven tegen een hogere prijs dan de biedprijs of zich hiertoe verbinden.

Art. 16 et 17. Les articles 16 et 17 de l'arrêté se rattachent aux articles 12 et 13 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

Le régime relatif à l'émission de titres supplémentaires avec droit de vote par la société visée a toutefois été limité aux émissions « significatives ».

Le régime concernant la réaction aux mesures de défense instaurées par la société visée a, quant à lui, été étendu à toutes les décisions et opérations qui ont ou peuvent avoir pour effet de modifier de manière significative la composition de l'actif ou du passif de la société visée, ainsi qu'aux engagements souscrits sans contrepartie effective. Les termes de cette disposition rejoignent ceux de l'article 557, alinéa 1<sup>er</sup>, C.Soc., si ce n'est qu'ils visent les décisions, opérations ou engagements en question indépendamment du point de savoir si la société visée est une société anonyme de droit belge et si l'article 557 C.Soc. trouve réellement à s'appliquer. En effet, l'article 8, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi permet au Roi de déterminer les obligations applicables aux parties à l'offre publique et, notamment, à la société visée.

La nécessité d'obtenir l'autorisation de la CBFA pour retirer ou modifier une offre est motivée par le fait qu'il conviendra, le cas échéant, de vérifier notamment si l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, est effectivement applicable et si, en cas de modification de l'offre, celle-ci répond toujours aux exigences énoncées à l'article 3. L'offre modifiée doit, en effet, répondre elle aussi aux exigences dudit article 3, qui prévoit notamment que les conditions de l'offre doivent normalement permettre à l'offrant d'obtenir le résultat recherché.

Il y a lieu de noter que, dans certains cas, l'absence de l'autorisation administrative requise pour l'acquisition des titres faisant l'objet de l'offre peut rendre cette offre impossible. L'on peut, à titre d'exemple, citer l'hypothèse dans laquelle l'offrant n'obtiendrait pas de l'autorité de contrôle prudentiel compétente l'autorisation d'acquiescer les titres avec droit de vote d'un établissement de crédit (cf. l'article 24 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit).

Concernant la publicité à donner à un retrait ou à une modification éventuelle de l'offre, l'on relèvera ici aussi que les technologies de l'information et des communications sont susceptibles d'évoluer. Il semble, d'un autre côté, indiqué que tout retrait ou toute modification de l'offre fasse l'objet d'une publicité selon les mêmes modalités que l'avis annonçant l'offre.

Art. 18. Lorsque l'offrant a stipulé une condition suspensive en ce qui concerne l'intervention des autorités compétentes en matière de concurrence, et que l'offrant maintient cette condition, l'offre devient caduque si la Commission européenne ou les autorités nationales compétentes en matière de concurrence engagent la procédure visée par l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, c), du règlement CE sur les concentrations, ou par une disposition nationale similaire (voir également l'article 231-11 du Règlement général de l'AMF, l'Autorité - française - des marchés financiers). Ce régime répond au souci de ne pas paralyser le fonctionnement de la société visée plus qu'il n'est strictement nécessaire.

#### C. Obligations particulières incombant à la société visée

Art. 19. La société visée avise sans délai la CBFA et l'offrant de toute décision ayant pour but ou étant susceptible de faire échouer l'offre. Elle doit en particulier faire connaître toute décision d'émission de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote. L'on peut remarquer à cet égard que pendant la période d'offre également, la société visée est tenue de respecter le régime de diffusion des informations privilégiées.

A la suite d'une observation du Conseil d'Etat, l'on précise que les mesures de défense qu'une société visée peut prendre dans le cadre de l'offre, peuvent être plus larges que celles visées à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté. Les mesures de défense peuvent, par exemple, en raison de la situation particulière de l'offrant, être de nature à faire échouer l'offre, alors qu'elles ne sont pas nécessairement visées à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>. L'article 9, paragraphe 2, de la directive OPA utilise au demeurant aussi la notion similaire d'action « susceptible de faire échouer l'offre ».

#### D. Obligations particulières en cas d'offre d'acquisition lancée par un offrant contrôlant la société visée

Art. 20 à 23. Les articles 20 à 23 sont applicables lorsqu'une offre publique d'acquisition portant sur les titres avec droit de vote d'une société belge est lancée par un offrant qui, au moment où il notifie son intention de lancer cette offre, exerce le contrôle sur la société visée. Il convient de signaler à cet égard que la description du contrôle à l'article 5 C.Soc. porte également sur les cas de contrôle de fait et de contrôle conjoint.

Art. 16 et 17. De artikelen 16 en 17 van het besluit sluiten aan bij de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit van 8 november 1989.

Wel werd de regeling inzake de uitgifte van bijkomende effecten met stemrecht door de doelvennootschap beperkt tot « betekenisvolle » uitgiften.

Anderzijds werd de regeling inzake de reactie op verdedigingsmaatregelen, ingesteld door de doelvennootschap, uitgebreid tot alle beslissingen en verrichtingen die een aanzienlijke wijziging in de samenstelling van de activa of de passiva van de doelvennootschap tot gevolg hebben of kunnen hebben, of van zonder werkelijke tegenprestatie aangegane verplichtingen. Deze laatste formulering sluit aan bij artikel 557, eerste lid, W.Venn., zij het dat de bedoelde beslissingen, verrichtingen of verplichtingen worden geïnterpreteerd onafhankelijk van het feit of de doelvennootschap een Belgische naamloze vennootschap is en artikel 557 W.Venn. daadwerkelijk toepassing vindt. Immers, artikel 8, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van de wet laat toe dat de Koning de verplichtingen bepaalt in hoofde van de partijen bij een openbaar bod en inzonderheid de doelvennootschap.

De toelating van de CBFA om een bod in te trekken of te wijzigen is overigens ingegeven door het feit dat in voorkomend geval inzonderheid moet worden nagegaan of artikel 16, eerste lid, daadwerkelijk toepassing vindt en of, bij een wijziging van een bod, ook het gewijzigde bod aan de voorwaarden van artikel 3 voldoet. Immers, ook het gewijzigde bod dient aan de voorwaarden van artikel 3 te voldoen, dat onder meer bepaalt dat de voorwaarden van het bod de bieder normaal in staat om het beoogde resultaat te behalen.

Op te merken valt dat in bepaalde gevallen het gebrek aan een noodzakelijke administratieve toelating om de effecten te verwerven, waarop het bod slaat, een bod onmogelijk kan maken. Bij wijze van voorbeeld kan men verwijzen naar de situatie waar de bieder geen toestemming krijgt van de bevoegde prudentiële controleautoriteit verkrijgt om de effecten met stemrecht van een kredietinstelling te verwerven (cf artikel 24 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen).

Inzake de publiciteit van de intrekking of een eventuele wijziging van het bod, geldt ook hier dat de informatie- en communicatietechnologie aan ontwikkeling onderhevig is. Anderzijds lijkt het aangewezen dat een intrekking of een wijziging van een bod wordt gepubliceerd overeenkomstig dezelfde modaliteiten als een kennisgeving van een bod.

Art. 18. Wanneer de bieder een opschortende voorwaarde met betrekking tot de tussenkomst van de kartelautoriteiten heeft bedongen en de bieder deze voorwaarde handhaaft, vervalt het bod wanneer de Europese Commissie of de bevoegde nationale mededingingsautoriteiten de procedure aanvatten bedoeld bij artikel 6, lid 1, c), van de EG-concentratieverordening of een gelijkaardige nationale bepaling (zie ook artikel 231-11 van het Règlement Général van de Franse AMF). Deze regeling beantwoordt aan de doelstelling om de werking van de doelvennootschap niet langer te paralyseren dan strikt noodzakelijk is.

#### C. Bijzondere verplichtingen in hoofde van de doelvennootschap

Art. 19. De doelvennootschap brengt de CBFA en de bieder onverwijld op de hoogte van elke beslissing die ertoe strekt of van aard kan zijn om het bod te doen mislukken. Inzonderheid dient de doelvennootschap kennis te geven van elke beslissing tot uitgifte van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht. In dit verband kan men opmerken dat de doelvennootschap, ook tijdens de biedperiode, de regeling tot bekendmaking van bevoorrechte informatie dient na te leven.

Naar aanleiding van een bemerking van de Raad van State, moet worden gepreciseerd dat de verweermatregelen die een doelvennootschap kan treffen in het kader van het bod, mogelijk ruimer zijn dan deze geïnterpreteerd in artikel 16, eerste lid, van het besluit. De verweermatregelen kunnen bijvoorbeeld omwille van de bijzondere positie van de bieder van aard zijn om het bod te doen mislukken, terwijl zij niet noodzakelijk door artikel 16, eerste lid, worden geïnterpreteerd. Overigens wordt in artikel 9, lid 2, van de OBA-richtlijn ook de gelijkaardige notie van actie « die het bod zou kunnen dwarsbomen » gebruikt.

#### D. Bijzondere verplichtingen in geval van een overnamebod door een bieder die de doelvennootschap controleert

Art. 20 tot 23. De artikelen 20 tot 23 gelden indien een openbaar overnamebod op de effecten met stemrecht van een Belgische vennootschap wordt uitgebracht door een bieder die, op het ogenblik van de kennisgeving van zijn voornemen om een bod uit te brengen, de controle over de doelvennootschap uitoefent. In dit verband past het erop te wijzen dat de omschrijving van controle in artikel 5 W.Venn. ook betrekking heeft op gevallen van feitelijke controle en gezamenlijke controle.



Le régime est inspiré par le souci de tenir compte, en cas d'offre publique d'acquisition par l'actionnaire de contrôle, de l'absence des vertus disciplinantes qu'induit l'éventualité d'une contre-offre. En effet, la concurrence, même potentielle, entre un offrant et un éventuel contre-offrant garantit en principe une formation des prix conforme au marché. Ces conditions ne sont pas réunies lorsque l'offre émane d'une personne disposant déjà du contrôle de la société visée, puisque l'éventualité d'une contre-offre est très limitée, voire inexistante.

En cas d'offre par un actionnaire de contrôle, l'offrant désigne un ou plusieurs experts.

Il est crucial que ces experts soient indépendants tant vis-à-vis de l'offrant et de la société visée que vis-à-vis des sociétés qui leur sont liées. L'expert justifie à la CBFA son indépendance vis-à-vis de l'offrant, de la société visée et des sociétés qui leur sont liées ; son rapport contient une justification adéquate en la matière. La justification à l'égard de la CBFA de l'indépendance de l'expert doit être circonstanciée et complète. Cette information doit en outre permettre à la CBFA de vérifier si le rapport contient une justification adéquate sur ce point. Ainsi, il est par exemple acceptable que cette justification dans le rapport, pour autant qu'elle ne compromette pas la bonne information du public, ne fasse pas mention de certaines données si la publication de celles-ci serait susceptible de causer un préjudice concurrentiel à l'expert.

Pour certaines personnes énumérées à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, l'on part du principe qu'elles ne peuvent agir en qualité d'expert indépendant : il s'agit du commissaire ou expert comptable de l'offrant ou de la société visée; de toute personne avec laquelle le commissaire ou l'expert comptable de l'offrant ou de la société visée présente un lien au sens de l'article 133, § 4, du Code des sociétés ; de toute personne qui est rémunérée par l'offrant ou la société visée, pour une autre mission effectuée dans le cadre de l'opération. Pour l'application de cette règle, les sociétés liées à l'offrant ou à la société sont également prises en compte.

Dans un certain nombre d'autres cas, énumérés à l'article 22, § 2, de l'arrêté, l'expert est présumé se trouver en situation de dépendance ou de conflit d'intérêts, par exemple s'il existe un lien juridique ou capitalistique entre l'expert et l'offrant ou la société visée. Dans ce cas, l'expert qui se trouve dans une telle situation de dépendance ou de conflit d'intérêts doit refuser la mission, à moins de donner dans son rapport une description détaillée des circonstances en question et de démontrer de manière pertinente que son indépendance n'est pas compromise.

Pour rédiger ces règles, le Gouvernement s'est inspiré notamment des conclusions d'un groupe de travail français, présidé par Monsieur Jean-Michel Naulot, conclusions intitulées « Pour un renforcement de l'évaluation indépendante dans le cadre des offres publiques et des rapprochements d'entreprises cotées » (document consultable sur le site web de l'Autorité des marchés financiers française). Ainsi, l'expert peut, dans le cas décrit à l'article 5, § 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté, démontrer par exemple que, nonobstant le lien qu'il présente avec l'offrant ou la société visée, les sociétés qui leur sont liées ou leurs conseils, il sera à même d'établir son rapport en toute indépendance parce que ce lien n'est pas significatif ou parce qu'il dispose d'une organisation adéquate.

L'expert établit un rapport à titre de partie professionnelle et indépendante. L'expert procède à une évaluation personnelle et confronte ses constats à ceux de l'offrant, tels qu'ils figurent notamment dans le projet de prospectus. Le rapport de l'expert est rendu public par l'offrant.

#### Sous-section IV. — Prospectus

Art. 24 et 25. Sans préjudice de l'application de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi, le prospectus contient les renseignements prévus par le schéma I annexé au présent arrêté. Ce schéma se rattache à celui du prospectus relatif aux offres publiques d'acquisition annexé à l'arrêté royal du 8 novembre 1989 et reprend également les renseignements mentionnés à l'article 6, paragraphe 3, de la directive OPA.

Dans le prolongement de la règle qui introduit la révocabilité d'une acceptation dans le cadre d'une offre, l'on peut confirmer que le caractère contraignant des engagements que certains détenteurs de titres ont souscrits avant l'offre, est régi par les règles du droit des obligations. En réponse à une observation du Conseil d'Etat, le Gouvernement précise que cette confirmation n'est pas, à son estime, de nature normative.

#### Sous-section V. — Mémoire en réponse établi par l'organe d'administration de la société visée

Art. 26 et 27. Les articles 26 et 27 de l'arrêté se rattachent dans une large mesure à l'article 14, première phrase, et de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, étant entendu que le mémoire en réponse de l'organe d'administration est établi sur la base du prospectus approuvé.

De regeling is ingegeven door de bezorgdheid dat, in geval van een openbaar overnamebod door de controlerende aandeelhouder, de disciplinerende werking van een mogelijk tegenbod afwezig is. Immers, de competitie of zelfs de potentiële competitie tussen een bieder en een eventuele tegenbieder waarborgt in beginsel een marktconforme prijszetting. Dergelijke concurrentiële prijszetting is niet verzekerd wanneer een openbaar overnamebod wordt uitgebracht door een persoon die reeds de controle over de doelvennootschap bezit, omdat de kans op een tegenbod zeer klein tot uitgesloten is.

In geval van een bod door een controlerende aandeelhouder, stelt de bieder één of verschillende experten aan.

Het is cruciaal dat deze experten onafhankelijk zijn ten aanzien van de bieder en de doelvennootschap en hun verbonden vennootschappen. De expert verantwoordt aan de CBFA zijn onafhankelijkheid ten aanzien van de bieder, de doelvennootschap en hun verbonden vennootschappen; zijn verslag bevat terzake een passende verantwoording. De verantwoording van de onafhankelijkheid van de expert ten aanzien van de CBFA dient omstandig en volledig te zijn. Deze informatie moet de CBFA overigens toelaten om te controleren of het verslag dienaangaande een passende verantwoording bevat. Aldus is het bijvoorbeeld aanvaardbaar dat deze verantwoording in het verslag, voor zover de goede informatieverstrekking van het publiek hierdoor niet in het gedrang komt, geen melding maakt van bepaalde gegevens waarvan de publicatie een concurrentieel nadeel aan de expert zou kunnen berokkenen.

Voor een aantal personen, opgesomd in artikel 22, § 1, van het besluit, gaat de regelgever ervan uit dat zij niet kunnen optreden als onafhankelijk expert: de commissaris of de accountant van de bieder of de doelvennootschap; de persoon met wie de commissaris of de accountant van de bieder of de doelvennootschap een band heeft in de zin van artikel 133, § 4, van het Wetboek van vennootschappen; de persoon, die voor een andere opdracht in het kader van de verrichting wordt vergoed door de bieder of de doelvennootschap. Voor de toepassing van de regel worden de met de bieder of de vennootschap verbonden vennootschappen ook in aanmerking genomen.

In een aantal andere gevallen, opgesomd in artikel 22, § 2, van het besluit, wordt vermoed dat de expert zich bevindt in een situatie van afhankelijkheid of belangenconflict, zoals bijvoorbeeld wanneer een juridische band of een kapitaalband bestaat tussen de expert en de bieder of de doelvennootschap. In een dergelijk geval dient de expert die zich in een zodanige situatie van afhankelijkheid of belangenconflict bevindt, de opdracht te weigeren, tenzij hij in zijn verslag de betrokken omstandigheden uitvoerig beschrijft en op pertinente wijze aantoonst dat zijn onafhankelijkheid niet in het gedrang komt.

Bij het opstellen van deze regels heeft de Regering zich onder meer laten inspireren door de conclusies van een Franse werkgroep onder leiding van de heer Jean-Michel Naulot, Pour un renforcement de l'évaluation indépendante dans le cadre des offres publiques et des rapprochements d'entreprises cotées (te consulteren op de website van de Franse Autorité des Marchés Financiers). Aldus kan de expert in het geval omschreven in artikel 5, § 2, 1<sup>o</sup>, van het besluit bijvoorbeeld aantonen dat, ondanks de band van expert met de bieder of de doelvennootschap, hun verbonden vennootschappen of hun raadgevers, de expert toch zijn verslag in volle onafhankelijkheid zal kunnen opstellen, gelet op het feit dat de band niet betekenisvol is of gelet op de passende organisatie van de expert.

De expert stelt als professionele en onafhankelijke partij een verslag op. De expert gaat over tot een eigen waardering en toetst zijn bevindingen aan deze van de bieder, zoals onder meer opgenomen in het ontwerp-prospectus. Het verslag van de expert wordt door de bieder bekend gemaakt.

#### Onderafdeling IV. — Prospectus

Art. 24 en 25. Onverminderd de toepassing van artikel 13, § 1, van de wet, bevat het prospectus de gegevens opgenomen in schema I bij dit besluit. Dit schema sluit aan bij het schema voor het prospectus voor openbare overnamebiedingen, opgenomen als bijlage bij het koninklijk besluit van 8 november 1989 en herneemt ook de gegevens vermeld in artikel 6, lid 3, van de OBA-richtlijn.

In het verlengde van de regel die de herroepbaarheid van de aanvaarding in het kader van een bod invoert, kan worden bevestigd dat de afdwingbaarheid van verbintenissen die bepaalde effectenhouders voor het bod hebben aangegaan, wordt beheerst door de regels van het verbintenissenrecht. In antwoord op een opmerking van de Raad van State, is de Regering overigens van oordeel dat deze bevestiging niet normatief van aard is.

#### Onderafdeling V. — Memorie van antwoord van het bestuursorgaan van de doelvennootschap

Art. 26 en 27. De artikelen 26 en 27 van het besluit sluiten in grote mate aan bij artikel 14, eerste zin, en artikel 15, § 1, van het koninklijk besluit van 8 november 1989, met dien verstande dat de memorie van antwoord van het bestuursorgaan wordt opgesteld op grond van het goedgekeurde prospectus.

Art. 28. L'avis émis par la société visée au sujet de l'offre, avis qui constitue un élément important du mémoire en réponse, expose de façon motivée les répercussions de la mise en œuvre de l'offre si celle-ci est réussie. Il s'agit pour l'organe d'administration d'élaborer son propre point de vue, et non de reproduire simplement l'opinion d'experts. Il est tenu compte à cet égard de l'ensemble des intérêts de la société, des porteurs de titres, des créanciers et des travailleurs, en ce compris l'emploi (parmi lesquels le volume de l'emploi représente une importance particulière). Le point de vue porte également sur les plans stratégiques de l'offrant relatifs à la société visée et leurs répercussions probables sur les résultats de celle-ci, ainsi que sur l'emploi et les sites d'activité de la société (cf. l'article 9, paragraphe 5, de la directive OPA).

L'avis mentionne – par analogie avec ce que requiert l'article 15, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 – le nombre de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote qui sont détenus par les membres de l'organe d'administration ou par les personnes qu'en fait ils représentent. L'avis indique si, en leur qualité de porteurs de titres, les membres de l'organe d'administration céderont à l'offrant, dans le cadre de l'offre, les titres qu'ils possèdent. Les membres de l'organe d'administration donnent les mêmes indications pour les porteurs de titres qu'en fait ils représentent. Des informations complémentaires sur les différents points de vue doivent être fournies si les membres de l'organe d'administration ou les porteurs de titres qu'en fait ils représentent n'adoptent pas une position unanime.

Il est à noter que ce régime était déjà prévu par l'arrêté royal du 8 novembre 1989. La publication des informations fournies constitue un élément important pour les détenteurs minoritaires de titres au moment où ils doivent prendre la décision de répondre ou non à l'offre. Le traitement de données à caractère personnel qui en découlera éventuellement est adéquat, pertinent et non excessif au regard des finalités légitimes qui sont poursuivies. Ces informations, en outre, devront souvent être notifiées et publiées dans le cadre de l'application de l'arrêté royal du 5 mars 2006 relatif aux abus de marché. En d'autres termes, dans la plupart des cas, le législateur ne fait qu'anticiper le moment d'une publication qui est déjà par ailleurs prévue par un autre texte de loi.

La notion de « détenteurs de titres qu'en fait ils représentent » figurait également dans l'arrêté royal du 8 novembre 1989. Elle n'a, dans la pratique, jamais donné lieu à des contestations notables. Cette notion vise à appréhender la situation de fait, où l'on constate que les administrateurs sont souvent l'émanation (d'un groupe déterminé) de la majorité des détenteurs de titres avec droit de vote, sans même que ces actionnaires disposent formellement d'un droit de proposition des administrateurs.

Faisant suite à une observation du Conseil d'Etat, l'arrêté précise que si les administrateurs ou les détenteurs de titres qu'en fait ils représentent revoient leur intention de répondre ou non à l'offre, ils doivent en aviser l'organe d'administration afin que celui-ci établisse et fasse approuver un supplément au mémoire en réponse. De cette manière, les personnes en question ont également la possibilité de revenir sur leur éventuelle acceptation (annoncée) de l'offre. La règle selon laquelle les intéressés doivent agir conformément aux indications qu'ils ont données dans le mémoire en réponse, éventuellement complété, demeure toutefois applicable.

Si les statuts de la société visée contiennent des clauses d'agrément ou de préemption, l'organe d'administration doit indiquer s'il accordera ou refusera l'agrément et s'il demandera l'application des clauses de préemption. L'organe peut également réserver ses droits à cet égard. Toutefois, l'organe d'administration doit préalablement prendre position sur la question de savoir si ces clauses s'appliquent à l'égard de l'offrant, eu égard aux éventuelles dispositions statutaires arrêtées le cas échéant par la société visée en application des articles 46 et 47 de la loi.

Art. 29. L'article 29 de l'arrêté est analogue à l'article 16 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 et renvoie à cet égard aux articles 511 et 512 du Code des sociétés.

#### Sous-section VI. — Période d'acceptation de l'offre et clôture de celle-ci

Art. 30. La période d'acceptation de l'offre ne peut, conformément à l'article 7, paragraphe 1, de la directive OPA, être ni inférieure à deux semaines ni supérieure à dix semaines.

Les règles relatives au début de la période d'acceptation visent en premier lieu à assurer la bonne information des détenteurs de titres. Dans des circonstances normales, les détenteurs de titres disposeront en effet du mémoire en réponse pendant la période d'acceptation.

Art. 28. Het standpunt van de doelvennootschap over het bod, dat een belangrijk onderdeel vormt van de memorie van antwoord, bevat een met redenen omklede toelichting van de gevolgen van de uitvoering van het bod indien het slaagt. Verwacht wordt dat het bestuursorgaan een eigen standpunt uitwerkt en niet louter het advies van experts weergeeft. Hierbij wordt rekening houdend met het geheel van de belangen van de vennootschap, van de effectenhouders, van de schuldeisers en van de werknemers met inbegrip van de werkgelegenheid (waarbij onder meer het aantal werkposten van bijzonder belang is). Ook gaat het standpunt in op de strategische plannen van de bieder voor de doelvennootschap en hun vermoedelijke gevolgen voor haar resultaten, en voor de werkgelegenheid en de vestigingsplaatsen (cfr. artikel 9, lid 5, van de OBA-richtlijn).

Het standpunt vermeldt – analoog aan wat artikel 15, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 8 november 1989 vereist – hoeveel effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht in het bezit zijn van de leden van het bestuursorgaan of van de personen die zij in feite vertegenwoordigen. Het standpunt geeft aan of de leden van het bestuursorgaan, in hun hoedanigheid van effectenhouders, de effecten in hun bezit aan de bieder in het kader van het bod zullen overdragen. De leden van het bestuursorgaan verstrekken dezelfde gegevens voor de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen. Nadere gegevens over de diverse posities moeten worden verstrekt, wanneer de leden van het bestuursorgaan of de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen, geen eensgezinde stelling innemen.

Op te merken valt dat deze regeling reeds in het koninklijk besluit van 8 november 1989 was opgenomen. De publicatie van de verstrekte gegevens vormt een belangrijke gegeven informatie voor de minderheids-effectenhouders, wanneer zij moeten beslissen of zij al dan niet op het bod zullen ingaan. De verwerking van persoonlijke gegevens die daar eventueel zal uit voortvloeien, is dus toereikend, ter zake dienend en niet overmatig uitgaande van de gerechtvaardigde doelstellingen. Overigens zullen deze gegevens vaak moeten worden gemeld en gepubliceerd in het kader van de toepassing van het koninklijk besluit van 6 maart 2006 op het marktmisbruik. Met andere woorden, in de meeste gevallen anticipeert de wetgever slechts het moment van een publicatie die door een andere wettekst al wordt voorzien.

Ook de notie « effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen » vindt men reeds terug in het koninklijk besluit van 8 november 1989 en heeft in de praktijk geen aanleiding gegeven tot noemenswaardige betwistingen. De notie strekt ertoe de feitelijke realiteit te vatten dat bestuurders vaak de emanatie zijn van (een bepaalde groep van) de meerderheid van de houders van effecten met stemrecht, zelfs zonder dat deze aandeelhouders formeel beschikken over enig voordrachtsrecht van bestuurders.

Rekening houdend met een opmerking van de Raad van State wordt bepaald dat indien de bestuurders of de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen hun voornemen herzien om al dan niet op het bod in te gaan, zij dit dienen te melden aan het bestuursorgaan met het oog op de opstelling en goedkeuring van een aanvulling bij de memorie van antwoord. Op dergelijke wijze kunnen ook deze personen terugkomen op hun eventuele (aangekondigde) aanvaarding van het bod. Wel blijft de regel gelden dat de betrokkenen moeten handelen in overeenstemming met de aanwijzingen die zij hebben verstrekt in de eventueel aangevulde memorie van antwoord.

Indien de statuten van de doelvennootschap goedkeuringsclausules of rechten van voorkoop bevatten, dient het bestuursorgaan aan te geven of het goedkeuring zal verlenen of weigeren en of het de toepassing van de rechten van voorkoop zal vragen. Het orgaan kan dienaangaande zijn rechten voorbehouden. Doch, voorafgaand dient het bestuursorgaan standpunt in te nemen over de vraag of deze clausules en rechten gelden ten aanzien van de bieder, gelet op eventuele statutaire bepalingen die de doelvennootschap, met toepassing van de artikelen 46 en 47 van de wet, zou hebben vastgesteld.

Art. 29. Artikel 29 van het besluit is analoog aan artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 november 1989 en verwijst in dit verband naar de artikelen 511 en 512 van het Wetboek van vennootschappen.

#### Onderafdeling VI. — Aanvaardingsperiode van een bod en de afsluiting ervan

Art. 30. De aanvaardingsperiode van een bod bedraagt, overeenkomstig artikel 7, lid 1, van de OBA-richtlijn, niet minder dan 2 weken en niet meer dan 10 weken.

De regeling inzake de aanvang van de aanvaardingsperiode betracht op de eerste plaats de behoorlijke informatieverstrekking van de effectenhouders te verwezenlijken. In normale omstandigheden zullen de effectenhouders immers tijdens de aanvaardingsperiode over de memorie van antwoord beschikken.



Des garanties ont par ailleurs été prévues pour que l'offrant ne dépende pas de la société visée pour effectuer son offre. Afin d'éviter, dans le cadre d'une offre hostile, des manœuvres de ralentissement concernant le dépôt du mémoire en réponse et le déroulement de la procédure d'approbation de ce document, le projet d'arrêté précise que l'offre peut débiter cinq jours après l'approbation du prospectus.

L'on observera en outre que l'article 27 de l'arrêté prévoit que l'organe d'administration de la société visée doit, dans un délai de cinq jours, soumettre un mémoire en réponse à l'approbation de la CBFA. S'il omet de le faire, la CBFA peut enjoindre à l'organe d'administration de lui communiquer ledit mémoire en réponse pour approbation. Elle peut également, conformément aux articles 36, § 4, et 37 de la loi, infliger une astreinte et prononcer une sanction administrative.

Art. 31. L'article 31 de l'arrêté traite de deux cas dans lesquels la période d'acceptation de l'offre est prolongée. Le premier cas concerne la convocation d'une assemblée générale de la société visée en vue de délibérer sur l'offre et, en particulier, sur une action susceptible de faire échouer l'offre. Le second cas porte sur l'acquisition – ou l'engagement en ce sens –, pendant la période d'offre mais en dehors du cadre de l'offre, par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui, de titres sur lesquels porte l'offre, à un prix supérieur à celui de l'offre. La prolongation de l'offre bénéficie aux détenteurs de titres qui n'ont pas encore accepté l'offre. Quant aux détenteurs de titres qui ont déjà accepté l'offre, ils bénéficieront automatiquement de l'augmentation du prix, conformément aux articles 15, § 2, et 25, 2°.

Art. 32 à 34. Les articles 32 et 33 de l'arrêté concernent, à l'instar des articles 27 à 29 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, la publication des résultats de l'offre, compte tenu de ses conditions. L'article 34 de l'arrêté concerne le délai dans lequel l'offrant est tenu de payer.

En ce qui concerne la publication des résultats et de la réalisation des conditions de l'offre, l'on peut réitérer la remarque formulée ci-dessus concernant les progrès possibles des technologies de l'information et des communications. Dans la plupart des cas, l'offrant publie les résultats de l'offre et la réalisation ou non des conditions de l'offre au moins dans deux journaux à diffusion nationale.

Art. 35 et 36. L'article 35 de l'arrêté décrit trois cas dans lesquels l'offre est rouverte ; l'article 36 de l'arrêté détermine les modalités de réouverture de l'offre.

#### Sous-section VII. — Contre-offre et surenchère

Art. 37 à 41. Les articles 37 à 41 de l'arrêté règlent la contre-offre et la surenchère ; ces articles se rattachent aux articles 33 à 37 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

Afin de ne pas compliquer les contre-offres, le contre-offrant ou le surenchérisseur peut subordonner son offre, sa contre-offre ou sa surenchère à la condition suspensive visée à l'article 4.

Pour le reste, le régime existant en matière de publication de l'avis de contre-offre ou de surenchère est maintenu de manière pratiquement inchangée.

Il est également important que dans le cas d'une contre-offre, la période d'acceptation de l'offre soit prorogée jusqu'au moment de la clôture de la période d'acceptation de la contre-offre, hors le cas de retrait régulier de l'offre.

#### Sous-section VIII. — Offre de reprise et droit de vente après une offre volontaire

Art. 42 à 44. Les articles 42 à 44 de l'arrêté transposent les articles 15 et 16 de la directive OPA.

L'évocation faite dans les articles 42 et 44 du degré de réussite de l'offre – et plus précisément de la condition selon laquelle l'offrant doit avoir acquis, par acceptation de l'offre, des titres représentant au moins 90% du capital assorti de droits de vote faisant l'objet de l'offre – vise à transposer les articles 15, paragraphe 5, deuxième alinéa, et 16, paragraphe 3, de la directive OPA.

L'arrêté royal du 8 novembre 1989 exigeait, de même, que l'offre ait atteint un certain niveau – fût-il moins élevé – de réussite avant que l'offrant puisse lancer une offre de reprise sur les titres restants de la société visée ; d'un autre côté, la reprise des titres restants ne pouvait, sous l'ancienne réglementation, s'effectuer que dans le prolongement d'une offre publique en espèces. Il est à noter que l'article 15, paragraphe 5, de la directive OPA part de la supposition que les titres de la société visée sont répandus auprès d'un large public. La nouvelle réglementation aura, dans la pratique, pour effet qu'il sera moins évident pour un offrant ayant déjà constitué une participation importante dans la société visée, de procéder à une offre de reprise dans le prolongement d'une offre publique.

Anderzijds werden garanties ingebouwd opdat de bieder niet afhankelijk van de doelvennootschap om zijn bod te laten doorgaan. Teneinde in het kader van een vijandig bod verdragingsmanoeuvres inzake de indiening en het doorlopen van de goedkeuringsprocedure van de memorie van antwoord te vermijden, werd bepaald dat het bod kan beginnen vijf dagen na de goedkeuring van het prospectus.

Overigens kan men opmerken dat artikel 27 van het besluit bepaalt dat het bestuursorgaan van de doelvennootschap binnen een termijn van vijf dagen een memorie van antwoord ter goedkeuring aan de CBFA dient voor te leggen. Indien het bestuursorgaan dit nalaat, kan de CBFA het bestuursorgaan aanmanen om de memorie van antwoord ter goedkeuring aan de CBFA over te maken en kan zij, overeenkomstig de artikelen 36, § 4, en 37 van de wet, een dwangsom opleggen en een administratieve sanctie uitspreken.

Art. 31. Artikel 31 van het besluit behandelt twee gevallen waarin de aanvaardingsperiode van een bod wordt verlengd. Een eerste geval betreft het samenroepen van een algemene vergadering van de doelvennootschap, met het oog op de beraadslaging over het bod en inzonderheid over een actie die het bod zou kunnen dwarsbomen. Een tweede geval heeft betrekking op een verwerving, tijdens de biedperiode doch buiten het bod om, van effecten waarop het bod slaat, tegen een hogere prijs dan de biedprijs – of de verbintenis hiertoe – door de bieder of een persoon die met hem in onderling overleg handelt. De verlenging van het bod komt ten goede van de effectenhouders die het bod nog niet hebben aanvaard. Voor de effectenhouders die het bod reeds hebben aanvaard, geldt de regel dat zij overeenkomstig de artikelen 15, § 2, en 25, 2°, automatisch van de prijsverhoging zullen genieten.

Art. 32 tot 34. De artikelen 32 en 33 van het besluit betreffen, zoals de artikelen 27 tot 29 van het koninklijk besluit van 8 november 1989, de publicatie van de resultaten van het bod, rekening houdend met de voorwaarden ervan. Artikel 34 van het besluit betreft de tijdsperiode voor de betaling van de prijs door de bieder.

Voor wat de publicatie van de resultaten en de vervulling van de voorwaarden van het bod betreft, geldt de reeds hoger geformuleerde bemerking inzake de mogelijke ontwikkelingen in de informatie- en communicatietechnologie. In de meeste gevallen publiceert de bieder de resultaten van het bod en het al dan niet vervuld zijn van de voorwaarden van het bod minstens in twee landelijk verspreide dagbladen.

Art. 35 en 36. Artikel 35 van het besluit omschrijft drie gevallen waarin het bod wordt heropend; artikel 36 van het besluit bepaalt de modaliteiten van een heropening van een bod.

#### Onderafdeling VII. — Tegenbod en hoger bod

Art. 37 tot 41. De artikelen 37 tot 41 van het besluit regelen het tegenbod en het hoger bod; deze artikelen sluiten aan bij de artikelen 33 tot 37 van het koninklijk besluit van 8 november 1989.

Teneinde tegenbiedingen niet te bemoeilijken, kan een tegenbieder of hogere bieder zijn bod, tegenbod of hoger bod toch onderwerpen aan de opschortende voorwaarde, zoals bedoeld in artikel 4.

Voorts wordt de bestaande regeling inzake de bekendmaking van de kennisgeving van een tegenbod of hoger bod nagenoeg ongewijzigd behouden.

Belangrijk is eveneens dat, in geval van een tegenbod, de aanvaardingsperiode van het bod wordt verlengd tot het ogenblik van de afsluiting van de aanvaardingsperiode van het tegenbod, tenzij in geval van een regelmatige intrekking van het bod.

#### Onderafdeling VIII. — Bod tot uitkoop en recht tot verkoop na een vrijwillig bod

Art. 42 tot 44. De artikelen 42 tot 44 van het besluit zetten de artikelen 15 en 16 van de OBA-richtlijn om.

De verwijzing in de artikelen 42 en 44 naar de graad van succes van het bod – meer bepaald de voorwaarde dat bieder, door de aanvaarding van het bod, effecten heeft verworven die ten minste 90% vertegenwoordigen van het door het bod bestreken kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden – strekt tot omzetting van de artikelen 15, lid 5, tweede alinea, en 16, lid 3, van de OBA-richtlijn.

Ook het koninklijk besluit van 8 november 1989 bevatte de vereiste dat het bod een bepaalde, zij het lagere graad van respons moest hebben alvorens de bieder kon overgaan tot de uitkoop van de overblijvende effectenhouders van de doelvennootschap; anderzijds kon onder de vroegere regeling de uitkoop van de resterende effectenhouders enkel plaats vinden in het verlengde van een openbaar bod in geld. Op te merken valt dat artikel 15, lid 5, van de OBA-richtlijn is geschreven in de veronderstelling dat de effecten van de doelvennootschap bij een ruim publiek zijn verspreid. De nieuwe regeling zal er in de praktijk toe leiden dat het voor een bieder, die reeds een belangrijke participatie in de doelvennootschap heeft opgebouwd, minder voor de hand ligt om in het verlengde van een openbaar bod over te gaan tot een bod tot uitkoop.

Pour l'application de l'alinéa 2 de cet article, l'on peut considérer, en vertu de la présomption énoncée à l'article 3, § 2, de la loi et compte tenu de la portée de la notion d'action de concert, que des personnes liées sont réputées être des personnes agissant de concert conformément à l'article 513, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, a) ou b), C.Soc.

#### Sous-section IX. — Interdictions après la période d'offre

Art. 45. Afin d'éviter qu'il soit porté, de façon abusive, atteinte à l'égalité de traitement des porteurs de titres, l'offrant et les personnes agissant de concert avec lui doivent s'abstenir, pendant une période d'un an après la période d'offre, d'acquiescer à des conditions plus avantageuses que celles de l'offre des titres sur lesquels portait l'offre.

#### Section II. — Offre publique d'acquisition portant sur des certificats immobiliers

Art. 46. Les certificats immobiliers ne conférant pas de droit de vote sociétaux, ils ne tombent pas dans le champ d'application du chapitre II de l'arrêté royal précité du 8 novembre 1989. En revanche, ils relèvent bien de la loi du 22 avril 2003, à savoir la législation générale en matière de prospectus d'OPA.

Il a néanmoins été jugé opportun d'encadrer de manière plus les offres publiques d'acquisition sur certificats immobiliers, en vue d'assurer la sécurité juridique et la protection des intérêts des investisseurs. Contrairement aux offres publiques d'acquisition sur d'autres types d'instruments de créance, ce type d'opération est fréquent. Par ailleurs, les conditions d'émission liées aux certificats immobiliers confèrent souvent par voie contractuelle un droit de vote (même si celui-ci ne relève pas du droit des sociétés). Par le passé, cet encadrement s'est concrétisé par une approche pragmatique de l'ex-CBF. La sécurité juridique de cet encadrement n'est cependant garantie, ce qui a encore récemment été mis en lumière par une décision judiciaire. L'arrêté vise à réaliser la sécurité juridique à cet égard.

L'article 46 du présent arrêté prévoit que les dispositions de la section I<sup>re</sup> du présent arrêté sont applicables aux offres publiques d'acquisition portant sur des certificats immobiliers, moyennant certaines exceptions et précisions.

La finalité, ce faisant, est de conférer, dans le cadre des offres publiques d'acquisition, aux porteurs de certificats immobiliers une protection comparable à celle dont bénéficient les porteurs de titres conférant le droit de vote. Toute une série de règles concernant les offres publiques d'acquisition portant sur des titres conférant le droit de vote peuvent en effet être pertinentes dans le cadre d'une offre publique d'acquisition portant sur des certificats immobiliers, en particulier en vue de la protection des intérêts des porteurs de certificats immobiliers. L'on peut citer à titre d'exemple : l'obligation de faire porter l'offre sur l'ensemble des titres ; l'obligation de disposer de l'intégralité des fonds nécessaires à la réalisation de l'offre ; les obligations en matière de transactions sur des titres sur lesquels porte l'offre après l'avis ou la publication de l'intention de procéder à une offre ; l'avis de l'organe d'administration de l'émetteur ; la protection des porteurs de titres en cas de contre-offre ou de surenchère ; ...

Par ailleurs, les offres publiques d'acquisition sont soumises à un schéma de prospectus particulier. Celui-ci prescrit le contenu minimum du prospectus, et est basé sur le schéma de prospectus des offres publiques d'acquisition portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote.

En pratique, les certificats immobiliers sont émis au sein de structures sociétales variées, dans lesquelles l'émetteur des certificats immobiliers n'est pas toujours le propriétaire du ou des biens immobiliers sur lesquels portent les produits, les revenus et le prix de réalisation des certificats immobiliers. Il arrive par exemple que la structure implique que l'émetteur des certificats immobiliers soit une société distincte de celle reconnue juridiquement comme propriétaire du bien concerné, et que les deux constituent une société commerciale commanditaire. Etant donné que tant l'émetteur que le propriétaire peuvent détenir des informations permettant de juger si le projet de prospectus établi par l'offrant présente des lacunes, ou des données pouvant induire en erreur les porteurs de certificats immobiliers, il est exigé, dans un tel cas, que soient connus non seulement l'avis de l'émetteur mais également celui du propriétaire.

Voor de toepassing van het tweede lid van dit artikel kan men er van uitgaan, op grond van het vermoeden bepaald in artikel 3, § 2, van de wet en rekening houdend met de strekking van de notie van onderling overleg, dat verbonden personen worden beschouwd als personen die in onderling overleg handelen overeenkomstig artikel 513, § 1, laatste lid, a) of b), W.Venn.

#### Onderafdeling IX. — Verbodsbepalingen na de biedperiode

Art. 45. Teneinde te vermijden, dat op onrechtmatige wijze afbreuk wordt gedaan aan de gelijke behandeling van effectenhouders, dienen de bieder en de met hem in onderling overleg handelende personen gedurende een jaar na de biedperiode zich te onthouden van de verwerving van effecten waarop het openbaar bod betrekking had, tegen gunstiger voorwaarden dan deze bepaald in het openbaar bod.

#### Afdeling II. — Openbaar overnamebod op vastgoedcertificaten

Art. 46. Omdat vastgoedcertificaten geen vennootschappelijke zeggenschapsrechten verlenen, vallen als dusdanig niet onder het toepassingsgebied van hoofdstuk II van het voornoemd koninklijk besluit van 8 november 1989. Anderzijds vallen zij wel onder de wet van 22 april 2003, zijnde de algemene prospectuswetgeving voor OBA's.

Nochtans wordt het ook opportuun geacht om de openbare overnamebiedingen op vastgoedcertificaten op meer omstandige wijze te omkaderen, met het oog op de rechtszekerheid en de bescherming van de belangen van de beleggers. In tegenstelling tot openbare overnamebiedingen op ander schuldinstrumenten, komt dit soort operaties in de praktijk immers regelmatig voor. Bovendien verschaffen de uitgiftevoorwaarden aan vastgoedcertificaten vaak op conventionele wijze een (zij het niet vennootschapsrechtelijk) stemrecht. In het verleden werd deze omkadering gerealiseerd door een pragmatische benadering van de ex-CBF. De rechtszekerheid van die omkadering is echter niet gegarandeerd, wat recentelijk nog door een gerechtelijke uitspraak in de verf werd gezet. Het besluit heeft tot doel om hierover rechtszekerheid te scheppen.

Artikel 46 van dit besluit verklaart de bepalingen van Afdeling I van dit besluit van toepassing op openbare overnamebiedingen op vastgoedcertificaten, mits een aantal uitzonderingen en preciseringen.

Op deze manier wordt beoogd om in het kader van een openbaar overnamebod aan de houders van vastgoedcertificaten een gelijkaardige bescherming te geven als deze waarvan de houders van stemrechtverlenende effecten genieten. Een heel aantal regels betreffende openbare overnamebiedingen op stemrechtverlenende effecten kunnen immers ook relevant zijn in het kader van een openbaar overnamebod op vastgoedcertificaten, in het bijzonder met het oog op de bescherming van de belangen van de houders van de vastgoedcertificaten. Bij wijze van voorbeeld kan worden gewezen op: de verplichting dat het openbaar overnamebod op alle effecten moet slaan; de verplichting dat alle voor de verwezenlijking van het bod noodzakelijke fondsen beschikbaar moeten zijn; de verplichtingen betreffende transacties in de effecten waarop het bod slaat na de kennisgeving of openbaarmaking van het voornemen van een openbaar overnamebod; het advies van het bestuursorgaan van de emittent; de bescherming van de effectenhouders bij tegenbod of hoger bod; ...

Bovendien wordt een bijzonder prospectusschema ingevoerd voor de openbare overnamebiedingen op vastgoedcertificaten. Dit schema schrijft de minimuminhoud van het prospectus voor, en is gebaseerd op het schema voor het prospectus voor openbare overnamebiedingen op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht.

Vastgoedcertificaten worden in de praktijk uitgegeven binnen uiteenlopende vennootschapsstructuren, waarbij de emittent van de vastgoedcertificaten niet steeds tevens de eigenaar is van het onroerend goed of de onroerende goederen op de inkomsten, opbrengsten en realisatie-waarde waarvan de vastgoedcertificaten betrekking hebben. Zo wordt bijvoorbeeld soms gewerkt met een structuur waarbij de emittent van de vastgoedcertificaten een andere vennootschap is dan de juridische eigenaar van het desbetreffende vastgoed, waarbij beide vennootschappen een stille handelsvennootschap vormen. Omdat zowel de emittent als de eigenaar in het bezit kunnen zijn van informatie die toelaat om te beoordelen of het door de bieder opgemaakte ontwerp-prospectus leemten vertoont dan wel gegevens bevat die de houders van de vastgoedcertificaten kunnen misleiden, wordt in dergelijke gevallen naast het advies van de emittent ook het advies van de eigenaar vereist.

Art. 47. L'article 47 règle l'offre publique d'acquisition portant sur des titres de créance autres que des certificats immobiliers.

Section III. — Offre publique de rachat de titres avec droit de vote

Art. 48. En raison de la large définition, aux termes de la loi, de l'« offre publique », est aussi considérée comme offre publique l'offre publique de rachat, que peut par exemple réaliser une société anonyme belge en application de l'article 620 C.Soc., aux termes de la réglementation OPA.

Par le passé, la CBFA a fait preuve de la nécessaire souplesse pour réaliser un cadre juridique opérationnel pour ces opérations (voir le rapport annuel CBF 1998-1999, p. 123-124). Dans le cadre de ce type d'opérations, il était fréquent que la CBFA accorde des dérogations à certaines règles : obligation de faire porter l'offre sur l'ensemble des titres visés émis par la société et non encore en possession de ou des offrants ; obligation de recueillir l'avis du conseil d'administration de la société visée ; période d'acceptation de l'offre afin de laisser aux porteurs de titres le temps de la réflexion.

Cette pratique administrative est maintenant reprise dans l'arrêté. En ce qui concerne la période d'offre, l'on peut noter que, conformément aux dispositions de la directive OPA, la période d'acceptation peut aller jusqu'à 10 semaines, de telle sorte que les porteurs des titres sur lesquels porte l'offre disposent de suffisamment de temps de réflexion.

CHAPITRE III. — Offre obligatoire

Art. 49. L'article 49 de l'arrêté détermine le champ d'application ratione personae du chapitre III de l'arrêté. Le régime de l'offre obligatoire est applicable à la société visée ayant son siège statuaire en Belgique, pour autant qu'une partie au moins de ses titres avec droit de vote soient admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur les marchés d'instruments financiers Alternext et Marché Libre, organisés par Euronext Brussels.

Art. 50. L'article 50 de l'arrêté règle l'obligation de lancer une offre à la suite du dépassement du seuil de 30% des titres avec droit de vote de la société visée, à la suite d'une acquisition de titres. Le principe sur lequel repose ce régime est qu'il y a lieu de protéger les autres porteurs de titres en cas de transfert du contrôle à un tiers. L'on peut considérer que les modalités de ce transfert n'ont aucune pertinence pour les autres porteurs de titres ; dans cette optique, les acquisitions devant donner lieu à l'obligation de lancer une offre s'entendent au sens large.

Le paragraphe premier de l'article 50 précité traite de la situation de la personne qui franchit le seuil, le cas échéant conjointement avec les personnes liées et les personnes servant d'intermédiaire. Les paragraphes 2 et 3 du même article identifient les titres qui entrent en ligne de compte pour établir s'il y a franchissement de seuil (sans faire de distinction à cet égard selon que les titres ont été soumis à l'action de concert ou non) et les acquisitions de titres qui peuvent donner lieu à franchissement.

Les paragraphes 4 à 6 de l'article 50 de l'arrêté sont similaires aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 du même article, si ce n'est qu'ils portent cette fois sur les personnes agissant de concert.

Il est important de noter que, lorsque le seuil de 30 % est franchi conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 de l'article 50 précité par l'une des personnes agissant de concert, seule cette personne est tenue de lancer une offre. Dès lors, même si une personne agit de concert, l'acquisition de plus de 30 % des titres avec droit de vote donne lieu à l'obligation de lancer une offre.

L'article 50, § 7, de l'arrêté prévoit des règles spécifiques pour les personnes agissant de concert. Ces règles s'appliquent avec la réserve qui vient d'être évoquée, à savoir la situation dans laquelle une seule personne acquiert – conjointement avec les personnes liées et les personnes servant d'intermédiaire – plus de 30 % des titres avec droit de vote de la société visée.

La première règle concerne la conclusion d'une action de concert et notamment le cas où les parties concernées détiennent conjointement plus de 30 % des titres avec droit de vote, alors qu'aucune ne détenait auparavant plus de 30 % des titres avec droit de vote. Un tel cas donne lieu à l'obligation de lancer une offre au moment de la première acquisition auprès d'un tiers, dans un délai de trois ans après la conclusion de l'action de concert, de titres avec droit de vote de la société visée.

Art. 47. Artikel 47 regelt het openbaar overnamebod op andere schuldinstrumenten dan vastgoedcertificaten.

Afdeling III. — Openbaar bod tot inkoop van effecten met stemrecht

Art. 48. Gelet op de ruime definitie in de wet van « overnamebod » valt ook een openbaar bod tot inkoop, dat een Belgische naamloze vennootschap bijvoorbeeld doorvoert met toepassing van artikel 620 W.Venn., onder de toepassing van de OBA-regulering.

In het verleden heeft de CBFA de nodige soepelheid aan de dag gelegd om een werkbaar juridisch kader voor dergelijke verrichtingen te bewerkstelligen (zie Jaarverslag CBF, 1998-1999, 123-124). In het kader van een dergelijke verrichting stond de CBFA veelal afwijkingen toe op een aantal regels: de verplichting dat het bod slaat op alle geveeerde effecten die zijn uitgegeven door de vennootschap en nog niet in het bezit zijn van de bieder(s); het inwinnen van het advies van de raad van bestuur van de doelvennootschap; de aanvaardingsperiode van het bod om aan de effectenhouders voldoende bedenktijd te geven.

Deze administratieve praktijk wordt nu hernomen in het besluit. In verband met de looptijd van een bod kan men wel opmerken dat, in overeenstemming met de bepalingen van de OBA-richtlijn, de aanvaardingsperiode tot 10 weken kan bedragen, zodat de houders van de effecten, waarop het bod slaat, voldoende bedenktijd hebben.

HOOFDSTUK III. — Verplicht bod

Art. 49. Artikel 49 van het besluit bepaalt het personeel toepassingsgebied van hoofdstuk III van het besluit. De regeling van het verplicht bod is toepasselijk op een doelvennootschap met statutaire zetel in België, voor zover minstens een gedeelte van haar effecten met stemrecht zijn toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt of tot de markten in financiële instrumenten Alternext en Vrije Markt, georganiseerd door Euronext Brussels.

Art. 50. Artikel 50 van het besluit regelt de biedplicht naar aanleiding van de overschrijding van de drempel van 30% van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap, ten gevolge van een effectenverwerving. Het uitgangspunt van de regeling van het verplicht bod ligt erin de andere effectenhouders te beschermen bij de overgang van de zeggenschap naar een derde. Men kan ervan uitgaan dat het voor de andere effectenhouders niet relevant is op welke wijze de overgang van de zeggenschap wordt georganiseerd; in een dergelijke optiek worden de verwervingen die aanleiding geven tot de biedplicht, ruim ingevuld.

De eerste paragraaf van vermeld artikel 50 behandelt vooreerst de situatie van een persoon die, in voorkomend geval samen met de verbonden personen en personen die als tussenpersoon optreden, de drempel overschrijft. De tweede en de derde paragraaf van hetzelfde artikel bepalen welke effecten men in aanmerking dient te nemen voor de beoordeling van de overschrijding van de drempel (zonder dat in dit kader een onderscheid wordt gemaakt of de betrokken effecten al dan niet werden onderworpen aan het onderling overleg) en welke effectenverwervingen kunnen leiden tot de drempeloverschrijding.

De paragrafen 4 tot 6 van artikel 50 van het besluit zijn analoog aan de paragrafen 1 tot 3 van hetzelfde artikel, zij het dat eerst genoemde bepalingen betrekking hebben op in onderling overleg handelende personen.

Belangrijk is dat, als de drempel van 30 % overeenkomstig §§ 1 tot 3 van vermeld artikel 50 wordt overschreden door één van de personen die in onderling overleg handelen, enkel deze persoon gehouden is om een overnamebod uit te brengen. Dus, zelfs indien een persoon in onderling overleg handelt, leidt de verwerving van meer dan 30% van de effecten met stemrecht tot biedplicht.

Artikel 50, § 7, van het besluit bepaalt specifieke regels voor de personen die in onderling overleg handelen. Deze regels gelden onder zojuist geformuleerde voorbehoud van de situatie waar één persoon – samen met de verbonden personen en personen die als tussenpersoon optreden – meer dan 30 % van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap verwerft.

De eerste regel betreft het sluiten van een akkoord van onderling overleg en inzonderheid het geval waar de betrokken partijen gezamenlijk meer dan 30 % van de effecten met stemrecht houden, terwijl geen van de betrokkenen verdient meer dan 30% van de effecten met stemrecht hield. In een dergelijk geval ontstaat een biedplicht op het ogenblik van de eerste verwerving, binnen een tijdspanne van drie jaar na het sluiten van het akkoord van onderling overleg, van effecten met stemrecht van de doelvennootschap van een derde.



En réponse à une observation formulée par le Conseil d'Etat, le Gouvernement fait observer que cette règle renforce la protection des détenteurs minoritaires de titres. En effet, la directive OPA ne comporte aucune indication quant au traitement des situations dans lesquelles plusieurs parties concluent un accord d'action de concert et franchissent conjointement le seuil – tel que fixé – des titres avec droit de vote de la société visée. La règle précitée vise, dans un souci de sécurité juridique, à appréhender ce genre de situations. Elle tend en particulier à soumettre, dans des limites raisonnables, à l'obligation de lancer une offre les parties qui détiennent conjointement plus de 30 % des droits de vote et qui, après avoir conclu un accord d'action de concert, acquièrent encore des titres supplémentaires.

La seconde règle concerne l'adhésion par un tiers à une action de concert préexistante. Une telle adhésion ne pose pas de problème tant que les parties qui y adhèrent déjà – ou leurs remplaçants autorisés – continuent à détenir 30 %. En d'autres termes, si les titres avec droit de vote qu'acquiert le tiers sont nécessaires pour atteindre le seuil de 30 % des titres avec droit de vote, il en résulte en principe une obligation de lancer une offre. La règle vise ainsi le cas où les personnes agissant de concert ont cédé une partie de leurs titres à un tiers, de sorte qu'elles sont passées en dessous du seuil de 30 %. Si, par la suite, elles franchissent à nouveau ce seuil parce que le tiers en question adhère à l'action de concert, l'obligation de lancer une offre s'applique, dès lors qu'il y a franchissement de seuil et acquisition de titres dans le chef du tiers adhérent. Pour éviter toute fraude à la loi, il n'est pas tenu compte de la séquence précise d'acquisition et d'adhésion à l'accord. Etant donné que les autres parties doivent autoriser le nouvel adhérent à se joindre à l'action de concert, l'obligation de lancer une offre ne s'applique pas uniquement aux nouveaux adhérents. Pour l'application de cette règle, il y a lieu d'entendre par « action de concert initiale » soit l'action de concert notifiée et communiquée conformément à l'article 74 de la loi, soit l'action de concert qui a donné naissance à l'obligation visée au présent article de lancer une offre, soit l'action de concert dont toutes les parties sont membres depuis plus de trois ans, indépendamment de la question de savoir si cette obligation pouvait bénéficier d'une dérogation conformément à l'article 52 de l'arrêté.

Concernant la seconde règle, l'on peut faire observer que la directive OPA ne comporte pas d'indications quant au traitement des situations dans lesquelles certaines personnes adhèrent à une action de concert et d'autres quittent cette action de concert, une fois qu'est née l'obligation de lancer une offre. Le Gouvernement estime toutefois indiqué de préciser, dans un souci de sécurité juridique, les règles applicables en la matière.

Art. 51. L'article 51 de l'arrêté reprend mutatis mutandis le régime de l'article 50 précité dans le cas où une personne acquiert, soit seule, soit de concert, respectivement le contrôle ou plus de 50 % des titres avec droit de vote d'une entreprise dite « détenrice ». Cet article est pris en exécution de l'article 8, alinéa 2, 4°, de la loi.

Par « entreprise détenrice », il y a lieu d'entendre la société, personne morale ou construction similaire, qui détient plus de 30 % des titres avec droit de vote d'une société visée (voir l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 6°).

A moins qu'une telle entreprise puisse bénéficier de règles transitoires, l'obligation de lancer une offre est, dans son chef, déjà née précédemment. Il est à noter qu'en exécution de l'article 5, paragraphe 3, de la directive OPA, le pourcentage de droits de vote conférant le contrôle d'une société a été fixé à 30 %. Il en résulte que l'acquisition du contrôle d'une entreprise détenrice entraîne l'acquisition indirecte du contrôle de la société visée. Dans les limites de l'habilitation au Roi mentionnée ci-dessus, l'article 51 règle le cas spécifique de l'acquisition indirecte du contrôle de la société visée par le biais d'une entreprise détenrice.

Les §§ 1<sup>er</sup> à 3 concernent la situation dans laquelle une personne acquiert, directement ou indirectement, le contrôle de l'entreprise détenrice. Eu égard à la définition de « contrôle » énoncée à l'article 5 C.Soc., sont dans ce cadre visées, outre l'acquisition du contrôle de droit, les situations d'acquisition du contrôle de fait et du contrôle conjoint. D'un autre côté, l'obligation de lancer une offre ne s'appliquera pas si une partie exerce le contrôle de fait et acquiert le contrôle de droit de l'entreprise détenrice. L'obligation de lancer une offre ne s'appliquera pas davantage si une partie à un contrôle conjoint acquiert, à la suite d'une acquisition de titres, le contrôle exclusif de l'entreprise détenrice, pour le motif que l'intéressé, eu égard à la définition de la notion de contrôle, exerçait déjà le contrôle. Si les autres conditions requises sont remplies, l'adhésion d'un tiers au contrôle conjoint entraînera, en revanche, l'obligation de lancer une offre, pour le motif que le tiers acquiert le contrôle.

#### Section II. — Dérogations à l'obligation de lancer une offre

Art. 52. Un nombre important d'acquisitions de titres visées par les articles 50 et 51 de l'arrêté ne doivent pas donner lieu à l'obligation de lancer une offre. Les règles en matière d'OPA des Etats membres limitrophes prévoient elles aussi des cas qui, bien que donnant lieu à un franchissement de seuil sur le plan formel, n'entraînent toutefois pas l'obligation de lancer une offre.

Met verwijzing naar het advies van de Raad van State, laat de Regering opmerken dat deze regel de bescherming van de minderheids-effectenhouders versterkt. Immers, de OBA-richtlijn bevat geen aanwijzingen over de behandeling van situaties waarin verschillende partijen een onderling overleg sluiten en samen de vastgestelde drempel van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap overschrijden. Met het oog op de juridische zekerheid geeft de hoger bedoelde regel nadere invulling indien zich een dergelijke situatie voordoet. De regel beoogt inzonderheid om, binnen redelijke grenzen, partijen die samen meer dan 30% van de stemrechten houden en dan een akkoord van onderling overleg sluiten en bijkomend effecten verwerven, aan de biedplicht te onderwerpen.

De tweede regel betreft de toetreding door een derde tot een bestaand onderling overleg. Een dergelijke toetreding stelt geen probleem zolang de oorspronkelijke partijen – of hun toegelaten plaatsvervangers – 30 % blijven houden. M.a.w. indien de effecten met stemrecht die de toetredende overneemt, noodzakelijk zijn om aan de drempel van 30% van de effecten met stemrecht te komen, ontstaat in principe de biedplicht. De regel doelt aldus op het geval dat de personen bij een onderling overleg een deel van hun effecten hebben gecedeerd aan een derde, waardoor zij onder de 30 % drempel zijn komen te vallen. Indien zij later de drempel opnieuw overschrijden, doordat de derde tot het overleg toetreedt, treedt de biedplicht in, gezien er drempeloverschrijding en effectenverwerving is door de toetredende derde. Om wetsontduiking te voorkomen wordt geen rekening gehouden met het precieze sequens van verwerving en toetreding tot het akkoord. Gelet op het feit dat de overige partijen de toetredende moeten toelaten tot het onderling overleg, geldt de biedplicht in een dergelijk geval niet alleen voor de toetredende partijen. Voor de toepassing van de regel verstaat men onder « oorspronkelijk onderling overleg » hetzij het conform artikel 74 van de wet aangemeld en meegedeeld onderling overleg, hetzij het onderling overleg dat de in dit artikel bedoelde verplichting heeft doen ontstaan om een overnamebod uit te brengen, hetzij het onderling overleg waarvan alle partijen meer dan drie jaar lid zijn, onafhankelijk van de vraag of overeenkomstig artikel 52 van het besluit een afwijking op de biedplicht gold.

Inzake de tweede regel kan men opmerken dat de OBA-richtlijn geen aanwijzingen bevat over de behandeling van situaties waarin bepaalde personen toetreden tot onderling overleg en anderen dit onderling overleg verlaten, eens de biedplicht is ontstaan. De Regering is evenwel van oordeel dat het aangewezen is om, met het oog op de juridische zekerheid, terzake nadere regels uit te werken.

Art. 51. Artikel 51 van het besluit herneemt mutatis mutandis de regeling van voormeld artikel 50 in het geval waar een persoon, alleen of in onderling overleg, respectievelijk de controle over, dan wel meer dan 50 % van de effecten met stemrecht van een zogenaamde onderneming verwerft. Vermeld artikel wordt vastgesteld in uitvoering van artikel 8, tweede lid, 4°, van de wet.

Een « houdsteronderneming » is de vennootschap, rechtspersoon of gelijkaardige constructie die meer dan 30 % van de effecten met stemrecht van een doelvennootschap houdt (zie artikel 1, § 2, 6°).

Tenzij een dergelijke onderneming kan genieten van overgangsregelen, is de biedplicht in haar hoofde in het verleden reeds ontstaan. Op te merken valt dat, in uitvoering van artikel 5, lid 3, van de OBA-richtlijn, werd vastgesteld dat het percentage waarmee de controle wordt verkregen 30 % van de stemrechten bedraagt. Bijgevolg leidt de controleverwerving over de houdsteronderneming tot de indirecte controleverwerving over de doelvennootschap. Binnen de grenzen van de hoger vermelde machtiging aan de Koning, regelt artikel 51 het specifieke geval van de indirecte controle over de doelvennootschap via een houdsteronderneming.

De §§ 1 tot 3 betreffen de situatie waar een persoon, rechtstreeks of onrechtstreeks, de controle verwerft over de houdster. Op grond van de definitie van controle, bepaald in artikel 5 W.Venn., worden in dit kader, naast de verwerving van de controle in rechte, eveneens situaties van verwerving van feitelijke controle en gezamenlijke controle geïsoleerd. Anderzijds zal geen biedplicht ontstaan indien een partij de feitelijke controle uitoefent en hij de controle in rechte over de houdster verwerft. Evenmin zal biedplicht ontstaan indien een partij bij een gezamenlijke controle ten gevolge van een effectenverwerving de exclusieve controle over de houdster verwerft, omdat de betrokkene op grond van de definitie van het begrip controle, reeds de controle uitoefende. Zo de overige voorwaarden hiertoe vervuld zijn, zal de toetreding van een derde tot de gezamenlijke controle wel aanleiding geven tot biedplicht, omdat de derde controle verwerft.

#### Afdeling II. — Afwijkingen op de biedplicht

Art. 52. Een belangrijk aantal verwervingen van effecten, geïsoleerd door de artikelen 50 en 51 van het besluit, moeten geen aanleiding geven tot biedplicht. Ook in de overnamereglementering van de omliggende lidstaten worden gevallen omschreven die, ofschoon zij formeel leiden tot de overschrijding van de drempel, toch geen aanleiding geven tot een verplicht bod.

L'article 52 exécute l'article 8, alinéa 2, 4°, de la loi, qui habilite le Roi à prévoir, en ce qui concerne les offres obligatoires, d'éventuelles dérogations à l'obligation de lancer une offre.

La directive OPA autorise elle aussi l'instauration de telles dérogations. Elle prévoit en effet, en son article 5, paragraphe 2, que l'obligation de lancer une offre n'est pas applicable lorsque le contrôle a été acquis à la suite d'une offre volontaire faite à tous les détenteurs de titres pour la totalité de leurs participations. L'article 5, paragraphes 1 et 4, de la directive OPA semble par ailleurs avoir été rédigé dans la supposition qu'une acquisition à titre onéreux a lieu, et un ajustement du prix est jugé acceptable aux fins notamment de permettre le sauvetage d'une entreprise en détresse. Enfin, les dispositions nationales peuvent, conformément à l'article 4, paragraphe 5, de la directive OPA, prévoir des dérogations pour tenir compte de circonstances déterminées au niveau national.

Dans les grandes lignes, les dérogations prévues à l'article 52 concernent les cas où une offre volontaire a déjà été lancée, où il n'est pas question d'une modification substantielle du contrôle (en cas, par exemple, d'acquisition par une autre société du groupe, par des personnes physiques bénéficiant d'un régime matrimonial ou successoral ou d'une donation entre vifs, par une fondation d'utilité publique, par une fondation (stichting) « transparente », ...), où une autre personne détient déjà le contrôle de la société visée et continue à l'exercer, où d'autres mécanismes de protection des détenteurs de titres trouvent à s'appliquer, où l'acquéreur n'a pas, par hypothèse, l'intention de continuer à exercer le contrôle de la société visée (s'agissant d'un preneur ferme ou de la personne ayant émis une garantie financière), ou les cas qui sont la conséquence d'une inadvertance.

Il convient d'observer que l'article 52, § 1<sup>er</sup>, 1°, aux termes duquel l'obligation de lancer une offre ne s'applique pas dans le cas d'une acquisition réalisée « dans le cadre d'une offre publique d'acquisition volontaire régulière », porte tant sur la situation dans laquelle l'offrant franchit le seuil que sur la situation dans laquelle un détenteur de titres acquiert, dans le cadre d'une offre d'échange, 30 % des titres avec droit de vote de la société dont les titres sont offerts en échange.

La personne qui a réalisé une telle acquisition justifie à l'égard de la CBFA qu'elle n'est pas soumise à l'obligation de lancer une offre telle que prévue aux articles 50 et 51. En revanche, il est des cas où l'obligation trouve à nouveau à s'appliquer, par exemple lorsque n'ont pas été respectées les conditions d'aliénation prévues par le régime dérogatoire.

Compte tenu de la définition de l'action de concert, l'arrêté prévoit enfin que si la société visée est partie à une telle action, l'obligation éventuelle de lancer une offre, dans le chef des personnes agissant de concert, ne lui incombe pas.

### Section III. — Prix de l'offre obligatoire

Art. 53 et 54. Le prix minimum de l'offre obligatoire est soit le prix le plus élevé qui a été payé, au cours des douze mois précédant l'annonce de l'offre, par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui pour les titres concernés, soit la moyenne pondérée des prix de négociation pratiqués sur le marché le plus liquide des titres concernés, au cours des trente derniers jours calendriers. Conformément à la pratique du marché, ce sont en principe les cours de clôture sur le marché concerné qui sont utilisés. Le prix de l'offre peut consister en espèces, en titres ou en une combinaison des deux.

En réponse à une observation formulée par le Conseil d'Etat, le Gouvernement souligne que l'article 53 transpose correctement la directive OPA. L'on notera que les règles relatives au prix minimum de l'offre vont plus loin que les dispositions de la directive OPA en la matière. Si le prix des transactions sur titres qui a été payé, au cours des 12 derniers mois, par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui, est inférieur aux prix moyens de négociation pratiqués sur le marché, c'est ce prix qui sera retenu comme prix de l'offre. Le risque diminue ainsi qu'une offre obligatoire soit lancée à un prix inférieur au cours de bourse. Le fait de retenir le plus élevé des montants visés permet de préserver la protection minimale des détenteurs de titres, telle que visée par l'article 5, paragraphe 4, de la directive OPA. La directive OPA confirme par ailleurs explicitement qu'une protection supplémentaire peut être offerte aux détenteurs de titres de la société visée (article 3, paragraphe 2, b), et article 5, paragraphe 6, de la directive OPA).

Art. 55. Par analogie avec les situations visées à l'article 41, § 2 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, la CBFA peut, dans certains cas, autoriser ou exiger une modification du prix.

Il y a lieu de noter qu'en cas de chute brutale des cours de bourse, une adaptation du prix de l'offre obligatoire sera possible, pour autant que le repeneur ait inclus une condition dans ce sens dans l'accord de cession des titres de la société visée qui a donné lieu à l'obligation de lancer une offre.

Artikel 52 vormt een uitvoering van artikel 8, tweede lid, 4°, van de wet, dat aan de Koning toelaat om, voor wat de verplichte biedingen betreft, eventuele afwijkingen op de biedplicht te bepalen.

Overigens laat ook de OBA-richtlijn toe dat dergelijke afwijkingen worden ingevoerd. Zo bepaalt artikel 5, lid 2, van de OBA-richtlijn dat geen biedplicht geldt indien een vrijwillig bod werd uitgebracht dat tot alle houders van effecten was gericht en op al hun effecten betrekking had. Daarnaast lijkt artikel 5, leden 1 en 4, van de OBA-richtlijn te zijn opgesteld in de veronderstelling dat een verwerving ten bezwarende titel plaats heeft en wordt een bijstelling van de prijs onder meer aanvaardbaar geacht om de redding van een onderneming in moeilijkheden mogelijk te maken. Tot slot kunnen de nationale voorschriften, overeenkomstig artikel 4, lid 5, van de OBA-richtlijn, afwijkingen bevatten om rekening te houden met omstandigheden die op nationaal niveau worden vastgesteld.

Ruw geschetst betreffen de afwijkingen, bepaald in artikel 52, de gevallen waar reeds een vrijwillig bod werd uitgebracht, geen wezenlijke controlewijziging doorgang vindt (bijvoorbeeld de verwerving door een andere vennootschap van de groep, door natuurlijke personen die genieten van een huwelijksvermogensrechtelijke of erfrechtelijke regeling of een schenking onder levenden, door een stichting van openbaar nut, door een « transparante » stichting,...), een andere persoon reeds de controle over de doelvennootschap heeft en deze blijft uitoefenen, andere mechanismen ter bescherming van de effectenhouders spelen, de verwerfer bij veronderstelling niet de doelstelling heeft de controle over de doelvennootschap te blijven uitoefenen (vaste overnemer of de persoon die een financiële zekerheid uitoefent) of die het gevolg zijn van een onoplettendheid.

Op te merken valt dat artikel 52, § 1, 1°, dat stelt dat de biedplicht niet geldt bij een verwerving « in het kader van een regelmatig vrijwillig openbaar overnamebod » zowel betrekking heeft op een situatie waar de bieder de drempel overschrijdt, als op de situatie waar een effectenhouder, in het kader van een omruilbod, 30 % van de effecten met stremrestatie verwerft van de vennootschap, waarvan de effecten als tegenprestatie worden aangeboden.

De persoon die een dergelijke verwerving heeft verricht, verantwoordt ten aanzien van de CBFA dat hij niet onderworpen is aan de biedplicht als bedoeld in de artikelen 50 en 51 van het besluit. Anderzijds zal de biedplicht in een aantal gevallen opnieuw ontstaan, bijvoorbeeld wanneer de voorwaarden tot vervreemding, bepaald in de vrijstellingsregel, niet werden nageleefd.

Gelet op de definitie van onderling overleg, wordt tenslotte bepaald dat indien de doelvennootschap partij is bij een dergelijk akkoord, de eventuele biedplicht in hoofde van de in onderling overleg handelende personen, niet op haar zal rusten.

### Afdeling III. — Prijs van het verplicht bod

Art. 53 en 54. De minimale prijs van het verplicht bod is hetzij de hoogste prijs, over een periode van 12 maanden vóór de aankondiging van het bod betaald voor de betrokken effecten door de bieder of een in onderling overleg handelende persoon, hetzij het gewogen gemiddelde van de verhandelingsprijzen op de meest liquide markt voor de betrokken effecten over de dertig laatste kalenderdagen. Overeenkomstig de bestaande marktpraktijk zullen in dit kader in principe de slotkoersen op de betrokken markt worden gehanteerd. De prijs van het bod kan bestaan uit speciën, effecten of een combinatie van beiden.

Met verwijzing naar het advies van de Raad van State laat de Regering opmerken dat artikel 53 een correcte omzetting van de OBA-richtlijn vormt. Men kan opmerken dat de regeling van de minimale prijs van het bod verder gaat dan wat de OBA-richtlijn terzake voorschrijft. In de mate dat de prijs van de effectentransacties, over de laatste 12 maanden betaald door de bieder of een met hem in onderling overleg handelende persoon, lager zou liggen dan de gemiddelde verhandelingsprijzen op de markt, zal deze laatste prijs als biedprijs gelden. Aldus neemt de kans af dat een verplicht bod wordt uitgebracht aan een prijs beneden de beurskoers. Gelet op het feit dat de hoogste van de bedoelde bedragen wordt weerhouden, blijft de minimale bescherming van de effectenhouder, zoals bepaald in artikel 5, lid 4, van de OBA-richtlijn, gevrijwaard. Anderzijds bevestigt de OBA-richtlijn uitdrukkelijk dat aan de effectenhouders van de doelvennootschap bijkomende bescherming mag worden geboden (artikel 3, lid 2, b), en 5, lid 6, van de OBA-richtlijn).

Art. 55. Analooq aan de situaties bedoeld in artikel 41, § 2, van het koninklijk besluit van 8 november 1989 kan de CBFA in bepaalde omstandigheden een wijziging van de prijs toestaan of vereisen.

Men kan opmerken dat bij een plotse beursval een prijsaanpassing van het verplicht bod mogelijk zal zijn, voor zover de overnemer een voorwaarde in deze zin heeft opgenomen in de overeenkomst tot overdracht van de effecten van de doelvennootschap die tot de biedplicht heeft geleid.

## Section IV. — Accomplissement de l'obligation de lancer une offre

Art. 56 et 57. Les articles 56 et 57 de l'arrêté règlent l'avis de l'offre obligatoire, son annonce ainsi que son échéance et ses conditions de réalisation. La plupart des dispositions du chapitre II, section 1<sup>re</sup>, sont applicables à cet égard.

## CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur ; dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 58. Les articles 58 et 59 de l'arrêté règlent l'entrée en vigueur des dispositions de la loi et du présent arrêté, l'abrogation du régime existant, et le régime transitoire pour les dossiers en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi et du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
D. REYNDEERS

AVIS 42.525/2 DU 16 AVRIL 2007

## DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 16 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif aux offres publiques d'acquisition », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

## Préambule

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, la mention de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition doit être omise, cette directive ne procurant pas de fondement légal à l'arrêté en projet.

En revanche, le projet sera complété par un article 1<sup>er</sup> nouveau qui fera mention de ce que le projet assure la transposition partielle de cette directive.

## Dispositif

Article 1<sup>er</sup>

1. Le 2/ de l'article 1<sup>er</sup> définit l'« établissement de crédit » et exige que celui-ci soit établi en Belgique. Cette exigence peut se justifier pour des raisons pratiques comme en ce qui concerne la réception des acceptations et le paiement du prix (article 3, 7/). En revanche, elle pose problème dans la mesure où il s'agit de financement de l'offre publique d'achat (article 3, 2/) qui peut être assurée par un établissement de crédit situé à l'étranger. Au surplus, la référence à un établissement en Belgique va à l'encontre du principe de la liberté de prestation des services bancaires telle qu'organisée par l'article 66 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, modifiée par la loi du 19 novembre 2004.

Une observation analogue vaut pour le 3/.

2. Le 4/ de l'article 1<sup>er</sup> fait référence au « règlement CE sur les concentrations » du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises.

Dans la mesure où il est fait ultérieurement référence également aux « dispositions nationales similaires » (voir l'article 4), il y aurait lieu de définir à l'article 1<sup>er</sup> tout au moins la législation belge qui est visée, à savoir la loi du 10 juin 2006 sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 15 septembre 2006.

3. Le 6/ définit l'« entreprise détentrice » en se référant à la « société, la personne morale autre qu'une société ou la construction similaire qui détient plus de 30 % des titres avec droit de vote d'une société visée ». Dans un souci de sécurité juridique, l'auteur du texte devrait préciser dans le rapport au Roi à l'aide d'exemples ce qu'il y a lieu d'entendre par « la construction similaire ».

## Afdeling IV. — Verwezenlijking van de biedplicht

Art. 56 en 57. De artikelen 56 en 57 van het besluit regelen de kennisgeving van een verplicht bod, de aankondiging evenals de termijn en de voorwaarden van verwezenlijking. In dit kader is het merendeel van de bepalingen van Hoofdstuk II, Afdeling I, toepasselijk.

## HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding; overgangs- en opheffingsbepalingen

Art. 58. De artikelen 58 en 59 van het besluit regelen de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet en dit besluit, de opheffing van de bestaande regulering en de overgangsregeling voor dossiers die hangend zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet en dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
D. REYNDEERS

ADVIES 42.525/2 VAN 16 MAART 2007

## VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « op de openbare overnamebiedingen », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## Aanhef

In het eerste lid dient de vermelding van richtlijn 2004/25/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende het openbaar overnamebod te vervallen, aangezien die richtlijn geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

Daarentegen dient het ontwerp te worden aangevuld met een nieuw artikel 1, waarin moet worden vermeld dat die richtlijn bij het ontwerp gedeeltelijk wordt omgezet.

## Dispositief

## Artikel 1

1. In onderdeel 2/ van artikel 1 wordt de « kredietinstelling » gedefinieerd en wordt geëist dat die in België gevestigd is. Die eis kan ingegeven zijn door praktische redenen zoals inzake de ontvangst van de acceptaties en de betaling van de prijs (artikel 3, 7/). Die eis doet evenwel problemen rijzen voor zover het gaat om de financiering van het openbaar bod tot aankoop (artikel 3, 2/), voor welke financiering een in het buitenland gevestigde kredietinstelling kan zorgen. Bovendien gaat de verwijzing naar een vestiging in België in tegen het beginsel van het vrij verrichten van bankdiensten, zoals zulks geregeld is bij artikel 66 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, gewijzigd bij de wet van 19 november 2004.

Een soortgelijke opmerking geldt voor onderdeel 3/.

2. In onderdeel 4/ van artikel 1 wordt verwezen naar de « EG-concentratieverordening » van 20 januari 2004 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen.

Doordat verderop in het ontwerp eveneens verwezen wordt naar de « gelijkaardige nationale bepaling(en) » (zie artikel 4), zou in artikel 1 op zijn minst moeten worden aangegeven welke Belgische wetgeving bedoeld wordt, namelijk de wet van 10 juni 2006 tot bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd op 15 september 2006.

3. In onderdeel 6/ wordt een definitie gegeven van de « houdsteronderneming » waarin verwezen wordt naar de « vennootschap, de andere rechtspersoon dan een vennootschap of een gelijkaardige constructie die meer dan 30 % van de effecten met stemrecht van een doelvennootschap houdt ». Met het oog op de rechtszekerheid zou de steller van de tekst in het verslag aan de Koning aan de hand van voorbeelden moeten preciseren wat onder « gelijkaardige constructie » moet worden verstaan.



## Article 7

1. La seconde phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit que l'avis est publié « conformément aux modalités établies par la CBFA », alors qu'il serait préférable que ces modalités soient déterminées par l'arrêté en projet.

2. Selon l'article 7, lorsque la CBFA est saisie d'un avis de lancement d'une offre publique d'acquisition, elle en informe notamment « 1/ l'opérateur du marché concerné (...) ».

L'auteur du texte devrait préciser ce concept, qui ne figure ni dans l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés, qui parle d'« autorité de marché » (article 6), ni dans la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, qui fait référence à l'« entreprise de marché » (article 2, 7/). Cette notion n'est pas davantage définie dans la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition.

## Article 8

1. Le paragraphe 2 de l'article 8 permet à la CBFA de requérir de la part d'une personne qui a fait « elle-même ou par voie interposée » des déclarations suscitant des interrogations dans le chef du public, une clarification de ses intentions quant au lancement d'une offre.

Dans la version française, les termes « par voie interposée » sont vagues et source d'insécurité juridique. Ils ne correspondent d'ailleurs pas parfaitement aux termes utilisés dans le texte néerlandais « via een tussenpersoon ».

L'auteur du texte devrait clarifier le concept utilisé d'autant qu'il y a lieu également de considérer la situation dans laquelle l'origine des rumeurs ne peut pas être déterminée.

2. Lorsque la personne en question n'a pas répondu dans le délai imparti par la CBFA ou a signalé ne pas vouloir lancer une offre publique, elle doit s'en abstenir pendant une période de six mois sauf si elle démontre que « (...) les circonstances, la situation de la société visée ou l'actionnariat des personnes concernées ont été modifiées de manière importante ».

Il y aurait lieu, dans un souci de sécurité juridique, de préciser que cette démonstration doit être apportée à la CBFA. Le texte doit, dès lors, être rédigé comme suit :

« (...) ou de l'expiration du délai accordé par la CBFA, sauf si elles lui démontrent que les circonstances (la suite comme au projet) »

3. Enfin, le paragraphe 2 de l'article 8 traite de la confirmation de l'intention de lancer une offre « dans un délai raisonnable ». Ici aussi se pose un problème de sécurité juridique. S'il convient de conserver une certaine souplesse compte tenu de la multiplicité des situations qui peuvent se présenter, on peut néanmoins se demander s'il ne convient pas de fixer un délai maximal pour le lancement d'une telle offre.

## Article 10

L'article 10 impose une obligation d'abstention aux « parties à l'offre ». Il s'inspire directement, selon le rapport au Roi, de l'article 23 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, précité.

Ce dernier texte est plus clair. En effet, plutôt que de « parties à l'offre », il parle de « l'offrant, la société visée et les personnes agissant de concert avec eux ». La compréhension du texte gagnerait en clarté par un renvoi direct à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 7/, de la loi.

## Article 11

Le projet d'arrêté prévoit en son 1/ qu'à la demande de la CBFA, doivent lui être communiqués « tous les accords susceptibles d'avoir une incidence substantielle sur l'évaluation de l'offre, son déroulement et son issue ».

En outre, aux termes du 2/ de l'article 11, doivent être publiés selon les modalités définies par la CBFA, « les clauses pertinentes d'un accord susceptible d'avoir une incidence substantielle sur l'évolution de l'offre, son déroulement et son issue ».

## Artikel 7

1. In de tweede zin van het eerste lid wordt bepaald dat de kennisgeving openbaar gemaakt wordt « op de door de CBFA bepaalde wijze », terwijl het beter zou zijn die wijze in het ontworpen besluit te bepalen.

2. Wanneer de CBFA een kennisgeving van het uitbrengen van een openbaar overnamebod ontvangt, meldt ze volgens artikel 7 de openbaarmaking ervan aan inzonderheid « 1/ de betrokken marktexploitant (...) ».

De steller van de tekst zou een nadere omschrijving moeten geven van dit begrip, dat niet voorkomt in het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen, waarin sprake is van « marktautoriteit » (artikel 6), noch in de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, waarin wordt verwezen naar de « marktonderneming » (artikel 2, 7/). Het voornoemde begrip wordt evenmin gedefinieerd in de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen.

## Artikel 8

1. Krachtens artikel 8, paragraaf 2, kan de CBFA een persoon die « zelf of via een tussenpersoon » verklaringen heeft afgelegd die bij het publiek vragen oproepen, verzoeken om zijn voornemens betreffende het uitbrengen van een bod te verduidelijken.

In de Franse tekst zijn de woorden « par voie interposée » vaag en een bron van rechtsonzekerheid. Ze stemmen overigens niet perfect overeen met « via een tussenpersoon », de woorden die in de Nederlandse tekst gebezigd worden.

De steller van de tekst zou het gehanteerde begrip moeten verduidelijken, temeer daar eveneens rekening moet worden gehouden met het geval dat de oorsprong van de geruchten niet kan worden achterhaald.

2. Wanneer de persoon in kwestie niet binnen de door de CBFA bepaalde termijn heeft geantwoord of wanneer hij te kennen heeft gegeven dat hij geen openbaar bod wil uitbrengen, mag hij zulks gedurende een periode van zes maanden niet doen, tenzij hij aantoonst dat « (...) de omstandigheden, de situatie van de doelvennootschap of het aandeelhouderschap van de betrokken personen ingrijpend zijn gewijzigd ».

Met het oog op de rechtszekerheid zou gepreciseerd moeten worden dat dit bewijs bij de CBFA moet worden geleverd. De tekst dient dan ook als volgt te worden geredigeerd :

« (...) of het verstrijken van de door de CBFA toegekende termijn, tenzij zij haar het bewijs leveren dat de omstandigheden (voorts als in het ontwerp) ».

3. Ten slotte is in artikel 8, § 2, sprake van de bevestiging van het voornemen om « binnen een redelijke termijn » een bod uit te brengen. Ook hier rijst een probleem van rechtsonzekerheid. Hoewel het raadzaam is enige soepelheid aan de dag te leggen, getel op de veelheid aan situaties die zich kunnen voordoen, rijst niettemin de vraag of er geen maximumtermijn moet worden bepaald voor het uitbrengen van zo'n bod.

## Artikel 10

Krachtens artikel 10 dienen de « partijen bij een bod » zich van bepaalde zaken te onthouden. Dit artikel sluit volgens het verslag aan de Koning rechtstreeks aan bij artikel 23 van het voornoemde koninklijk besluit van 8 november 1989.

De laatstgenoemde bepaling is duidelijker. Daarin is immers geen sprake van de « partijen bij een bod » maar van « de bieder, de deelvennootschap en de personen die in onderling overleg met hen optreden ». De bevattelijkheid van de tekst zou vergroten als rechtstreeks naar artikel 3, § 1, 7/, van de wet zou worden verwezen.

## Artikel 11

In artikel 11, 1/, van het ontworpen besluit wordt bepaald dat op verzoek van de CBFA aan haar een kopie moeten worden toegezonden van « alle overeenkomsten (...) die mogelijk een wezenlijke invloed kunnen hebben voor de beoordeling van het bod, zijn verloop en afloop ».

Daarenboven dienen krachtens artikel 11, 2/, « de pertinente clausules van een overeenkomst die mogelijk een wezenlijke invloed kan hebben voor de beoordeling van het bod, zijn verloop en afloop » bekendgemaakt te worden op de wijze bepaald door de CBFA.

Le rapport au Roi précise que les clauses pertinentes à publier sont celles qui figurent dans les accords qui lui ont été communiqués. Ce lien entre la communication et la publication ne ressort pas clairement du libellé de l'article 11. Aussi, il est suggéré de rédiger le 2/ comme suit :

« 2/ Les parties à l'offre publient selon les modalités déterminées par la CBFA, les clauses pertinentes d'un accord qui lui a été transmis conformément au 1/ et qui est susceptible d'avoir une incidence substantielle sur l'évaluation de l'offre, son déroulement et son issue. »

#### Articles 12 et 13

1. L'obligation de déclaration prévue par l'article 12 du projet peut donner lieu à un traitement de données à caractère personnel au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Il en va par conséquent de même pour l'article 13 du projet, selon lequel « La CBFA rend publiques quotidiennement sur son site web les opérations qui lui ont été déclarées conformément à l'article 12. »

Le rapport au Roi devrait indiquer comment les garanties prévues par la loi du 8 décembre 1992, précitée, seront assurées.

2. La déclaration visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, doit avoir lieu chaque jour ouvrable, « après la clôture du marché le plus liquide des titres concernés ».

L'auteur du texte devrait préciser comment se détermine le marché « le plus liquide ».

Par ailleurs, comme l'offre peut également porter sur des titres qui ne sont cotés sur aucun marché, il serait plus exact de préciser, « le cas échéant, après la clôture du marché le plus liquide des titres concernés ».

#### Articles 16, 17 et 19

1. L'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, s'inspire de la formulation de l'article 557, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés, qui concerne la société anonyme. Conformément à l'alinéa 3 de cet article 557, les décisions ou opérations visées par cet article sont immédiatement portées à la connaissance de l'offrant par le conseil d'administration.

Le Conseil d'Etat se demande d'où résulte pareille obligation de notification à l'offrant lorsque l'article 557 du Code des sociétés n'est pas applicable à la société visée. Les décisions ou opérations visées à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, du projet doivent-elles, dans ce cas, être nécessairement considérées comme « ayant pour but ou étant susceptible de faire échouer l'offre » au sens de l'article 19 du projet ? De manière plus générale, il convient du reste de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre, dans cet article, par les termes « toute autre décision ayant pour but ou étant susceptible de faire échouer l'offre ».

De même, il y a lieu de préciser ce que l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, entend exactement par les termes « autorisation administrative requise pour l'acquisition des titres qui font l'objet de l'offre, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une autorisation administrative telle que visée à l'article 4 ». Il convient notamment de faire apparaître clairement si cette dernière réserve est également d'application lorsqu'il n'est pas fait usage de la faculté prévue par cet article 4; dans ce cas, en effet, l'article 18 du projet n'est pas davantage applicable.

Enfin, l'alinéa 2 des articles 16 et 17 prévoit que la publicité de la modification ou du retrait de l'offre est assurée « selon les modalités déterminées par la CBFA ». L'observation formulée au sujet de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet vaut aussi pour ces deux dispositions : l'arrêté en projet doit donc les déterminer lui-même.

2. L'article 16 prévoit que, « moyennant l'autorisation motivée de la CBFA, l'offrant peut modifier ou retirer son offre » notamment en cas de « décisions ou opérations qui ont ou peuvent avoir pour effet de modifier de manière significative la composition de l'actif ou du passif de la société visée, ou des engagements souscrits sans contrepartie effective ». Aux termes de l'article 557 du Code des sociétés, ces décisions et opérations ne peuvent être décidées que par une assemblée générale spéciale sauf dans les cas où elles sont déjà « suffisamment engagées » par le conseil d'administration.

L'auteur du texte doit expliquer la portée de l'autorisation motivée de la CBFA dans une telle hypothèse. Il ne se conçoit pas en effet que, dans le cas d'une modification « significative de l'actif ou du passif de la société visée », la CBFA puisse refuser la modification ou le retrait de l'offre initiale.

In het verslag aan de Koning wordt gepreciseerd dat de pertinente clausules die gepubliceerd moeten worden, die zijn welke voorkomen in de overeenkomsten die haar zijn bezorgd. Dat verband tussen toezending en publicatie blijkt niet duidelijk uit de bewoordingen van artikel 11. Voorgesteld wordt dan ook om onderdeel 2/ als volgt te redigeren :

« 2/ publiceren de partijen bij een bod, op de wijze bepaald door de CBFA, de pertinente clausules van een overeenkomst die haar overeenkomstig onderdeel 1/ is toegezonden en die een wezenlijke invloed kan hebben op de beoordeling van het bod, het verloop en de afloop ervan ».

#### Artikelen 12 en 13

1. De verplichting tot kennisgeving waarin artikel 12 van het ontwerp voorziet, kan aanleiding geven tot de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Bijgevolg geldt hetzelfde voor artikel 13 van het ontwerp, dat als volgt luidt: « De CBFA publiceert dagelijks op haar website de verrichtingen waarvan zij overeenkomstig artikel 12 in kennis werd gesteld ».

In het verslag aan de Koning zou moeten worden aangegeven hoe de waarborgen gesteld in de voornoemde wet van 8 december 1992 geboden worden.

2. De kennisgeving waarvan sprake is in artikel 12, § 1, dient te geschieden elke werkdag « na de sluiting van de meest liquide markt van de betrokken effecten ».

De steller van de tekst zou moeten aangegeven hoe « de meest liquide markt » wordt bepaald.

Aangezien het bod eveneens betrekking kan hebben op effecten die op geen enkele markt genoteerd zijn, zou het overigens juist zijn te schrijven: « in voorkomend geval, na de sluiting van de meest liquide markt van de betrokken effecten ».

#### Artikelen 16, 17 en 19

1. Artikel 16, eerste lid, 2/, steunt op de bewoordingen van artikel 557, eerste lid, van het Wetboek van Vennootschappen, welke bepaling betrekking heeft op de naamloze vennootschap. Krachtens het derde lid van dat artikel 557 worden de in dat artikel bedoelde beslissingen of verrichtingen door de raad van bestuur onmiddellijk ter kennis van de bieder gebracht.

Het is de Raad van State niet duidelijk vanwaar deze verplichting tot kennisgeving aan de bieder komt, terwijl artikel 557 van het Wetboek van Vennootschappen niet van toepassing is op de doelvennootschap. Moeten in dit geval de beslissingen of verrichtingen waarvan sprake is in artikel 16, eerste lid, 2/, van het ontwerp noodzakelijkerwijs worden beschouwd als beslissingen of verrichtingen « die ertoe (strekken) of van (een) aard (kunnen) zijn om het bod te doen mislukken » in de zin van artikel 19 van het ontwerp. In het algemeen moet overigens worden verduidelijkt wat in dit artikel wordt bedoeld met de bewoordingen « elke andere beslissing die ertoe strekt of van (een) aard kan zijn om het bod te doen mislukken ».

Evenzo moet worden verduidelijkt wat in artikel 17, eerste lid, 2/, moet worden verstaan onder de bewoordingen « bestuursrechtelijke toelating om de effecten te verwerven waarop het bod slaat, voor zover het niet gaat om een bestuursrechtelijke toelating als bedoeld in artikel 4 ». Er moet inzonderheid duidelijk worden aangegeven of dit laatste voorbehoud eveneens van toepassing is wanneer geen gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid waarin dat artikel 4 voorziet; in dit geval immers is artikel 18 van het ontwerp evenmin van toepassing.

Ten slotte bepaalt het tweede lid van de artikelen 16 en 17 dat de wijziging of intrekking van het bod openbaar wordt gemaakt « volgens de modaliteiten bepaald door de CBFA ». De opmerking over artikel 7, eerste lid, van het ontwerp geldt ook voor deze twee bepalingen: ze moeten dus in het ontwerp zelf worden bepaald.

2. Artikel 16 bepaalt dat « (mits de gemotiveerde toelating van de CBFA, (...)) de bieder zijn bod (mag) wijzigen of intrekken », inzonderheid in geval van « beslissingen of verrichtingen die een aanzienlijke wijziging in de samenstelling van de activa of de passiva van de doelvennootschap tot gevolg hebben of kunnen hebben, of van zonder werkelijke tegenprestatie aangegane verplichtingen ». Luidens artikel 557 van het Wetboek van Vennootschappen mogen deze beslissingen of verrichtingen alleen worden genomen of uitgevoerd door een bijzondere algemene vergadering, behalve in de gevallen waarin ze reeds « voldoende zijn gevorderd », door de raad van bestuur.

De steller van het ontwerp moet de strekking van de gemotiveerde toestemming van de CBFA in een dergelijk geval verduidelijken. Het is immers niet denkbaar dat bij « aanzienlijke (wijziging) van de activa of de passiva van de doelvennootschap » de CBFA wijziging of intrekking van het oorspronkelijk bod kan weigeren.

## Article 20

L'article 20 vise la situation d'une offre publique d'acquisition lancée sur une société par l'offrant qui en a déjà le contrôle.

Le rapport au Roi précise que le contrôle doit être apprécié conformément à l'article 5 du Code des sociétés.

Il y aurait lieu d'apporter cette précision dans le texte même de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 20 au même titre que le second alinéa de cet article fait expressément référence à l'article 11 du Code des sociétés pour la définition de « personnes liées à l'offrant ».

## Article 21

L'alinéa 2 de l'article 21 dispose que l'expert doit justifier à la CBFA son indépendance vis-à-vis de l'offrant et que le rapport qu'il doit établir doit contenir une justification « adéquate » à cet égard.

Il faut en déduire que la justification qui est donnée dans le rapport n'est pas nécessairement celle donnée à la CBFA.

Le rapport au Roi précise que la justification à l'égard de la CBFA doit être « circonstanciée et complète » tandis que celle figurant dans le rapport doit être « adéquate ».

Dans un souci de sécurité juridique l'auteur du texte devrait expliciter ces différents concepts, fût ce à l'aide d'exemples tirés de la pratique donnés dans le rapport au Roi.

## Article 22

Le paragraphe 2 de l'article 22 contient un certain nombre de concepts qu'il y a lieu pour éviter des discussions ultérieures de préciser autant que faire se peut à l'aide d'exemples. C'est le cas notamment lorsqu'il est demandé à l'expert de démontrer « de manière pertinente » que son indépendance n'est pas compromise (alinéa 1<sup>er</sup>, in fine) ou lorsqu'il y a présomption de dépendance ou de conflit d'intérêts en cas d'existence d'« un lien juridique » (alinéa 2, 1/), d'« un intérêt pécuniaire » (alinéa 2, 2/) ou « de dépendance économique » créée par l'existence d'une dette ou d'une créance dans le chef de l'expert (alinéa 2, 4/).

Les précisions demandées ne sont pas de nature à enlever au texte la souplesse souhaité par son auteur.

## Article 25

Selon le projet, « un détenteur de titres qui a accepté dans le cadre de l'offre, peut toujours retirer son acceptation pendant la période d'acceptation ».

Le rapport au Roi précise que cette révocabilité d'une acceptation dans le cadre d'une offre ne porte pas atteinte au caractère contraignant des engagements que certains détenteurs de titres ont souscrits avant l'offre, ces engagements demeurant régis par les règles du droit des obligations.

Le dispositif devrait contenir cette précision.

## Article 28

Le deuxième paragraphe appelle des observations similaires à celles formulées au sujet des articles 12 et 13.

En outre, au paragraphe 2, l'auteur du projet doit veiller à ce que les détenteurs de titres membres de l'organe d'administration bénéficient de droits équivalents à ceux accordés aux autres détenteurs, notamment celui, prévu par l'article 25, 1/, du projet, de retirer son acceptation pendant la période d'acceptation ou encore, plus généralement, celui garanti par l'article 3, paragraphe 1, b), de la directive 2004/25/CE, précitée, et par l'article 9, 2/, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, précitée, de « disposer de suffisamment de temps et d'informations pour être à même de prendre une décision sur l'offre en toute connaissance de cause ».

Enfin, l'auteur du projet doit préciser ce qu'il faut entendre par « détenteurs de titres qu'en fait ils représentent ».

## Article 30

Selon l'article 30, la période d'acceptation de l'offre peut débuter cinq jours après l'approbation du prospectus, c'est-à-dire à un moment où le mémoire en réponse de la société visée n'a pas nécessairement encore été approuvé par la CBFA.

Selon le rapport au Roi, « Dans des circonstances normales, les détenteurs de titres disposeront (...) du mémoire en réponse pendant la période d'acceptation. »

## Artikel 20

Artikel 20 betreft het geval van een openbaar overnamebod dat op een vennootschap wordt uitgebracht door een bieder die er reeds de controle over heeft.

In het verslag aan de Koning staat dat de controle overeenkomstig artikel 5 van het Wetboek van Vennootschappen moet worden beoordeeld.

Deze verduidelijking zou moeten worden aangebracht in de tekst zelf van het eerste lid van artikel 20, zoals in het tweede lid van dit artikel uitdrukkelijk wordt verwezen naar artikel 11 van het Wetboek van Vennootschappen voor de definitie van « personen die met de bieder verbonden zijn ».

## Artikel 21

Het tweede lid van artikel 21 bepaalt dat de expert aan de CBFA zijn onafhankelijkheid ten aanzien van de bieder moet verantwoorden en dat het verslag dat hij moet opstellen in dat opzicht een « passende » verantwoording moet bevatten.

Hieruit moet worden afgeleid dat de verantwoording die in het verslag wordt gegeven niet noodzakelijkerwijze die is welke aan de CBFA wordt gegeven.

In het verslag aan de Koning staat dat de verantwoording ten aanzien van de CBFA « omstandig en volledig » dient te zijn, terwijl die welke in het verslag staat « passend » moet zijn.

Omwille van de rechtszekerheid zou de steller van de tekst deze verschillende begrippen moeten verduidelijken, al was het aan de hand van voorbeelden uit de praktijk die in het verslag aan de Koning zouden worden gegeven.

## Artikel 22

Paragraaf 2 van artikel 22 bevat een aantal begrippen die zoveel mogelijk aan de hand van voorbeelden moeten worden verduidelijkt om latere betwistingen te voorkomen. Dit is inzonderheid het geval wanneer de expert wordt verzocht « op pertinente wijze » aan te tonen dat zijn onafhankelijkheid niet in het gedrang komt (eerste lid, in fine) of wanneer vermoed wordt dat er een situatie van afhankelijkheid of een belangenconflict ontstaat door het bestaan van een « juridische band » (tweede lid, 1/), een « geldelijk belang » (tweede lid, 2/) of « een economische afhankelijkheid » doordat wat de expert betreft een vordering of een schuld bestaat (tweede lid, 4/).

De gevraagde verduidelijkingen zijn niet van die aard dat ze aan de tekst de soepelheid kunnen ontnemen die de steller ervan wenst.

## Artikel 25

In het ontwerp staat dat « een effectenhouder, die in het kader van het bod heeft aanvaard, zijn aanvaarding steeds kan intrekken tijdens de aanvaardingsperiode ».

In het verslag aan de Koning staat dat deze herroepbaarheid van een aanvaarding in het kader van een bod geen afbreuk doet aan de afdwingbaarheid van verbintenissen die bepaalde effectenhouders voor het bod hebben aangegaan, daar deze verbintenissen worden geregeld door de bepalingen van het verbintenissenrecht.

Deze verduidelijking zou in het dispositief moeten worden opgenomen.

## Artikel 28

Over de tweede paragraaf moeten soortgelijke opmerkingen worden gemaakt als die welke over de artikelen 12 en 13 zijn gemaakt.

Bovendien moet de steller van het ontwerp erop toezien dat wat betreft het bepaalde in paragraaf 2, de effectenhouders die lid zijn van het bestuursorgaan dezelfde rechten genieten als die welke aan de andere effectenhouders worden toegekend, inzonderheid het recht bepaald in artikel 25, 1/, van het ontwerp om zijn aanvaarding in te trekken tijdens de aanvaardingsperiode of nog, meer algemeen, het recht gewaarborgd door artikel 3, lid 1, b), van de voormelde richtlijn 2004/25/EG en door artikel 9, 2/, van de voornoemde wet van 1 april 2007, namelijk dat « houders van effecten van een doelvennootschap (...) over voldoende tijd en inlichtingen (moeten) beschikken om met kennis van zaken over het bod te kunnen beslissen ».

Ten slotte moet de steller van het ontwerp aangeven wat moet worden verstaan onder « effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen ».

## Artikel 30

Volgens artikel 30 kan de periode voor de aanvaarding van het bod aanvangen vijf dagen na de goedkeuring van het prospectus, dit wil zeggen op een ogenblik dat de memorie van antwoord van de doelvennootschap nog niet noodzakelijkerwijs door de CBFA is goedgekeurd.

In het verslag aan de Koning staat : « In normale omstandigheden zullen de effectenhouders (...) tijdens de aanvaardingsperiode over de memorie van antwoord beschikken. »



S'il est vrai, comme le relève ce rapport, que singulièrement en cas d'offre hostile, il y a lieu d'éviter des manoeuvres dilatoires concernant le mémoire en réponse, il n'en demeure pas moins que dans un souci de parfaite information des détenteurs de titres quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'offre, la position de la société visée est importante. Il y aurait dès lors lieu de mettre en place des mécanismes contraignant la société visée à formuler son mémoire en réponse dans un délai impératif.

## Article 31

L'article 31, alinéa 2, prévoit une prolongation de la période d'acceptation de l'offre lorsqu'il y a acquisition par l'offrant ou par une personne agissant de concert avec lui pendant la période d'offre de titres sur lesquels porte l'offre, à un prix supérieur à celui de l'offre. Selon ce texte, cette prolongation de la durée d'acceptation de l'offre bénéficie aux « détenteurs de titres qui n'ont pas encore accepté l'offre ».

Pour les détenteurs qui ont déjà accepté l'offre, il faut considérer qu'en application de l'article 15, § 2, et 25, 2/, du projet d'arrêté, ils bénéficient automatiquement de l'augmentation du prix. Pour éviter toute incertitude à cet égard, il y aurait lieu de le préciser dans le rapport au Roi.

## Articles 32 et 33

Ces articles doivent préciser la forme de la publicité requise.

## Article 39

Cet article prévoit qu'« entre la publication de l'avis annonçant l'intention de lancer une contre-offre ou de surenchérir et le jour de l'expiration de la période d'acceptation de l'offre dont le prix est majoré conformément à l'article 37, s'écoule au moins un jour ouvrable ».

Ainsi formulée, cette disposition n'indique pas clairement si la publication de l'avis annonçant la contre-offre doit précéder l'expiration de la période d'acceptation de l'offre ou l'inverse, ce qui serait incohérent. En premier lieu, parce que, si tel était le cas, il n'y aurait pas vraiment « concurrence d'offres publiques » au sens de l'article 8, alinéa 2, 2/, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, précitée, mais plutôt succession. Ensuite, parce qu'en l'état actuel, l'article 34 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, précité, prévoit que « l'avis relatif à la contre-offre ou à la surenchère doit être rendu public deux jours au moins avant la clôture de la dernière offre, contre-offre ou surenchère », donc pendant la période d'acceptation de celle-ci, et non après. Enfin, parce qu'on ne voit pas comment cette période d'acceptation serait « prorogée », conformément à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4/, si l'avis annonçant la contre-offre ne pouvait être publié qu'après l'expiration de cette période d'acceptation.

La rédaction de cet article doit donc être clarifiée à cet égard, par exemple en ne s'écartant de celle de l'article 34, précité, que dans la mesure où cette règle doit être amendée.

## Articles 42 et 44

Selon le rapport au Roi, les articles 42 à 44 du projet constituent la transposition des articles 15 et 16 de la directive OPA.

L'article 15 de la directive prévoit en son paragraphe 2 que les Etats membres introduisent un retrait obligatoire dans un des deux cas suivants :

a) « lorsque l'offrant détient des titres représentant au moins 90 % du capital assorti de droits de vote et 90 % des droits de vote de la société visée » (le chiffre de 90 % pouvant être porté à 95 %);

ou

b) « lorsque, à la suite de l'acceptation de l'offre, il a acquis ou s'est fermement engagé par un contrat à acquérir des titres représentant au moins 90 % du capital assorti de droits de vote de la société visée et 90 % des droits de vote faisant l'objet de l'offre ».

L'article 42 transpose imparfaitement cet article 15 dans la mesure où il accole les deux situations susconsidérées. L'auteur du projet a manifestement retenu l'hypothèse visée à l'article 15, paragraphe 2, a), en portant néanmoins le seuil de 90 % à 95 %. Il y a donc lieu de supprimer le dernier membre de phrase de l'article 42, alinéa 1<sup>er</sup> : « à condition qu'il ait acquis, par acceptation de l'offre, des titres représentant au moins 90 % du capital assorti de droits de vote faisant l'objet de l'offre ».

L'article 44, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, doit être également revu en ce sens.

In het verslag wordt weliswaar opgemerkt dat bepaaldelijk bij een vijandig bod vertragingssmanoeuvres moeten worden vermeden wat de memorie van antwoord betreft, maar dit neemt niet weg dat het standpunt van de doelvennootschap belangrijk is om de effectenhouders perfect in kennis te stellen inzake de houding die ze tegenover het bod moeten aannemen. Er zouden derhalve systemen moeten worden ingesteld die de doelvennootschap verplichten haar memorie van antwoord op te stellen binnen een dwingende termijn.

## Artikel 31

Artikel 31, tweede lid, voorziet in een verlenging van de periode voor aanvaarding van het bod in geval van verwerving door de bieder of een persoon die met hem in onderling overleg handelt tijdens de biedperiode voor effecten waarop het bod betrekking heeft, tegen een prijs hoger dan de biedprijs. Volgens deze tekst komt deze verlenging van de aanvaardingsperiode voor het bod ten goede aan « effectenhouders die het bod nog niet hebben aanvaard ».

Voor effectenhouders die het bod reeds hebben aanvaard, moet ervan worden uitgegaan dat ze met toepassing van de artikelen 15, § 2, en 25, 2/, van het ontwerpbesluit automatisch de hogere prijs krijgen. Om alle onzekerheid in dit verband te voorkomen, moet dit in het verslag aan de Koning worden gepreciseerd.

## Artikelen 32 en 33

In deze artikelen moet de vereiste vorm van openbaarmaking worden medegedeeld.

## Artikel 39

Dit artikel bepaalt : « Tussen de publicatie van de kennisgeving van het voornemen om een tegenbod of hoger bod uit te brengen en de dag waarop de aanvaardingsperiode verstrijkt van het bod, waarop de prijsverhoging bedoeld in artikel 37 wordt toegepast, verloopt ten minste één werkdag. »

Deze aldus geformuleerde bepaling geeft niet duidelijk aan of de openbaarmaking van de kennisgeving van het tegenbod moet voorafgaan aan het verstrijken van de periode voor aanvaarding van het bod, of omgekeerd, wat onlogisch zou zijn. In de eerste plaats omdat, indien dit het geval was, er niet echt « concurrerende openbare biedingen » zouden zijn in de zin van artikel 8, tweede lid, 2/, van de voormelde wet van 1 april 2007, maar veeleer een opeenvolging. Vervolgens, omdat bij de huidige stand van artikel 34 van het voornoemde koninklijk besluit van 8 november 1989 wordt bepaald dat « de kennisgeving van het tegenbod of van het hoger bod (...) ten minste twee dagen vóór de afsluiting van het laatste bod, tegenbod of hoogste bod (moet) worden bekendgemaakt », dus tijdens de periode van aanvaarding ervan, en niet erna. Ten slotte, omdat niet duidelijk is hoe deze aanvaardingsperiode zou worden « verlengd », overeenkomstig artikel 40, § 1, tweede lid, 4/, indien de kennisgeving van het tegenbod pas openbaar kan worden gemaakt na het verstrijken van deze aanvaardingsperiode.

De redactie van dit artikel moet dus in dit opzicht worden verduidelijkt, bijvoorbeeld door slechts van de redactie van het voornoemde artikel 34 af te wijken in zoverre deze regel moet worden aangepast.

## Artikelen 42 en 44

Volgens het verslag aan de Koning zetten de artikelen 42 tot 44 van het ontwerp de artikelen 15 en 16 van de OBA-richtlijn om.

Artikel 15, lid 2, van de richtlijn bepaalt dat de lidstaten in één van de volgende twee gevallen voorzien in een uitstotingsrecht :

a) « wanneer de bieder een hoeveelheid effecten bezit die ten minste 90 % van het kapitaal met stemrechten en 90 % van de stemrechten van de doelvennootschap vertegenwoordigen » (welk getal van 90 % kan worden verhoogd tot 95 %),

of

b) « wanneer hij na aanvaarding van het bod effecten die ten minste 90 % van het kapitaal van de doelvennootschap waaraan stemrechten zijn verbonden en 90 % van de stemrechten die deel uitmaken van het bod heeft verworven of contractueel heeft toegezegd deze te verwerven ».

Artikel 42 voorziet slechts in een gedeeltelijke omzetting van dat artikel 15 in zoverre het de twee voornoemde situaties door elkaar haalt. De steller van het ontwerp heeft kennelijk gekozen voor de mogelijkheid omschreven in artikel 15, lid 2, a), waarbij hij de drempel van 90 % weliswaar heeft verhoogd tot 95 %. Bijgevolg moeten aan het eind van artikel 42, eerste lid, de woorden « , op voorwaarde dat hij, door de aanvaarding van het bod, effecten heeft verworven die ten minste 90 % vertegenwoordigen van het door het bod bestreken kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden » vervallen.

Ook artikel 44, § 1, eerste lid, moet dienovereenkomstig worden herzien.

## Article 44

Dans le second paragraphe, il y a lieu de prévoir le même « délai de trois mois » - et non « de nonante jours ouvrables » - qu'à l'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, conformément aux articles 15, paragraphe 4, et 16, paragraphe 3, de la directive 2004/25/CE, précitée.

## Article 46

Les c) et d) du paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3/, de même que le second alinéa du même paragraphe appellent les mêmes observations que celles formulées sous l'article 28.

## Article 50

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas - et le commentaire de ces dispositions dans le rapport au Roi n'explique pas - comment les restrictions que les paragraphes 7 et 8 apportent à l'obligation de lancer une offre, alors que le seuil de 30 % est dépassé, peuvent être considérées comme compatibles avec la protection des actionnaires minoritaires prévue par l'article 5 de la directive 2004/25/CE, précitée.

## Article 51

L'article 51 paraît se fonder sur l'article 8, alinéa 2, 4/, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, précitée, qui habilite le Roi à déterminer notamment « les modalités de l'obligation de lancer une offre à la suite d'une acquisition indirecte du contrôle de la société visée », alors qu'il vise plutôt l'acquisition directe ou indirecte du contrôle d'une « entreprise détentrice » au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 6/, du projet, suivant lequel cette dernière détient plus de 30 % des titres avec droit de vote de la société visée.

Comme le seuil fixé par l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, précitée, est donc dépassé, le Conseil d'Etat ne s'explique pas pourquoi l'offre n'est pas obligatoire pour l'« entreprise détentrice », mais bien pour les acquéreurs de titres dont la participation dans cette « entreprise » est, en raison de cette acquisition, portée à plus de 50 % des titres assortis du droit de vote.

L'auteur du projet devrait préciser le fondement légal de l'article 51 du projet et s'assurer de la cohérence des règles que le texte tend à établir au regard de l'ensemble du dispositif légal. En outre, vu la complexité des situations visées - qui transparait, par exemple, dans la définition de l'« entreprise détentrice » comme société, personne morale autre qu'une société ou « construction similaire » -, ainsi que les difficultés subséquentes auxquelles risque de se heurter la mise en oeuvre des dispositions de cet article, il y aurait lieu d'en revoir la rédaction.

## Article 52

1. L'auteur du projet devrait préciser dans le rapport au Roi le fondement légal de l'article 52 ainsi que sa conformité à la directive 2004/25/CE et à la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, précitées.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations qui suivent.

2. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2/, prévoit une dérogation à l'obligation de lancer une offre lorsque l'acquisition est réalisée entre sociétés liées et que celle-ci « n'a pas pour but ou pour effet de modifier substantielle-ment la gestion de la société visée ».

Cette condition à laquelle la dérogation est subordonnée devrait être précisée, car elle est source d'insécurité juridique. Dans le cadre d'une restructuration d'un groupe, l'acquisition de titres d'une société par une autre va en effet souvent de pair avec une révision des modes de gestion des sociétés en question.

3. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 5/, lie la dérogation au fait que « la personne qui, seule ou de concert, acquiert plus de 30 % des droits de vote de cette société, n'ait pas émis la majorité des voix lors du vote sur cette décision d'augmentation de capital ».

L'auteur du projet devrait s'expliquer sur cette restriction dans la mesure où, dans l'hypothèse considérée, il s'agit d'une augmentation de capital avec droit de préférence. Il en résulte que, si tous les actionnaires souscrivent à l'augmentation de capital dans le respect du droit de préférence, les équilibres existants sont maintenus de sorte que les minoritaires conservent leur position relative.

En revanche, la même condition posée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 6/, pour une opération de fusion se justifie dans la mesure où, dans cette hypothèse, les actionnaires minoritaires ne sont pas protégés par un droit de préférence.

4. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 10/, prévoit une dérogation à l'obligation de lancer une offre au profit d'« une fondation » à la suite d'une acquisition à titre gratuit. L'auteur du projet devrait expliquer s'il entend limiter la dérogation aux fondations privées ou d'utilité publique soumises à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée par la loi

## Artikel 44

In de tweede paragraaf moet, in plaats van een « termijn van 90 werkdagen », dezelfde « termijn van drie maanden » worden gesteld die artikel 43, eerste lid, van het ontwerp voorschrijft, overeenkomstig de artikelen 15, lid 4, en 16, lid 3, van de voornoemde richtlijn 2004/25/EG.

## Artikel 46

Omtrent paragraaf 3, eerste lid, 3/, c) en d), alsmede nopens het tweede lid van dezelfde paragraaf moeten dezelfde opmerkingen worden gemaakt als die welke zijn geformuleerd onder artikel 28.

## Artikel 50

Het is de Raad van State niet duidelijk - en in de commentaar op die bepalingen in het verslag aan de Koning wordt niet uitgelegd - hoe de beperkingen die de paragrafen 7 en 8 aanbrengen in de biedplicht, terwijl de drempel van 30 % wordt overschreden, beschouwd kunnen worden als bestaanbaar met de bescherming van de minderheidsaandeelhouders voorgeschreven bij artikel 5 van de voornoemde richtlijn 2004/25/EG.

## Artikel 51

Artikel 51 lijkt gegrond te zijn op artikel 8, tweede lid, 4/, van de voornoemde wet van 1 april 2007, dat de Koning machtigt om « nadere regels uit te werken voor de biedplicht die ontstaat naar aanleiding van een indirecte verwerving van controle over de doelvennootschap », terwijl het veeleer de directe of indirecte verwerving betreft van de controle over een « houdsteronderneming » in de zin van artikel 1, 6/, van het ontwerp, naar luid waarvan deze laatste meer dan 30 % van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap houdt.

Vermits de drempel gesteld in artikel 5 van de voornoemde wet van 1 april 2007 dus overschreden is, begrijpt de Raad van State niet waarom het bod niet verplicht is voor de « houdsteronderneming », maar wel voor diegenen die effecten verwerven waarvan de deelneming in die « onderneming » als gevolg van die verwerving op meer dan 50 % komt te liggen van de effecten met stemrecht.

De steller van het ontwerp dient de rechtsgrond van artikel 51 van het ontwerp te preciseren en zich ervan vergewissen dat de regels die de tekst beoogt in te voeren coherent zijn in het licht van het wetgevend dispositief in zijn geheel. Bovendien moet de redactie van de bepalingen van dit artikel worden herzien, gelet op de ingewikkeldheid van de omschreven situaties, welke bijvoorbeeld blijkt uit de definitie van de « houdsteronderneming » als vennootschap, een rechtspersoon verschillend van een vennootschap of een « gelijkaardige constructie », alsmede op de daaruit voortvloeiende moeilijkheden die de uitvoering van deze bepalingen kan meebrengen.

## Artikel 52

1. De steller van het ontwerp moet in het verslag aan de Koning de rechtsgrond van artikel 52 vermelden en tevens aangeven dat ze in overeenstemming is met de voornoemde richtlijn 2004/25/EG en de voornoemde wet van 1 april 2007.

Het is onder dit voorbehoud dat de volgende opmerkingen worden gemaakt.

2. Paragraaf 1, 2/, voorziet in een afwijking van de biedplicht wanneer de verwerving geschiedt tussen verbonden vennootschappen en ze « niet als doel of als gevolg heeft dat het beleid van de doelvennootschap wezenlijk wordt gewijzigd ».

Deze voorwaarde gesteld met betrekking tot die afwijking moet nader worden bepaald, daar ze een bron van rechtsonzekerheid vormt. In het kader van de herstructurering van een groep gaat de verwerving van effecten van een vennootschap door een andere, immers vaak gepaard met een herziening van de wijze van beheer van de desbetreffende vennootschappen.

3. Paragraaf 1, 5/, brengt de afwijking in verband met de omstandigheid dat « de persoon die, alleen of in onderling overleg, meer dan 30 % van de stemrechten van deze vennootschap verwerft, niet het merendeel van de stemmen heeft uitgebracht bij de stemming over deze beslissing tot kapitaalverhoging ».

De steller van het ontwerp dient nadere uitleg te verstrekken omtrent deze beperking, in zoverre het in het beschouwde geval een kapitaalverhoging met voorkeurrecht betreft. Daaruit volgt dat indien alle aandeelhouders met inachtneming van het voorkeurrecht inschrijven op de kapitaalverhoging, de bestaande evenwichten behouden blijven, zodat de minderheidsaandeelhouders hun relatieve positie behouden.

Het stellen van diezelfde voorwaarden, in paragraaf 1, 6/, in het kader van een fusieverbinding is daarentegen verantwoord in zoverre de minderheidsaandeelhouders in dat geval niet beschermd worden door een voorkeurrecht.

4. Paragraaf 1, 10/, voorziet in een afwijking van de biedplicht door een « stichting » als gevolg van een verwerving om niet. De steller van het ontwerp moet aangeven of hij de afwijking wenst te beperken tot de private stichtingen of de stichtingen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 27 juni 1921, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002, in

du 2 mai 2002 - auquel cas le dispositif devrait le préciser - ou s'il entend en faire bénéficier également d'autres constructions juridiques similaires.

## Article 53

1. L'article 53 prévoit deux méthodes d'établissement du prix de l'offre obligatoire.

Ceci ne répond pas à la directive 2004/25/CE du 21 avril 2004, précitée, qui prévoit en son article 5, paragraphe 4, comme seule méthode de détermination du prix « le prix le plus élevé payé pour les mêmes titres par l'offrant, ou par des personnes agissant de concert avec lui, pendant une période déterminée par les Etats membres, de six mois au minimum à douze mois au maximum précédant l'offre (obligatoire) ».

L'offre obligatoire doit donc en principe se réaliser sur la seule base du prix le plus élevé payé pour l'acquisition effective du contrôle.

Sans doute, l'article 5, paragraphe 4, alinéa 2, de la directive prévoit que :

« Les Etats membres peuvent autoriser leurs autorités de contrôle à modifier le prix (...) dans des circonstances et selon des critères clairement déterminés (...). »

De plus, l'alinéa 3 indique que :

« toute décision des autorités de contrôle qui modifie le prix équitable doit être motivée et rendue publique ».

Ceci signifie que l'autorité de contrôle, en l'espèce la CBFA, peut déroger à la règle du prix le plus élevé mais uniquement dans des cas particuliers dûment justifiés.

L'article 53, § 1<sup>er</sup>, 2/, qui retient de manière systématique pour la fixation du prix de l'offre obligatoire « la moyenne pondérée des prix de négociation pratiqués sur le marché le plus liquide des titres concernés, du cours des trente derniers jours calendrier qui ont précédé la naissance de l'obligation de lancer une offre », n'est dès lors pas conforme à la directive.

L'article 52, § 1<sup>er</sup>, 2/, doit, par conséquent, être soit omis, soit revu pour octroyer à la CBFA le pouvoir de déroger au prix le plus élevé dans des cas particuliers et en fonction de critères clairement déterminés. L'auteur du projet doit à cet égard, examiner si l'article 55 doit éventuellement être complété dans la mesure où il prévoit d'ores et déjà trois hypothèses où la CBFA peut autoriser ou exiger une modification du prix.

2. Pour l'alinéa 2 de l'article 53 du projet, il y a lieu de se reporter aux observations formulées sous l'article 51.

## Article 56

La seconde phrase de l'alinéa 2 prévoit que :

« L'offre par les personnes auxquelles incombe l'obligation de lancer une offre, peut être remplacée par une offre faite par un tiers si elle présente, pour le public, des conditions et garanties équivalentes. »

L'auteur du projet devrait préciser dans le rapport au Roi le fondement légal de cette disposition ainsi que sa conformité avec la directive 2004/25/CE et la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007, précitées.

## Article 59

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, in fine, on écrira « sont abrogés à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2007 ».

La chambre était composée de

MM. :

Y. KREINS, président de chambre,

P. VANDERNOOT,

Madame M. BAGUET, conseiller d'Etat,

M. G. KEUTGEN, assesseur de la section de législation,

Mme A.-C. VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

Le greffier,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Le président,

Y. KREINS

welk geval zulks moet worden gepreciseerd in het dispositief, dan wel of hij ze wenst uit te breiden tot andere, gelijksoortige juridische constructies.

## Artikel 53

1. Artikel 53 voorziet in twee methodes voor het bepalen van de prijs van het verplichte bod.

Zulks stemt niet overeen met de voornoemde richtlijn 2004/25/EG van 21 april 2004 : volgens artikel 5, lid 4, ervan is de enige methode voor de vaststelling van de prijs « de hoogste prijs die tijdens een door de lidstaten te bepalen periode van niet minder dan zes en niet meer dan twaalf maanden vóór het (verplichte) bod (...) door de bieder of door in onderling overleg met hem handelende personen voor dezelfde effecten is betaald ».

Het verplichte bod moet dus in beginsel uitsluitend geschieden op basis van de hoogste prijs die voor de effectieve verwerving van de controle is betaald.

Weliswaar bepaalt artikel 5, lid 4, tweede alinea, van de richtlijn :

« (...) mogen de lidstaten de toezichhoudende autoriteiten ertoe machtigen om onder welomlijnde omstandigheden en op grond van duidelijk omschreven criteria de (...) prijs te wijzigen (...) ».

Bovendien bepaalt de derde alinea het volgende :

« Elk besluit van de toezichhoudende autoriteit tot wijziging van de billijke prijs moet met redenen worden omkleed en openbaar worden gemaakt. »

Dit betekent dat de toezichhoudende autoriteit, in casu de CBFA, kan afwijken van de regel van de hoogste prijs, doch uitsluitend in bijzondere, behoorlijk met redenen omklede gevallen.

Artikel 53, § 1, 2/, dat voor de vaststelling van de prijs van het verplichte bod steevast teruggrijpt naar « het gewogen gemiddelde van de verhandelingsprijzen op de meest liquide markt voor de betrokken effecten over de dertig laatste kalenderdagen voor het ontstaan van de biedplicht », is derhalve niet conform de richtlijn.

Bijgevolg moet artikel 52, § 1, 2/, vervallen, ofwel moet het worden herzien, waarbij de CBFA de bevoegdheid wordt verleend om in bijzondere gevallen en op grond van duidelijk omschreven criteria af te wijken van de hoogste prijs. De steller van het ontwerp moet in dat verband onderzoeken of artikel 55 in voorkomend geval dient te worden aangevuld in zoverre het nu reeds voorziet in drie gevallen waarin de CBFA een prijswijziging kan toestaan of eisen.

2. Wat het tweede lid van artikel 53 van het ontwerp betreft, moet worden verwezen naar de opmerkingen gemaakt onder artikel 51.

## Artikel 56

Het tweede lid, tweede zin, bepaalt :

« Het bod door de personen, op wie de biedplicht rust, kan worden vervangen door een bod uitgebracht door een derde, indien het voor het publiek tegen gelijkwaardige voorwaarden en garanties geschiedt. »

De steller van het ontwerp dient in het verslag aan de Koning de rechtsgrond van deze bepaling te preciseren en tevens aan te geven dat ze in overeenstemming is met de voornoemde richtlijn 2004/25/EG en de voornoemde wet van 1 april 2007.

## Artikel 59

Aan het eind van het eerste lid schrijve men « ... opgeheven op 1 september 2007 ».

De kamer was samengesteld uit

De heren

Y. KREINS, kamervoorzitter,

P. VANDERNOOT,

Mevr. M. BAGUET, staatsraden,

de heer G. KEUTGEN, assessor van de afdeling wetgeving,

Mevr. A.-C. VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

De griffier,

A.-C. VAN GEERSDAELE

De voorzitter,

Y. KREINS



**27 AVRIL 2007. — Arrêté royal  
relatif aux offres publiques d'acquisition**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, notamment les articles 4, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 8, 14, 19, § 7, 22, 24, § 2, 75 et 77;

Vu l'avis de la Commission bancaire, financière et des assurances, donné le 13 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 avril 2007;

Vu l'avis 42.525/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté vise notamment à assurer la transposition partielle de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> « la loi » : la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition;

2<sup>o</sup> « établissement de crédit » : un établissement de crédit établi en Belgique, au sens de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

3<sup>o</sup> « société de bourse » : une société de bourse établie en Belgique, au sens de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements;

4<sup>o</sup> « le règlement CE sur les concentrations » : le règlement (CE) n<sup>o</sup> 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises, ou tout règlement s'y substituant ou le complétant;

5<sup>o</sup> « accord d'action de concert » ou « action de concert » : un accord visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, a) ou b), de la loi, étant entendu que des personnes liées sont présumées avoir conclu un accord d'action de concert ou agir de concert. Un tel accord ou une telle action de concert concerne également, dans le cas visé à l'article 51, tout accord conclu entre les détenteurs de titres avec droit de vote de l'entreprise détentrice, ou de la personne qui la contrôle, portant sur l'exercice concerté de leurs droits de vote en vue de mener une politique commune durable vis-à-vis de cette entreprise détentrice ou de cette personne qui la contrôle;

6<sup>o</sup> « entreprise détentrice » : la société, la personne morale autre qu'une société ou la construction similaire qui détient plus de 30% des titres avec droit de vote d'une société visée, pour autant que sa participation dans la société visée représente, dans ses derniers comptes statutaires déposés, soit plus de la moitié de son actif net, soit plus de la moitié de ses résultats nets moyens sur les trois derniers exercices. Pour le calcul de la valeur de l'actif net, en tout cas la valeur de la participation détenue dans la société visée est évaluée au prix de marché sur la base des prix de négociation moyens pondérés pratiqués au cours des trente derniers jours calendrier qui ont précédé l'acquisition visée à l'article 51.

CHAPITRE II. — *Offre publique d'acquisition volontaire*

*Section I<sup>re</sup>. — Offre publique d'acquisition volontaire  
portant sur des titres avec droit de vote  
ou donnant accès au droit de vote*

**Art. 2.** Les dispositions de la présente section règlent l'offre publique d'acquisition volontaire portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote.

*Sous-section I<sup>re</sup>. — Exigences concernant l'offre*

**Art. 3.** Une offre publique d'acquisition répond aux exigences suivantes :

1<sup>o</sup> l'offre porte sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par la société visée et non encore détenus par l'offrant ou les personnes liées à l'offrant;

**27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit  
op de openbare overnamebiedingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, 2<sup>o</sup>, 5, eerste lid, 8, 14, 19, § 7, 22, 24, § 2, 75 en 77;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, gegeven op 13 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 april 2007;

Gelet op het advies 42.525/2 van de Raad van State, gegeven op 16 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Définities*

**Artikel 1.** § 1. Dit besluit strekt inzonderheid tot de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2004/25/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende het openbaar overnamebod.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1<sup>o</sup> « de wet » : de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen;

2<sup>o</sup> « kredietinstelling » : een in België gevestigde kredietinstelling in de zin van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

3<sup>o</sup> « beursvennootschap » : een in België gevestigde beursvennootschap in de zin van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;

4<sup>o</sup> « EG-concentratieverordening » : Verordening (EG) nr. 139/2004 van de Raad van 20 januari 2004 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen of elke in vervanging of aanvulling genomen verordening.

5<sup>o</sup> « akkoord van onderling overleg » of « onderling overleg » : een akkoord als bedoeld in artikel 3, § 1, 5<sup>o</sup>, a) of b), van de wet, met dien verstande dat verbonden personen worden vermoed om een akkoord van onderling overleg te hebben gesloten of in onderling overleg te handelen. Een dergelijk akkoord of onderling overleg betreft, in het geval bedoeld in artikel 51, eveneens elk akkoord tussen de houders van effecten met stemrecht van de houdsteronderneming of van de persoon die haar controleert, aangaande de onderling afgestemde uitoefening van hun stemrechten, om een duurzaam gemeenschappelijk beleid ten aanzien van de houdsteronderneming of van de persoon die haar controleert, te voeren;

6<sup>o</sup> « houdsteronderneming » : de vennootschap, de andere rechtspersoon dan een vennootschap of een gelijkaardige constructie die meer dan 30 % van de effecten met stemrecht van een doelvennootschap houdt, voor zover zijn deelneming in de doelvennootschap in zijn laatst neergelegde statutaire jaarrekening meer vertegenwoordigt dan hetzij de helft van zijn netto-actief hetzij de helft van zijn gemiddelde nettoresultaten over de laatste drie boekjaren. Voor de berekening van de netto-actiefwaarde, wordt in ieder geval de waarde van de deelneming in de doelvennootschap gewaardeerd tegen marktprijs op basis van de toegepaste gewogen gemiddelde verhandelingsprijzen over de laatste dertig kalenderdagen vóór de verwerving bedoeld in artikel 51.

HOOFDSTUK II. — *Vrijwillig openbaar overnamebod*

*Afdeling I. — Vrijwillig openbaar overnamebod  
op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht*

**Art. 2.** De bepalingen van deze Afdeling regelen het vrijwillig openbaar overnamebod op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht.

*Onderafdeling I. — Biedingsvereisten*

**Art. 3.** Een openbaar overnamebod voldoet aan de volgende vereisten:

1<sup>o</sup> het bod slaat op alle effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht, uitgegeven door de doelvennootschap, die nog niet in bezit zijn van de bieder of met de bieder verbonden personen;

2° en cas d'offre publique d'achat, les fonds nécessaires à la réalisation de l'offre sont disponibles, soit en un compte auprès d'un établissement de crédit, soit sous la forme d'un crédit irrévocable et inconditionnel ouvert à l'offrant par un établissement de crédit; ces fonds sont bloqués pour assurer le paiement du prix d'achat des titres acquis dans le cadre de l'offre ou sont affectés exclusivement à cette fin;

3° en cas d'offre publique d'échange, l'offrant dispose soit des titres à offrir en contrepartie, soit du pouvoir de les émettre ou du droit de les acquérir en nombre suffisant et dans le délai prévu pour le paiement et, s'il n'a pas le pouvoir de les émettre, il est en mesure, en droit ou en fait, d'obtenir que la personne morale concernée émette les titres;

4° l'offre, ainsi que ses conditions et règles, sont conformes aux dispositions de la loi et du présent arrêté; les conditions de l'offre sont au surplus telles, notamment en ce qui concerne le prix, qu'elles permettent normalement à l'offrant d'obtenir le résultat recherché;

5° si l'offre porte sur des titres de catégories différentes, les prix offerts pour chacune de ces catégories ne peuvent comporter d'autres différences que celles découlant des caractéristiques respectives de chaque catégorie;

6° l'offrant s'engage, pour ce qui dépend de lui, à mener l'offre à son terme;

7° la réception des acceptations et le paiement du prix sont assurés par un établissement de crédit ou par une société de bourse.

**Art. 4.** Si l'offre tombe dans le champ d'application d'un régime relevant du droit de la concurrence en matière de contrôle des concentrations, l'offrant ne peut, sur ce point, subordonner son offre qu'à la condition suspensive que la Commission européenne ou les autorités nationales compétentes en matière de concurrence prennent une décision au sens de l'article 6, paragraphe 1, a) ou b), du règlement CE sur les concentrations, ou au sens d'une disposition nationale similaire.

L'offrant qui assortit son offre de cette condition remet à la CBFA, dès leur dépôt auprès des autorités compétentes, une copie des notifications effectuées et il la tient informée de l'avancement de la procédure.

#### Sous-section II. — Avis annonçant l'offre et publication de cet avis

**Art. 5.** Quiconque se propose d'effectuer une offre publique d'acquisition en avise préalablement la CBFA.

L'avis contient des indications établissant qu'il est satisfait aux exigences prévues à l'article 3. L'avis mentionne notamment le prix et les conditions de l'offre.

L'avis est envoyé par lettre recommandée ou est déposé contre accusé de réception au siège de la CBFA, pendant un jour ouvrable entre 8 et 18 heures.

**Art. 6.** A l'avis visé à l'article 5 est joint un dossier établi conformément aux prescriptions de la CBFA. Ce dossier comporte notamment le projet de prospectus établi conformément à l'article 24, ainsi que le projet des documents visés à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

Dans le cas, visé aux articles 20 et suivants, d'une offre publique d'acquisition lancée sur les titres avec droit de vote d'une société belge par une personne exerçant le contrôle sur la société visée, l'avis contient le rapport de l'expert, tel que prévu à l'article 23.

**Art. 7.** Lorsqu'elle a été saisie d'un avis donné conformément à l'article 5, la CBFA rend cet avis public au plus tard le jour ouvrable suivant celui de sa réception. Cette publication s'effectue, aux frais de l'offrant, conformément aux modalités établies par la CBFA.

Le même jour ouvrable, la CBFA informe de cette publication :

1° l'entreprise de marché concernée, si des titres de la société visée sont admis à la négociation sur un marché réglementé belge;

2° la société visée;

3° l'offrant.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le bon fonctionnement du marché l'exige, la CBFA peut demander à toute personne qui pourrait être concernée par une éventuelle offre publique d'acquisition de publier sans délai un communiqué et, à défaut, y procéder elle-même.

2° in geval van een openbaar bod tot aankoop zijn de voor de verwezenlijking van het bod noodzakelijke middelen beschikbaar, hetzij op een rekening bij een kredietinstelling, hetzij in de vorm van een onherroepelijk en onvoorwaardelijk krediet dat een kredietinstelling voor de bieder heeft geopend; deze middelen worden geblokkeerd om de betaling te waarborgen van de prijs voor het aankopen van de effecten die in het kader van het bod zijn verworven of worden uitsluitend daartoe aangewend;

3° bij een openbaar bod tot ruil beschikt de bieder hetzij over de als tegenprestatie aan te bieden effecten, hetzij over de bevoegdheid om ze uit te geven of te verwerven in voldoende aantal en binnen de voor de betaling voorgeschreven termijn en, zo hij niet bevoegd is om ze uit te geven, is hij in rechte of in feite bij machte om ervoor te zorgen dat de betrokken rechtspersoon de effecten uitgeeft;

4° het bod, evenals de voorwaarden en regels ervan, zijn in overeenstemming met de bepalingen van de wet en dit besluit; bovendien stellen de voorwaarden van het bod, inzonderheid wat de prijs betreft, de bieder normaal in staat om het beoogde resultaat te behalen;

5° indien het bod slaat op effecten van verschillende categorieën, mogen de voor elk van die categorieën geboden prijzen geen andere verschillen bevatten dan de verschillen die voortvloeien uit de respectieve kenmerken van elke categorie;

6° de bieder verbindt er zich toe om, wat hem betreft, het bod tot het einde door te zetten;

7° een kredietinstelling of een beursvennootschap zorgt voor de ontvangst van de acceptaties en de betaling van de prijs.

**Art. 4.** Wanneer het bod onder het toepassingsgebied van een mededingingsrechtelijk regime inzake concentratiecontrole valt, kan de bieder zijn bod op dit punt enkel onderwerpen aan de opschortende voorwaarde dat de Europese Commissie of de bevoegde nationale mededingingsautoriteiten een beslissing treffen in de zin van artikel 6, lid 1, a) of b), van de EG-concentratieverordening of een gelijkaardige nationale bepaling.

De bieder die deze voorwaarde aan zijn bod verbindt, maakt een kopie van de verrichte aanmeldingen over aan de CBFA, zodra die bij de bevoegde autoriteiten zijn ingediend, en houdt haar op de hoogte van het verloop van de procedure.

#### Onderafdeling II. — Kennisgeving van het bod en openbaarmaking ervan

**Art. 5.** Wie zich voorneemt een openbaar overnameaanbod uit te brengen, brengt dit vooraf ter kennis van de CBFA.

De kennisgeving bevat gegevens waaruit blijkt dat aan de vereisten van artikel 3 is voldaan. De kennisgeving bevat inzonderheid de prijs en de voorwaarden van het bod.

De kennisgeving gebeurt bij aangetekende brief of wordt, gedurende een werkdag tussen 8 en 18 uur, tegen ontvangstbewijs overhandigd op de zetel van de CBFA.

**Art. 6.** Bij de in artikel 5 bedoelde kennisgeving wordt een dossier gevoegd dat is opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de CBFA. Dit dossier bevat inzonderheid het ontwerp-prospectus, opgemaakt overeenkomstig artikel 24, evenals het ontwerp van de in artikel 31, § 1, van de wet bedoelde stukken bevat.

Indien een openbaar overnamebod op de effecten met stemrecht van een Belgische vennootschap wordt uitgebracht door een persoon die de controle over de doelvennootschap uitoefent, zoals bedoeld in de artikelen 20 en volgende, bevat de kennisgeving het verslag van de expert, bedoeld in artikel 23.

**Art. 7.** Wanneer de CBFA een kennisgeving overeenkomstig artikel 5 heeft ontvangen, maakt zij deze kennisgeving uiterlijk de werkdag na ontvangst openbaar. Deze openbaarmaking gebeurt op de door de CBFA bepaalde wijze, op kosten van de bieder.

Dezelfde werkdag meldt de CBFA deze openbaarmaking aan:

1° de betrokken marktonderneming, indien effecten van de doelvennootschap zijn toegelaten tot de handel op een Belgische gereguleerde markt;

2° de doelvennootschap;

3° de bieder.

**Art. 8.** § 1. Wanneer de goede werking van de markt dit vereist, kan de CBFA een persoon die betrokken zou kunnen zijn bij een mogelijk openbaar overnameaanbod, verzoeken om onverwijld een mededeling te publiceren en, zoniet, hiertoe zelf overgaan.

§ 2. Lorsqu'une personne a fait, elle-même ou via un intermédiaire, des déclarations suscitant auprès du public des interrogations quant à son intention de lancer une offre, la CBFA peut demander à cette personne de publier un communiqué clarifiant ses intentions. La CBFA peut accorder un délai ne dépassant pas dix jours ouvrables pour la publication de ce communiqué.

Sous réserve de l'application de l'article 39, la personne qui, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a confirmé son intention de lancer une offre, procède à la communication d'un avis conformément à l'article 5, dans le délai fixé par la CBFA.

La personne qui, dans le délai prescrit par la CBFA, ne confirme pas l'intention de lancer une offre dans un délai raisonnable, ainsi que les personnes agissant de concert avec elle ne peuvent effectuer d'offre portant sur les titres de la société visée concernée pendant une période de six mois à dater de la publication dudit communiqué ou de l'expiration du délai accordé par la CBFA, sauf si elles lui démontrent que les circonstances, la situation de la société visée ou l'actionnariat des personnes concernées ont été modifiés de manière importante.

§ 3. Hormis les cas visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, nul ne peut, avant la publication visée à l'article 7, annoncer, sous quelque forme que ce soit, le lancement d'une offre.

#### Sous-section III – Obligations pendant la période d'offre

##### A. Dispositions générales

**Art. 9.** Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent à l'ensemble des parties à l'offre pendant toute la durée de la période d'offre, étant entendu qu'elles s'appliquent déjà à l'offrant et aux personnes agissant de concert avec lui à dater de l'avis annonçant l'offre ou, le cas échéant, à dater du communiqué visé à l'article 8.

**Art. 10.** Les parties à l'offre, telles que définies à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi, s'abstiennent de publier ou de faire publier des déclarations, communications ou documents contenant des informations fausses ou susceptibles d'induire le public en erreur, se rapportant directement ou indirectement à une offre, à une contre-offre ou à une surenchère.

**Art. 11.** A la demande de la CBFA,

1<sup>o</sup> les parties à l'offre lui transmettent sans délai tous les accords susceptibles d'avoir une incidence substantielle sur l'évaluation de l'offre, son déroulement et son issue;

2<sup>o</sup> les parties à l'offre publient, selon les modalités déterminées par la CBFA, les clauses pertinentes d'un accord qui lui a été transmis conformément au 1<sup>o</sup> et qui est susceptible d'avoir une incidence substantielle sur l'évaluation de l'offre, son déroulement et son issue.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Pendant la période d'offre, les personnes visées au § 2 déclarent à la CBFA, chaque jour ouvrable, le cas échéant après la clôture du marché le plus liquide des titres concernés, les opérations suivantes :

1<sup>o</sup> l'acquisition ou la cession de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, émis par la société visée, l'offrant ou la société dont les titres sont offerts en contrepartie;

2<sup>o</sup> le prêt de titres ou le dénouement avant terme d'un prêt de titres portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote de la société visée, de l'offrant ou de la société dont les titres sont offerts en contrepartie.

§ 2. L'obligation de déclaration prévue au § 1<sup>er</sup> s'applique aux personnes suivantes :

1<sup>o</sup> l'offrant;

2<sup>o</sup> la société visée;

3<sup>o</sup> les membres de l'organe d'administration, ou de l'organe auquel l'organe d'administration a transféré ou délégué une partie de ses pouvoirs, de l'offrant ou de la société visée;

4<sup>o</sup> les personnes agissant de concert avec l'offrant ou la société visée;

5<sup>o</sup> les personnes qui détiennent, directement ou indirectement, au moins 1% des titres avec droit de vote de l'offrant ou de la société visée.

§ 3. Ces déclarations comprennent les renseignements suivants :

1<sup>o</sup> le nom et la qualité de la personne tenue à déclaration;

2<sup>o</sup> la date de la ou des opérations;

§ 2. Indien een persoon, zelf of via een tussenpersoon, verklaringen heeft afgelegd die bij het publiek vragen oproepen over zijn voornemen om een bod uit te brengen, kan de CBFA deze persoon verzoeken om een mededeling te publiceren waarin hij zijn voornemens verduidelijkt. De CBFA kan een termijn van ten hoogste 10 werkdagen toekennen voor het publiceren van deze mededeling.

Behoudens de toepassing van artikel 39, gaat de persoon die, overeenkomstig het eerste lid, zijn voornemen heeft bevestigd om een bod uit te brengen, over tot kennisgeving overeenkomstig artikel 5 binnen de door de CBFA vastgestelde termijn.

De persoon die het voornemen om binnen een redelijke termijn een bod uit te brengen, niet binnen de door de CBFA opgelegde termijn bevestigt, evenals de personen die met hem in onderling overleg handelen, mogen geen bod uitbrengen op de effecten van de betrokken doelvennootschap gedurende een periode van 6 maanden te rekenen vanaf de publicatie van deze mededeling of het verstrijken van de door de CBFA toegekende termijn, tenzij zij haar aantonen dat de omstandigheden, de situatie van de doelvennootschap of het aandeelhouderschap van de betrokken personen ingrijpend zijn gewijzigd.

§ 3. Behoudens in de gevallen, bedoeld in §§ 1 en 2, mag niemand, vóór de in artikel 7 bedoelde openbaarmaking, in om het even welke vorm het uitbrengen van een bod aankondigen.

#### Onderafdeling III. — Verplichtingen tijdens de biedperiode

##### A. Algemeen

**Art. 9.** De bepalingen van deze onderafdeling gelden voor alle partijen bij het bod voor de ganse duur van de biedperiode, met dien verstande dat zij voor de bieder en de personen die met hem in onderling overleg handelen reeds gelden vanaf het ogenblik van de kennisgeving van het bod of, in voorkomend geval, vanaf het ogenblik van de mededeling bedoeld bij artikel 8.

**Art. 10.** De partijen bij een bod, zoals bepaald in artikel 3, § 1, 7<sup>o</sup>, van de wet, onthouden zich van het (laten) bekendmaken van onjuiste of misleidende verklaringen, mededelingen of stukken die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met een bod, tegenbod of hoger bod.

**Art. 11.** Op vraag van de CBFA

1<sup>o</sup> maken de partijen bij het bod haar onverwijld alle akkoorden over die mogelijk een wezenlijke invloed kunnen hebben voor de beoordeling van het bod, zijn verloop en afloop;

2<sup>o</sup> publiceren de partijen bij een bod, volgens de modaliteiten bepaald door de CBFA, de pertinente clausules van een akkoord dat zij haar overeenkomstig het 1<sup>o</sup> hebben overgemaakt en die mogelijk een wezenlijke invloed kan hebben voor de beoordeling van het bod, zijn verloop en afloop.

**Art. 12.** § 1. Tijdens de biedperiode geven de personen, bedoeld in § 2, elke werkdag, in voorkomend geval na de sluiting van de meest liquide markt van de betrokken effecten, kennis aan de CBFA van de volgende verrichtingen:

1<sup>o</sup> de verwerving of vervreemding van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht, uitgegeven door de doelvennootschap, de bieder of de vennootschap waarvan de effecten als tegenprestatie worden aangeboden;

2<sup>o</sup> de effectenlening of de afwikkeling voor termijn van een effectenlening met betrekking tot effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht van de doelvennootschap, de bieder of de vennootschap waarvan de effecten als tegenprestatie worden aangeboden.

§ 2. De kennisgevingsplicht, bepaald in § 1, geldt voor de volgende personen:

1<sup>o</sup> de bieder;

2<sup>o</sup> de doelvennootschap;

3<sup>o</sup> de leden van het bestuursorgaan of van het orgaan waaraan het bestuursorgaan een gedeelte van zijn bevoegdheden heeft overgedragen of gedelegeerd van de bieder of de doelvennootschap;

4<sup>o</sup> de personen die met de bieder of de doelvennootschap in onderling overleg handelen;

5<sup>o</sup> de personen die rechtstreeks of onrechtstreeks minstens 1% houden van de effecten met stemrecht van de bieder of van de doelvennootschap.

§ 3. Deze kennisgevingen bevatten de volgende gegevens :

1<sup>o</sup> naam en hoedanigheid van de persoon die tot kennisgeving is verplicht;

2<sup>o</sup> datum van de verrichting(en);



3° le nombre de titres acquis ou cédés et le prix payé;

4° le nombre de titres détenus à l'issue de l'opération.

**Art. 13.** La CBFA rend publiques quotidiennement sur son site web les opérations qui lui ont été déclarées conformément à l'article 12. Si la déclaration est effectuée par une personne physique qui est visée à l'article 12, § 2, 5°, la publication a lieu de façon non nominative.

#### B. Obligations particulières incombant à l'offrant

**Art. 14.** Si les titres avec droit de vote de la société visée sont admis à la négociation sur un marché réglementé dans un autre Etat membre, l'offrant rend publics, dans cet Etat membre, conformément aux règles qui y sont applicables, tant la publication de l'avis annonçant l'offre que le prospectus, de manière à ce que les détenteurs de titres puissent disposer facilement et rapidement de ces informations et documents.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Pendant la période d'offre, l'offrant ne peut ni retirer son offre, ni modifier celle-ci, sauf dans un sens plus favorable pour les détenteurs de titres de la société visée.

§ 2. Si, pendant la période d'offre, l'offrant ou les personnes agissant de concert avec lui acquièrent ou se sont engagés à acquérir, en dehors du cadre de l'offre, des titres de la société visée à un prix supérieur à celui de l'offre, le prix de l'offre est aligné sur ce prix supérieur.

**Art. 16.** Par dérogation à l'article 15 et moyennant l'autorisation de la CBFA, l'offrant peut modifier ou retirer son offre dans les cinq jours ouvrables qui suivent la notification qui lui a été faite par la société visée :

1° de l'émission de titres nouveaux avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, sauf si cette émission représente moins de 1% du nombre total des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis et découle d'engagements souscrits avant la période d'offre;

2° des décisions ou opérations qui ont ou peuvent avoir pour effet de modifier de manière significative la composition de l'actif ou du passif de la société visée, ou des engagements souscrits sans contrepartie effective.

L'offrant avise la CBFA de sa décision. Au plus tard le jour ouvrable suivant la réception de cet avis, la modification éventuelle ou le retrait de l'offre est rendu public, selon les modalités déterminées par la CBFA.

Une offre modifiée répond aux exigences énumérées à l'article 3.

En cas d'émission par la société visée de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'offrant, s'il ne retire pas son offre, étend celle-ci, éventuellement à des conditions modifiées, aux titres nouvellement créés.

**Art. 17.** A compter de la publication prévue à l'article 7, l'offre ne peut être retirée que dans les cas visés à l'article 16 et dans les cas suivants :

1° en cas de contre-offre ou de surenchère;

2° en cas de défaut d'autorisation administrative requise pour l'acquisition des titres qui font l'objet de l'offre, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une autorisation administrative telle que visée à l'article 4;

3° au cas où, indépendamment de la volonté de l'offrant, une condition de l'offre autorisée par la CBFA et indiquée dans l'avis visé à l'article 5 n'est pas remplie;

4° moyennant l'autorisation motivée de la CBFA, en cas de circonstances exceptionnelles ne permettant pas la réalisation de l'offre pour des raisons objectives, indépendantes de la volonté de l'offrant.

Le retrait de l'offre est notifié à la CBFA. Au plus tard le jour ouvrable suivant la réception de cette notification, le retrait est rendu public, selon les modalités déterminées par la CBFA.

**Art. 18.** Dans le cas où l'offrant a subordonné son offre à la condition autorisée conformément à l'article 4 et pour autant qu'il ne renonce pas à cette condition, l'offre devient caduque si la Commission européenne ou les autorités nationales compétentes en matière de concurrence engagent la procédure prévue par l'article 6, paragraphe 1, c), du règlement CE sur les concentrations ou par une disposition nationale similaire.

3° aantal verworven of overgedragen effecten en betaalde prijs;

4° aantal effecten in het bezit na de verrichting.

**Art. 13.** De CBFA publiceert dagelijks op haar website de verrichtingen waarvan zij overeenkomstig artikel 12 in kennis werd gesteld. Indien de kennisgeving werd verricht door een natuurlijke persoon, die wordt bedoeld in artikel 12, § 2, 5°, gebeurt deze publicatie op niet-nominatieve wijze.

#### B. Bijzondere verplichtingen in hoofde van de bieder

**Art. 14.** Indien de effecten met stemrecht van de doelvennootschap zijn toegelaten tot de handel op een gereguleerde markt in een andere lidstaat, maakt de bieder de openbaarmaking van de kennisgeving van het bod evenals het prospectus in deze lidstaat openbaar overeenkomstig de in de betrokken lidstaat geldende regeling, zodat deze inlichtingen en bescheiden er gemakkelijk en onmiddellijk beschikbaar zijn voor de effectenhouders.

**Art. 15.** § 1. Tijdens de biedperiode kan de bieder zijn bod niet intrekken of wijzigen, tenzij in gunstiger zin voor de effectenhouders van de doelvennootschap.

§ 2. Wanneer, tijdens de biedperiode, de bieder of personen die in overleg met hem handelen, buiten het bod effecten van de doelvennootschap verwerven tegen een hogere prijs dan de biedprijs, of zich hiertoe hebben verbonden, dan wordt de biedprijs aan die hogere prijs aangepast.

**Art. 16.** In afwijking op artikel 15 en mits de toelating van de CBFA, mag de bieder zijn bod wijzigen of intrekken binnen vijf werkdagen na de kennisgeving door de doelvennootschap van:

1° de uitgifte van nieuwe effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht, tenzij deze uitgifte minder bedraagt dan 1% van het totaal van de uitgegeven effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht en voortvloeit uit verbintenissen die waren aangegaan voor de biedperiode;

2° beslissingen of verrichtingen die een aanzienlijke wijziging in de samenstelling van de activa of de passiva van de doelvennootschap tot gevolg hebben of kunnen hebben, of van zonder werkelijke tegenprestatie aangegane verplichtingen.

De bieder brengt zijn beslissing ter kennis van de CBFA. Uiterlijk de werkdag na de ontvangst van die kennisgeving, wordt de eventuele wijziging of intrekking van het bod openbaar gemaakt volgens de modaliteiten bepaald door de CBFA.

Een gewijzigd bod beantwoordt aan de vereisten van artikel 3.

In geval van uitgifte door de doelvennootschap van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht, zoals bedoeld in het eerste lid 1°, breidt de bieder, indien hij zijn bod niet intrekt, het bod uit tot de nieuw uitgegeven effecten, eventueel aan gewijzigde voorwaarden.

**Art. 17.** Vanaf de in artikel 7 bedoelde openbaarmaking mag het bod slechts worden ingetrokken in de in artikel 16 bedoelde gevallen alsook in volgende gevallen:

1° bij een tegenbod of een hoger bod;

2° bij gebrek aan een noodzakelijke bestuursrechtelijke toelating om de effecten te verwerven waarop het bod slaat, voor zover het niet gaat om een bestuursrechtelijke toelating als bedoeld in artikel 4;

3° wanneer, buiten de wil van de bieder, niet is voldaan aan een door de CBFA toegelaten voorwaarde van het bod, die in de in artikel 5 bedoelde kennisgeving voorkomt;

4° met de gemotiveerde toelating van de CBFA, in uitzonderlijke omstandigheden die de verwezenlijking van het bod verhinderen, op objectieve gronden en buiten de wil van de bieder.

De intrekking van het bod wordt aan de CBFA ter kennis gebracht. Uiterlijk de werkdag na de ontvangst van die kennisgeving wordt de intrekking openbaar gemaakt volgens modaliteiten bepaald door de CBFA.

**Art. 18.** Indien de bieder zijn bod heeft onderworpen aan de voorwaarde, toegelaten overeenkomstig artikel 4, en voor zover de bieder niet aan deze voorwaarde verzaakt, vervalt het bod wanneer de Europese Commissie of de bevoegde nationale mededingingsautoriteiten de procedure aanvatten bedoeld bij artikel 6, lid 1, c), van de EG-concentratieverordening of een gelijkaardige nationale bepaling.

## C. Obligations particulières incombant à la société visée

**Art. 19.** La société visée avise sans délai la CBFA et l'offrant de toute décision d'émission de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, et de toute autre décision ayant pour but ou étant susceptible de faire échouer l'offre, à l'exception de la recherche d'autres offres.

## D. Obligations particulières en cas d'offre d'acquisition lancée par un offrant contrôlant la société visée

**Art. 20.** Les articles 20 à 23 sont applicables lorsqu'une offre publique d'acquisition portant sur les titres avec droit de vote d'une société belge est lancée par un offrant qui, au moment où il notifie son intention de lancer cette offre, exerce le contrôle, au sens de l'article 5 C.Soc., sur la société visée.

Pour apprécier l'existence du contrôle, les participations détenues par des personnes liées à l'offrant au sens de l'article 11 C.Soc. sont prises en compte.

**Art. 21.** Les administrateurs indépendants de la société visée, au sens de l'article 524, § 2, C.Soc., désignent, aux frais de l'offrant, un ou plusieurs experts, qui sont indépendants tant vis-à-vis de l'offrant et de la société visée que vis-à-vis des sociétés qui leur sont liées. Si la société visée n'a pas désigné d'administrateurs indépendants au sens de l'article 524, § 2, C.Soc. ou si elle n'est pas cotée, l'organe d'administration de la société visée désigne ce ou ces experts, moyennant l'accord de la CBFA.

L'expert justifie à la CBFA son indépendance vis-à-vis de l'offrant, de la société visée et des sociétés qui leur sont liées. Le rapport, visé à l'article 23, contient une justification adéquate en la matière.

Si la protection des droits des détenteurs de titres l'exige, la CBFA peut demander à l'offrant de désigner, à ses frais, un expert supplémentaire.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Ne peuvent intervenir à titre d'expert indépendant :

1° le commissaire ou l'expert comptable de l'offrant, de la société visée et des sociétés qui leur sont liées;

2° toute personne avec laquelle le commissaire ou l'expert comptable de l'offrant, de la société visée et des sociétés qui leur sont liées, présente un lien au sens de l'article 133, § 4, C.Soc.;

3° toute personne qui est rémunérée par l'offrant, la société visée ou les sociétés qui leur sont liées, pour une autre mission effectuée dans le cadre de l'opération.

§ 2. Sans préjudice de l'application du § 1<sup>er</sup>, l'expert qui se trouve dans une situation de dépendance ou de conflit d'intérêts doit refuser la mission, à moins de donner dans son rapport une description détaillée des circonstances en question et de démontrer de manière pertinente que son indépendance n'est pas compromise.

Les circonstances énumérées ci-dessous sont présumées donner lieu à une situation de dépendance ou de conflit d'intérêts :

1° l'existence d'un lien juridique ou capitalistique entre l'expert et l'offrant ou la société visée, les sociétés qui leur sont liées ou leurs conseils;

2° l'existence dans le chef de l'expert d'un intérêt pécuniaire, autre que celui résultant de sa mission, dans le succès de l'opération;

3° l'accomplissement, au cours des deux années précédant le dépôt de l'avis annonçant l'offre, d'une autre mission pour le compte de l'offrant, de la société visée ou des sociétés qui leur sont liées;

4° l'existence dans le chef de l'expert d'une créance sur ou d'une dette envers l'offrant, la société visée ou les sociétés qui leur sont liées, pour autant que cette créance ou dette soit de nature à créer une dépendance économique.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. L'expert établit un rapport à titre de partie professionnelle et indépendante.

L'expert procède à une évaluation, étayée par des chiffres circonstanciés, des titres qui font l'objet de l'offre et, le cas échéant, des titres qui sont offerts en échange. Il utilise à cet effet des méthodes pertinentes au regard de la nature et de l'activité des sociétés concernées, en partant d'éléments de fait et d'hypothèses adéquats. L'expert mentionne les méthodes d'évaluation qu'il a appliquées, les éléments de fait et les hypothèses qu'il a retenus, les sources qu'il a utilisées et le résultat qu'il a obtenu au moyen des méthodes d'évaluation utilisées.

Le rapport contient une analyse du travail d'évaluation réalisé par l'offrant.

## C. Bijzondere verplichtingen in hoofde van de doelvennootschap

**Art. 19.** De doelvennootschap brengt de CBFA en de bieder onverwijld op de hoogte van elke beslissing tot uitgifte van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht, en van elke andere beslissing die ertoe strekt of van aard kan zijn om het bod te doen mislukken, behalve het zoeken naar alternatieve biedingen.

## D. Bijzondere verplichtingen in geval van een overnamebod door een bieder die de doelvennootschap controleert

**Art. 20.** De artikelen 20 tot 23 gelden indien een openbaar overnamebod op de effecten met stemrecht van een Belgische vennootschap wordt uitgebracht door een bieder die op het ogenblik van de kennisgeving van zijn voornemen om een bod uit te brengen, de controle in de zin van artikel 5 W.Venn. over de doelvennootschap uitoefent.

Voor de beoordeling van het bestaan van de controle worden de deelnemingen, gehouden door personen die in de zin van artikel 11 van het W. Venn. met de bieder verbonden zijn, meegerekend.

**Art. 21.** De onafhankelijke bestuurders van de doelvennootschap, bedoeld in artikel 524, § 2, W.Venn. stellen, op kosten van de bieder, één of verschillende experten aan, die onafhankelijk zijn ten aanzien van de bieder en de doelvennootschap en hun verbonden vennootschappen. Indien de doelvennootschap geen onafhankelijke bestuurders heeft aangesteld zoals bedoeld in artikel 524, § 2, W.Venn. of niet genoteerd is, stelt het bestuursorgaan van de doelvennootschap deze expert(en) aan, mits akkoord van de CBFA.

De expert verantwoordt aan de CBFA zijn onafhankelijkheid ten aanzien van de bieder, de doelvennootschap en hun verbonden vennootschappen. Het verslag, bedoeld in artikel 23, bevat terzake een passende verantwoording.

Indien de bescherming van de rechten van de effectenhouders dit vereist, kan de CBFA de bieder verzoeken om, op zijn kosten, een bijkomende expert aan te stellen.

**Art. 22.** § 1. Kunnen niet optreden als onafhankelijk expert:

1° de commissaris of de accountant van de bieder, de doelvennootschap en hun verbonden vennootschappen;

2° de persoon met wie de commissaris of de accountant van de bieder, de doelvennootschap en hun verbonden vennootschappen, een band heeft in de zin van artikel 133, § 4, W.Venn.;

3° de persoon, die voor een andere opdracht in het kader van de verrichting wordt vergoed door de bieder, de doelvennootschap of de ermee verbonden vennootschappen.

§ 2. Onverminderd de toepassing van § 1, dient de expert die zich in een situatie van afhankelijkheid of belangenconflict bevindt, de opdracht te weigeren, tenzij hij in zijn verslag de betrokken omstandigheden uitvoerig beschrijft en op pertinente wijze aantoont dat zijn onafhankelijkheid niet in het gedrang komt.

De hierna volgende omstandigheden worden vermoed om een situatie van afhankelijkheid of belangenconflict te doen ontstaan:

1° een juridische band of een kapitaalband van de expert met de bieder of de doelvennootschap, hun verbonden vennootschappen of hun raadgevers;

2° een geldelijk belang van de expert, ander dan ingevolge de opdracht, bij het welslagen van de verrichting;

3° de verwezenlijking, in de loop van twee jaar voor de kennisgeving van het bod, van een andere opdracht voor de bieder, de doelvennootschap of hun verbonden vennootschappen;

4° het bestaan, in hoofde van de expert, van een vordering op of een schuld ten aanzien van de bieder, de doelvennootschap of hun verbonden vennootschappen, voor zover deze van aard is een economische afhankelijkheid te creëren.

**Art. 23.** § 1. De expert stelt als professionele en onafhankelijke partij een verslag op.

De expert waardeert, op omstandig becijferde wijze, de effecten waarop het bod slaat en, in voorkomend geval, de effecten die in ruil worden aangeboden. Hij gebruikt hierbij methodes die, gelet op de aard en de activiteit van de betrokken vennootschappen, relevant zijn en gaat hierbij uit van passende feitelijke elementen en hypothesen. De expert vermeldt de toegepaste waarderingsmethodes, de feitelijke elementen en hypothesen die werden aangewend, de gebruikte bronnen en het bekomen resultaat op grond van de gebruikte waarderingsmethodes.

Het verslag bevat een analyse van de waarderingswerkzaamheden verricht door de bieder.

Le rapport contient la rémunération perçue par l'expert, ainsi que l'indication des moyens qu'il a engagés en personnel et en temps, une description des diligences qu'il a effectuées et la mention des personnes qu'il a contactées.

§ 2. L'offrant rend le rapport de l'expert public, en l'annexant au prospectus.

§ 3. Dans le cadre d'une offre d'échange, l'offrant propose, à titre d'alternative, un prix correspondant en espèces :

1° si le prix ne consiste pas en titres liquides admis à la négociation sur un marché réglementé; ou

2° si, au cours des douze mois précédant l'annonce de l'offre ou pendant la période d'offre, l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui a acquis ou s'est engagé à acquérir, contre paiement en espèces, des titres qui représentent plus de 1% du nombre total des titres avec droit de vote.

#### Sous-section IV. — Prospectus

**Art. 24.** Sans préjudice de l'application de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi, le prospectus contient au moins les renseignements prévus par le schéma I annexé au présent arrêté.

Lorsque certains renseignements prévus par l'alinéa 1<sup>er</sup> se révèlent inadaptés à l'activité ou à la forme juridique de l'offrant ou de la société visée, des renseignements équivalents sont fournis.

**Art. 25.** Les conditions de l'offre prévoient que :

1° un détenteur de titres qui a accepté dans le cadre de l'offre, peut toujours retirer son acceptation pendant la période d'acceptation;

2° toute augmentation du prix de l'offre bénéficie également aux détenteurs de titres qui ont déjà accepté l'offre.

#### Sous-section V. — Mémoire en réponse établi par l'organe d'administration de la société visée

**Art. 26.** Au moment de la publication visée à l'article 7 de l'avis annonçant l'offre, la CBFA transmet à l'organe d'administration de la société visée le projet de prospectus visé à l'article 6.

Si l'organe d'administration estime que le projet de prospectus présente des lacunes ou qu'il contient des informations susceptibles d'induire en erreur les détenteurs de titres de la société visée, il en avise la CBFA et l'offrant dans un délai de cinq jours ouvrables au plus à compter de la réception du projet de prospectus.

**Art. 27.** La CBFA, lorsqu'elle l'a approuvé, transmet le prospectus à la société visée.

Dans un délai de cinq jours ouvrables à dater de la transmission du prospectus, l'organe d'administration de la société visée soumet un projet de mémoire en réponse à l'approbation de la CBFA.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. L'avis émis par la société visée au sujet de l'offre, tel que visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 3°, de la loi, expose de façon motivée :

1° les répercussions de la mise en œuvre de l'offre sur l'ensemble des intérêts de la société, des détenteurs de titres, des créanciers et du personnel, en ce compris l'emploi;

2° le point de vue de l'organe d'administration concernant les plans stratégiques de l'offrant pour la société visée et leurs répercussions probables sur les résultats de celle-ci ainsi que sur l'emploi et les sites d'activité de la société tels que mentionnés dans le prospectus.

§ 2. L'avis mentionne le nombre de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote qui sont détenus par les membres de l'organe d'administration ou par les personnes qu'en fait ils représentent.

L'avis indique si, en leur qualité de détenteurs de titres, les membres de l'organe d'administration céderont à l'offrant, dans le cadre de l'offre, les titres qu'ils possèdent. Les membres de l'organe d'administration donnent les mêmes indications pour les détenteurs de titres qu'en fait ils représentent; ces détenteurs de titres fournissent les indications nécessaires sur simple demande du membre de l'organe d'administration qui, en fait, les représente.

Si les membres de l'organe d'administration ou les détenteurs de titres qu'en fait ils représentent n'adoptent pas une position unanime quant à leur intention de céder ou de ne pas céder dans le cadre de l'offre les titres qu'ils possèdent, l'avis mentionne les positions divergentes des membres, en précisant s'il s'agit de membres considérés comme administrateurs indépendants ou de membres qui représentent en fait certains détenteurs de titres.

Het verslag bevat de vergoeding van de expert, evenals de opgave van de ingezette middelen in personeel en tijd, een beschrijving van de verrichte werkzaamheden en de vermelding van de gecontacteerde personen.

§ 2. De bieder maakt het verslag van de expert bekend als bijlage bij het prospectus.

§ 3. In het kader van een bod tot ruil biedt de bieder als alternatief een overeenstemmende prijs in geld indien:

1° de prijs niet bestaat uit liquide effecten toegelaten tot de handel van een gereguleerde markt; of

2° de bieder of een met hem in onderling overleg handelende persoon tijdens de periode van 12 maanden vóór de aankondiging van het bod of tijdens de biedperiode tegen betaling in geld effecten heeft verworven die meer dan 1% van het totaal van de effecten met stemrecht vertegenwoordigen of zich hiertoe heeft verbonden.

#### Onderafdeling IV. — Prospectus

**Art. 24.** Onverminderd de toepassing van artikel 13, § 1, van de wet, bevat het prospectus ten minste de gegevens opgenomen in schema I, opgenomen als bijlage bij dit besluit.

Wanneer sommige door het eerste lid voorgeschreven gegevens niet blijken aan te sluiten bij het bedrijf of de rechtsvorm van de bieder of de doelvennootschap, worden gelijkwaardige gegevens verstrekt.

**Art. 25.** De voorwaarden van het bod bepalen dat:

1° een effectenhouder, die in het kader van het bod heeft aanvaard, zijn aanvaarding steeds kan intrekken tijdens de aanvaardingsperiode;

2° een verhoging van de biedprijs ook geldt voor effectenhouders die het bod reeds hebben aanvaard.

#### Onderafdeling V. — Memorie van antwoord van het bestuursorgaan van de doelvennootschap

**Art. 26.** Bij de openbaarmaking van de kennisgeving van het bod zoals bedoeld in artikel 7, maakt de CBFA het in artikel 6 bedoelde ontwerp-prospectus over aan het bestuursorgaan van de doelvennootschap.

Indien het bestuursorgaan van oordeel is dat het ontwerp-prospectus leemten vertoont dan wel gegevens bevat die de effectenhouders van de doelvennootschap kunnen misleiden, maakt het hiervan melding aan de CBFA en aan de bieder binnen een termijn van vijf werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het ontwerp-prospectus.

**Art. 27.** Na de goedkeuring ervan, maakt de CBFA het prospectus over aan de doelvennootschap.

Binnen vijf werkdagen na de overmaking van het prospectus, legt het bestuursorgaan van de doelvennootschap een ontwerp van memorie van antwoord ter goedkeuring voor aan de CBFA.

**Art. 28.** § 1. Het standpunt van de doelvennootschap over het bod, bedoeld in artikel 24, § 1, 3°, van de wet, bevat een met redenen omklede toelichting van:

1° de gevolgen van de uitvoering van het bod rekening houdend met het geheel van de belangen van de vennootschap, van de effectenhouders, van de schuldeisers en van de werknemers met inbegrip van de werkgelegenheid;

2° de visie van het bestuursorgaan op de strategische plannen van de bieder voor de doelvennootschap en hun vermoedelijke gevolgen voor haar resultaten, en voor de werkgelegenheid en de vestigingsplaatsen zoals deze in het prospectus zijn vermeld.

§ 2. Het standpunt vermeldt hoeveel effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht in het bezit zijn van de leden van het bestuursorgaan of van de personen die zij in feite vertegenwoordigen.

Het standpunt geeft aan of de leden van het bestuursorgaan, in hun hoedanigheid van effectenhouders, de effecten in hun bezit aan de bieder in het kader van het bod zullen overdragen. De leden van het bestuursorgaan verstrekken dezelfde gegevens voor de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen; deze effectenhouders verstrekken de gegevens op eenvoudig verzoek van het lid van het bestuursorgaan dat hen in feite vertegenwoordigt.

Wanneer de leden van het bestuursorgaan of de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen, geen eensgezinde stelling innemen omtrent hun voornemen om de effecten in hun bezit al dan niet over te dragen in het kader van het bod, vermeldt het standpunt de verschillende stellingnames van de leden, met aanduiding van de leden die als onafhankelijke bestuurders worden beschouwd en van de leden die in feite bepaalde effectenhouders vertegenwoordigen.



Si, après l'approbation du mémoire en réponse, les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> adoptent une autre position quant à leur intention de céder ou de ne pas céder à l'offrant, dans le cadre de l'offre, les titres qu'elles possèdent, elles doivent en aviser l'organe d'administration de la société visée. L'organe d'administration établit sur ce point un supplément au mémoire en réponse, qu'il soumet à l'approbation de la CBFA.

Les membres de l'organe d'administration et les détenteurs de titres qu'en fait ils représentent doivent agir conformément aux indications qu'ils ont données dans le mémoire en réponse ou dans le supplément audit document, tels qu'approuvés.

§ 3. Si les statuts de la société visée contiennent des clauses d'agrément ou de préemption, l'organe d'administration indique :

1° si ces clauses s'appliquent à l'égard de l'offrant, eu égard aux dispositions statutaires arrêtées le cas échéant par la société visée en application des articles 46 et 47 de la loi;

2° dans le cas où ces clauses s'appliquent à l'égard de l'offrant, si l'organe d'administration accordera ou refusera l'agrément et s'il demandera l'application des clauses de préemption. L'organe d'administration peut également se réserver la faculté de refuser l'agrément ou d'appliquer les clauses de préemption.

**Art. 29.** Si l'organe d'administration a indiqué, conformément à l'article 28, § 3, 2°, qu'il refusera l'agrément ou demandera l'application des clauses de préemption, ou qu'il se réserve la faculté de refuser l'agrément ou d'appliquer les clauses de préemption, les détenteurs de titres peuvent néanmoins répondre à l'offre, sous la condition résolutoire du respect de l'article 511 C.Soc.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux clauses d'agrément répondant aux dispositions de l'article 512 C.Soc.

#### Sous-section VI. — Période d'acceptation de l'offre et expiration de celle-ci

**Art. 30.** La période d'acceptation de l'offre ne peut être ni inférieure à deux semaines ni supérieure à dix semaines.

La période d'acceptation de l'offre débute au plus tôt soit cinq jours ouvrables après l'approbation du prospectus soit, si celle-ci a eu lieu plus tôt, après l'approbation du mémoire en réponse de la société visée.

**Art. 31.** Si une assemblée générale de la société visée est convoquée pour délibérer sur l'offre et, en particulier, sur une action susceptible de faire échouer l'offre, la période d'acceptation de l'offre est prorogée de deux semaines à compter du jour de la tenue de ladite assemblée.

Dans le cas d'une acquisition visée à l'article 15, § 2, ou d'un engagement souscrit à cet effet par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui, la période d'acceptation de l'offre est, le cas échéant, prorogée de manière à ce que les détenteurs de titres qui n'ont pas encore accepté l'offre, disposent de cinq jours ouvrables pour l'accepter, après la publication de la majoration du prix de celle-ci.

**Art. 32.** L'offrant rend publics, dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'expiration de la période d'acceptation de l'offre, les résultats de celle-ci ainsi que le nombre de titres qu'il détient à l'issue de l'offre.

**Art. 33.** Si l'offre est subordonnée à des conditions, l'offrant fait savoir au public, dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'expiration de la période d'acceptation de l'offre, si ces conditions sont remplies et, si tel n'est pas le cas, s'il y renonce ou non.

**Art. 34.** En cas de réussite de l'offre, l'offrant paie le prix dans les dix jours ouvrables qui suivent la publication des résultats de l'offre.

**Art. 35.** L'offre est rouverte si :

1° l'offrant et les personnes qui lui sont liées détiennent, à l'expiration de la période d'acceptation de l'offre, 90% ou plus des titres avec droit de vote de la société visée;

2° l'offrant demande, dans les trois mois qui suivent l'expiration de la période d'acceptation de l'offre, la radiation des titres de la société visée du marché réglementé ou du MTF sur lequel ils sont admis;

3° l'offrant s'est engagé, avant l'expiration de la période d'offre, à acquérir des titres de la société visée à un prix supérieur au prix de l'offre, pour autant qu'il n'ait pas été fait application de l'article 31, alinéa 2.

Indien, na de goedkeuring van de memorie van antwoord, de in het eerste lid bedoelde personen hun voornemen wijzigen om de effecten in hun bezit al dan niet aan de bieder in het kader van het bod over te dragen, dienen zij dit mee te delen aan het bestuursorgaan van de doelvennootschap. Het bestuursorgaan stelt dienaangaande een aanvulling bij de memorie van antwoord op en legt deze ter goedkeuring voor aan de CBFA.

De leden van het bestuursorgaan en de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen moeten handelen overeenkomstig de aanwijzingen die ze hebben verstrekt in de goedgekeurde memorie van antwoord of aanvulling van dit document.

§ 3. Indien de statuten van de doelvennootschap goedkeuringsclausules of rechten van voorkoop bevatten, geeft het bestuursorgaan aan:

1° of deze clausules en rechten gelden ten aanzien van de bieder, gelet op de statutaire bepalingen die de doelvennootschap in voorkomend geval, met toepassing van de artikelen 46 en 47 van de wet, heeft vastgesteld;

2° zo deze clausules of rechten gelden ten aanzien van de bieder, of het bestuursorgaan goedkeuring zal verlenen of weigeren en of het de toepassing van de rechten van voorkoop zal vragen. Het bestuursorgaan kan zich ook de mogelijkheid voorbehouden goedkeuring te weigeren dan wel de rechten van voorkoop toe te passen.

**Art. 29.** Indien het bestuursorgaan overeenkomstig artikel 28, § 3, 2°, aangeeft dat het goedkeuring zal weigeren of toepassing van de rechten van voorkoop zal vragen, dan wel dat het zich de mogelijkheid voorbehoudt goedkeuring te weigeren of rechten van voorkoop toe te passen, mogen de effectenhouders niettemin op het bod ingaan, onder de ontbindende voorwaarde dat artikel 511 W.Venn. wordt nageleefd.

Het eerste lid is niet van toepassing op goedkeuringsclausules die aan artikel 512 W.Venn. beantwoorden.

#### Onderafdeling VI. — Aanvaardingsperiode van een bod en het verstrijken ervan

**Art. 30.** De aanvaardingsperiode van een bod bedraagt niet minder dan 2 weken en niet meer dan 10 weken.

De aanvaardingsperiode van het bod start ten vroegste hetzij vijf werkdagen na de goedkeuring van het prospectus, hetzij na de goedkeuring van de memorie van antwoord van de doelvennootschap, indien deze datum vroeger valt.

**Art. 31.** Indien een algemene vergadering van de doelvennootschap wordt samengeroepen om te beraadslagen over het bod en inzonderheid over een actie die het bod zou kunnen dwarsbomen, wordt de aanvaardingsperiode van het bod verlengd tot 2 weken na de dag van voornoemde vergadering.

In geval van een verwerving, bedoeld in artikel 15, § 2, of het aangaan van een verbintenis hiertoe door de bieder of een persoon die met hem in onderling overleg handelt, wordt, in voorkomend geval, de aanvaardingsperiode van het bod verlengd zodat effectenhouders die het bod nog niet hebben aanvaard, over 5 werkdagen beschikken om het, na de publicatie van de verhoging van de biedprijs, te aanvaarden.

**Art. 32.** De bieder publiceert binnen vijf werkdagen na het verstrijken van de aanvaardingsperiode de resultaten van het bod en hoeveel effecten hij bezit na het bod.

**Art. 33.** Indien het bod is onderworpen aan voorwaarden, deelt de bieder, binnen vijf werkdagen na het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het bod, aan het publiek mee of deze voorwaarden vervuld zijn en, zo niet, of hij er al dan niet afstand van doet.

**Art. 34.** In geval van een succesvol bod, betaalt de bieder de prijs binnen de tien werkdagen na de publicatie van de resultaten van het bod.

**Art. 35.** Het bod wordt heropend indien:

1° de bieder en de met hem verbonden personen, na het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het bod, 90% of meer van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap bezitten;

2° de bieder, binnen drie maanden na het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het bod, de schrapping vraagt van de toelating van de effecten van de doelvennootschap tot de handel op een gereglementeerde markt of MTF;

3° de bieder, voordat de biedperiode is verstreken, zich heeft verbonden om effecten van de doelvennootschap te verwerven tegen een hogere prijs dan die van het bod, voor zover artikel 31, tweede lid, niet werd toegepast.

**Art. 36.** La réouverture de l'offre a lieu dans les dix jours ouvrables qui suivent la publication des résultats ou la constatation du fait donnant lieu à la réouverture. La période d'acceptation de l'offre rouverte ne peut être ni inférieure à cinq jours ouvrables ni supérieure à quinze jours ouvrables.

Dans le cas visé à l'article 35, 3°, l'offrant rouvre son offre au prix supérieur et verse la différence de prix aux détenteurs de titres qui ont répondu à la précédente offre ou contre-offre.

#### Sous-section VII. — Contre-offre et surenchère

**Art. 37.** Le prix d'une contre-offre ou d'une surenchère excède d'au moins 5 % celui de la (dernière) offre, contre-offre ou surenchère.

**Art. 38.** Sans préjudice de l'application des articles 16 et 17, les conditions auxquelles est soumise la contre-offre ou surenchère ne sont pas plus restrictives que celles auxquelles est soumise la (dernière) offre, contre-offre ou surenchère.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'empêche pas le contre-offrant de subordonner sa contre-offre à la condition suspensive visée à l'article 4.

**Art. 39.** L'avis annonçant l'intention de lancer une contre-offre ou de surenchérir est rendu public deux jours au moins avant l'expiration de la période d'acceptation de la dernière offre, contre-offre ou surenchère.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la présente section sont applicables en cas de contre-offre et de surenchère.

En outre,

1° le projet de prospectus établi par le contre-offrant est communiqué également par la CBFA à l'offrant; si la CBFA n'a pas encore approuvé le prospectus de l'offrant, elle transmet au contre-offrant le projet de prospectus visé à l'article 6;

2° dans son avis, l'organe d'administration de la société visée procède à une comparaison entre l'offre et la contre-offre. S'il exprime une préférence pour l'offre ou la contre-offre, il doit le faire en tenant compte de l'ensemble des intérêts de la société, des détenteurs de titres, des créanciers et du personnel, en ce compris l'emploi;

3° si, pendant la période d'offre, l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui a payé un prix supérieur au prix de l'offre, le prix de l'offre est relevé, conformément à l'article 15, § 2, de manière à excéder d'au moins 5 % le prix de la contre-offre;

4° la période d'acceptation de l'offre est prorogée jusqu'au moment de l'expiration de la période d'acceptation de la contre-offre, sauf en cas de retrait régulier de l'offre conformément aux articles 16 ou 17.

L'alinéa 2 est applicable par analogie en cas de surenchère. Si, au moment du dépôt de l'avis annonçant une contre-offre, d'autres contre-offres avaient déjà été lancées, les personnes dont émanent ces autres contre-offres sont, pour l'application de l'alinéa 2, considérées comme des offrants.

§ 2. En ce qui concerne l'information procurée par la société visée, l'offrant, le contre-offrant et le surenchérisseur sont mis sur un pied d'égalité.

**Art. 41.** Tout surenchérisseur dont l'offre, la contre-offre ou la surenchère a déjà fait l'objet d'un prospectus approuvé par la CBFA, établit, conformément à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de la loi, un supplément au prospectus.

#### Sous-section VIII. — Offre de reprise et droit de vente après une offre volontaire

**Art. 42.** Si, conformément à l'article 513, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, C.Soc., l'offrant, à la suite d'une offre publique ou de sa réouverture, possède 95 % du capital assorti de droits de vote et 95 % des titres avec droit de vote, il peut exiger de tous les autres détenteurs de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote qu'ils lui cèdent leurs titres au prix de l'offre, à condition qu'il ait acquis, par acceptation de l'offre, des titres représentant au moins 90% du capital assorti de droits de vote faisant l'objet de l'offre.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les titres détenus par les personnes qui agissent de concert avec l'offrant au sens de l'article 513, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, C.Soc., sont assimilés aux titres détenus par l'offrant lui-même.

**Art. 43.** En cas d'application de l'article 42, l'offrant rouvre son offre dans un délai de trois mois à dater de l'expiration de la période d'acceptation de l'offre. Cette réouverture s'effectue aux mêmes

**Art. 36.** Een heropening van het bod vindt plaats binnen tien werkdagen na de publicatie van de resultaten of de vaststelling van het feit dat tot heropening aanleiding geeft. De aanvaardingsperiode van het heropende bod bedraagt minimaal vijf en maximaal vijftien werkdagen.

In het geval, bedoeld in artikel 35, 3°, heropent de bieder zijn bod tegen de hogere prijs en betaalt hij het prijsverschil uit aan de effectenhouders die op het vorige bod of tegenbod zijn ingegaan.

#### Onderafdeling VII. — Tegenbod en hoger bod

**Art. 37.** De prijs van een tegenbod of hoger bod is ten minste 5 % hoger dan de prijs van het (laatste) bod, tegenbod of hoger bod.

**Art. 38.** Onverminderd de toepassing van de artikelen 16 en 17 zijn de voorwaarden die voor een tegenbod of hoger bod gelden, niet meer beperkend dan de voorwaarden van het (laatste) bod, tegenbod of hoger bod.

Het eerste lid verhindert niet dat een tegenbieder zijn tegenbod onderwerpt aan de opschortende voorwaarde, zoals bedoeld in artikel 4.

**Art. 39.** De kennisgeving van het voornemen om een tegenbod of hoger bod uit te brengen wordt ten minste twee dagen voor het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het laatste bod, tegenbod of hoger bod bekendgemaakt.

**Art. 40.** § 1. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing in geval van een tegenbod en hoger bod.

Bovendien,

1° wordt het door de tegenbieder opgestelde ontwerp-prospectus door de CBFA ook aan de bieder meegedeeld; indien de CBFA het prospectus van de bieder nog niet heeft goedgekeurd, laat zij de tegenbieder het ontwerp-prospectus als bedoeld in artikel 6 toekomen;

2° maakt het bestuursorgaan van de doelvennootschap in zijn standpunt een vergelijking tussen bod en tegenbod. Wanneer hij een voorkeur laat blijken voor het bod of het tegenbod, dan moet hij dit doen rekening houdend met het geheel van de belangen van de vennootschap, van de effectenhouders, van de schuldeisers en van de werknemers met inbegrip van de werkgelegenheid;

3° indien de bieder of een persoon die met hem in onderling overleg optreedt tijdens de biedperiode een prijs heeft betaald die hoger is dan de prijs van het bod, wordt de biedprijs verhoogd, overeenkomstig artikel 15, § 2, zodat de biedprijs ten minste 5 % hoger ligt dan de prijs van het tegenbod;

4° wordt de aanvaardingsperiode van het bod verlengd tot het ogenblik waarop de aanvaardingsperiode van het tegenbod verstrijkt, tenzij in geval van een regelmatige intrekking van het bod overeenkomstig de artikelen 16 of 17.

Het tweede lid is van overeenkomstige toepassing in geval van hoger bod. Indien op het ogenblik van de kennisgeving van een tegenbod reeds andere tegenbiedingen werden uitgebracht, dan worden de personen van wie deze andere tegenbiedingen uitgaan, voor de toepassing van het tweede lid als bieders beschouwd.

§ 2. Inzake informatieverstrekking door de doelvennootschap worden een bieder, tegenbieder en hogere bieder op voet van gelijkheid geplaatst.

**Art. 41.** Een hogere bieder wiens bod, tegenbod of hoger bod reeds in een door de CBFA goedgekeurd prospectus is uiteengezet, stelt, overeenkomstig artikel 17, § 1, van de wet, een aanvulling bij het prospectus op.

#### Onderafdeling VIII. — Bod tot uitkoop en recht tot verkoop na een vrijwillig bod

**Art. 42.** Indien de bieder, overeenkomstig artikel 513, § 1, eerste lid, W. Venn., ingevolge een openbaar bod of de heropening ervan, 95 % bezit van het kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden en 95 % van de effecten met stemrecht, kan hij van alle overige houders van effecten met stemrecht of effecten die toegang geven tot stemrecht, eisen dat zij hem hun effecten tegen de biedprijs overdragen, op voorwaarde dat hij, door de aanvaarding van het bod, effecten heeft verworven die ten minste 90% vertegenwoordigen van het door het bod bestreken kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de effecten in het bezit van de personen die in onderling overleg met de bieder handelen in de zin van artikel 513, § 1, vierde lid, W. Venn., gelijkgesteld met de effecten die door de bieder zelf worden gehouden.

**Art. 43.** In geval van toepassing van artikel 42, heropent de bieder zijn bod binnen een termijn van drie maanden na het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het bod. Deze heropening gebeurt tegen

conditions que l'offre; la période d'acceptation de l'offre rouverte compte au moins quinze jours ouvrables.

Cette réouverture équivaut à une offre de reprise au sens de l'article 513 C.Soc., à laquelle l'arrêté royal relatif aux offres publiques de reprise n'est pas applicable.

Les titres non présentés à l'expiration de la période d'acceptation de l'offre ainsi rouverte sont réputés transférés de plein droit à l'offrant. Les fonds ou titres nécessaires au paiement du prix des titres ainsi transférés sont consignés auprès de la Caisse des dépôts et consignations au profit de leurs anciens propriétaires.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Si, conformément à l'article 513, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, C.Soc., l'offrant, à la suite d'une offre publique ou de sa réouverture, possède 95 % du capital assorti de droits de vote et 95 % des titres avec droit de vote, tout détenteur de titres a droit à ce que l'offrant reprenne ses titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote au prix de l'offre, à condition que l'offrant ait acquis, par acceptation de l'offre, des titres représentant au moins 90% du capital assorti de droits de vote faisant l'objet de l'offre.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les titres détenus par les personnes qui agissent de concert avec l'offrant au sens de l'article 513, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, C.Soc., sont assimilés aux titres détenus par l'offrant lui-même.

§ 2. En cas d'application du § 1<sup>er</sup>, les détenteurs de titres concernés portent leur demande à la connaissance de l'offrant, ou de la personne qu'il a désignée, dans un délai de trois mois à dater de l'expiration de la période d'acceptation de l'offre, par lettre recommandée avec accusé de réception. La CBFA est informée par l'offrant des demandes introduites, ainsi que des achats effectués et du prix pratiqué.

#### Sous-section IX. — Interdictions après la période d'offre

**Art. 45.** Il n'est pas permis à l'offrant ni aux personnes agissant de concert avec lui d'acquérir directement ou indirectement, pendant une période d'un an à compter de la fin de la période d'offre, des titres qui étaient visés par l'offre publique, à des conditions plus avantageuses pour les cédants que celles prévues par l'offre publique en question, à moins de verser la différence de prix à tous les détenteurs de titres qui ont répondu à l'offre.

#### Section II. — Offre publique d'acquisition portant sur des certificats immobiliers et autres titres de créance

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la section I<sup>re</sup> sont applicables à toute offre publique d'acquisition portant sur des certificats immobiliers.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les articles 3, 1<sup>o</sup>, 16, 19 à 23, 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 28, §§ 1<sup>er</sup> et 3, 29, 31 et 42 à 44 ne sont pas applicables aux offres publiques d'acquisition portant sur des certificats immobiliers.

§ 3. Une offre publique d'acquisition portant sur des certificats immobiliers est en outre soumise aux dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> l'offre porte sur la totalité des certificats immobiliers de même catégorie émis par la société visée et non encore détenus par l'offrant;

2<sup>o</sup> le prospectus contient, sans préjudice de l'application de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi, au moins les renseignements prévus par le schéma II annexé au présent arrêté;

3<sup>o</sup> le mémoire en réponse comporte, sans préjudice de l'application des articles 22 à 30 de la loi, au moins :

a) les remarques éventuelles de la société visée concernant le prospectus;

b) l'avis motivé émis sur l'offre, en ce qui concerne les répercussions de la mise en œuvre de l'offre, avis dans lequel l'organe d'administration tient compte des intérêts de tous les détenteurs de certificats immobiliers;

c) le nombre de certificats immobiliers qui sont détenus par les membres de l'organe d'administration ou par les personnes qu'en fait ils représentent, ainsi qu'une mention indiquant si ceux-ci ont l'intention ou non de répondre à l'offre;

d) si les membres de l'organe d'administration ou les détenteurs de titres qu'en fait ils représentent n'adoptent pas une position unanime quant à leur intention de céder ou de ne pas céder dans le cadre de l'offre les titres qu'ils possèdent, l'indication des positions divergentes des membres, en précisant s'il s'agit de membres considérés comme administrateurs indépendants ou de membres qui représentent en fait certains détenteurs de titres.

dezelfde voorwaarden als deze van het bod; de aanvaardingsperiode van het heropende bod bedraagt ten minste vijftien werkdagen.

Deze heropening geldt als een uitkoopbod in de zin van artikel 513 W.Venn., waarop het koninklijk besluit op de openbare uitkoopbiedingen niet van toepassing is.

De effecten die bij het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het aldus heropende bod niet zijn aangeboden, worden geacht van rechtswege aan de bieder te zijn overgedragen. De noodzakelijke middelen of effecten voor de betaling van de prijs van de aldus overgedragen effecten worden in bewaring gegeven bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van hun vroegere eigenaars.

**Art. 44.** § 1. Indien de bieder, overeenkomstig artikel 513, § 1, eerste lid, W. Venn., ingevolge een openbaar bod of de heropening ervan, 95% bezit van het kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden en 95 % van de effecten met stemrecht, heeft elke effectenhouder het recht dat de bieder zijn effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht tegen de biedprijs overneemt, op voorwaarde dat de bieder, door de aanvaarding van het bod, effecten heeft verworven die ten minste 90 % vertegenwoordigen van het door het bod bestreken kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de effecten in het bezit van de personen die in onderling overleg met de bieder handelen in de zin van artikel 513, § 1, vierde lid, W.Venn., gelijkgesteld met de effecten die door de bieder zelf worden gehouden.

§ 2. In geval van toepassing van § 1, geven de betrokken effectenhouders kennis van hun verzoek aan de bieder of de door hem aangeduide persoon binnen een termijn van drie maanden na het verstrijken van de aanvaardingsperiode van het bod, onder de vorm van een aangetekende brief met ontvangstbewijs. De CBFA wordt door de bieder ingelicht over de ingediende verzoeken, evenals de aankopen en de gehanteerde prijs.

#### Onderafdeling IX. — Verbodsbepalingen na de biedperiode

**Art. 45.** Het is de bieder en de met hem in onderling overleg handelende personen niet toegestaan gedurende een jaar na het einde van de biedperiode rechtstreeks of onrechtstreeks effecten te verwerven waarop het openbaar bod betrekking had, tegen voor de overdragers gunstiger voorwaarden dan deze bepaald in het openbaar bod, tenzij mits toekenning van het prijsverschil aan alle effectenhouders die op het bod zijn ingegaan.

#### Afdeling II. — Openbaar overnamebod op vastgoedcertificaten en andere schuldinstrumenten

**Art. 46.** § 1. De bepalingen van Afdeling I zijn toepasselijk op een openbaar overnamebod op vastgoedcertificaten.

§ 2. In afwijking van § 1 zijn de artikelen 3, 1<sup>o</sup>, 16, 19 tot 23, 24, eerste lid, 28, §§ 1 en 3, 29, 31, 42 tot 44, niet van toepassing op een openbaar overnamebod op vastgoedcertificaten.

§ 3. Bovendien, in geval van een openbaar overnamebod op vastgoedcertificaten:

1<sup>o</sup> slaat het bod op alle vastgoedcertificaten van dezelfde categorie uitgegeven door de doelvennootschap, die nog niet in bezit zijn van de bieder;

2<sup>o</sup> bevat het prospectus, onverminderd de toepassing van artikel 13, § 1, van de wet, ten minste de gegevens opgenomen in schema II, opgenomen als bijlage bij dit besluit;

3<sup>o</sup> bevat de memorie van antwoord, onverminderd de toepassing van de artikelen 22 tot 30 van de wet, minstens :

a) de eventuele bemerkingen van de doelvennootschap bij het prospectus;

b) het met redenen omklede standpunt over het bod over de gevolgen van de uitvoering van het bod, waarbij het bestuursorgaan de belangen van alle houders van vastgoedcertificaten betracht;

c) hoeveel vastgoedcertificaten in het bezit zijn van de leden van het bestuursorgaan of van de personen die zij in feite vertegenwoordigen, alsmede of zij al dan niet voornemens zijn het bod te aanvaarden;

d) wanneer de leden van het bestuursorgaan of de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen, geen eensgezinde stelling innemen omtrent hun voornemen om de effecten in hun bezit al dan niet over te dragen in het kader van het bod, vermelding van de verschillende stellingnames van de leden, met aanduiding van de leden die als onafhankelijke bestuurders worden beschouwd en van de leden die in feite bepaalde effectenhouders vertegenwoordigen.



4° l'organe d'administration de la société visée qui, conformément à l'article 40, 2°, marque une préférence pour l'offre ou la contre-offre, doit tenir compte des intérêts de tous les détenteurs de certificats immobiliers.

Les membres de l'organe d'administration et les détenteurs de titres qu'en fait ils représentent doivent agir conformément aux indications données.

§ 3. Dans le cas où la société visée n'est pas propriétaire du ou des biens sur les revenus, produits et prix de réalisation desquels portent les certificats immobiliers, l'organe d'administration de la société visée communie au propriétaire le projet de prospectus visé à l'article 6, au plus tard le jour suivant celui de sa réception conformément à l'article 26. Dans ce cas, le propriétaire établit également un mémoire en réponse, conformément à l'article 46, § 3, 3° et 4°.

**Art. 47.** Sauf dérogation accordée par la CBFA, l'article 46, §§ 1<sup>er</sup> et 2, s'applique mutatis mutandis à toute offre publique portant sur des titres visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 8°, ii), de la loi, autres que des certificats immobiliers.

*Section III. — Offre publique de rachat de titres avec droit de vote*

**Art. 48.** Les dispositions de la section I<sup>re</sup> sont applicables à toute offre publique de rachat de titres avec droit de vote.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 3, 1°, 11, 26 à 29 et 30, alinéa 2, ne sont pas applicables.

### CHAPITRE III. — *Offre obligatoire*

**Art. 49.** Le présent chapitre s'applique dans le cas où la société visée a son siège statutaire en Belgique, pour autant qu'une partie au moins de ses titres avec droit de vote soient admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur les marchés d'instruments financiers Alternext et Marché Libre, organisés par Euronext Brussels.

*Section I<sup>re</sup>. — Naissance de l'obligation de lancer une offre à la suite du dépassement du seuil*

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une personne franchit, à la suite d'une acquisition de titres avec droit de vote d'une société visée, le seuil de 30 % des titres avec droit de vote de cette société, elle est tenue de lancer une offre d'acquisition portant sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par la société visée en question.

§ 2. Pour établir si une personne franchit le seuil de 30 % visé au § 1<sup>er</sup>, sont ajoutés à ses titres :

1° les titres détenus par des personnes liées à cette personne au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° les titres détenus par des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à cette personne et aux personnes visées au 1°.

§ 3. Pour établir s'il y a eu acquisition, par une personne, au sens du § 1<sup>er</sup>, il est tenu compte également des acquisitions réalisées par :

1° des personnes liées à cette personne au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à cette personne et aux personnes visées au 1°.

§ 4. Lorsque des personnes qui agissent de concert franchissent, à la suite d'une acquisition de titres avec droit de vote d'une société visée par l'une quelconque d'entre elles, le seuil de 30 % des titres avec droit de vote de cette société, elles sont solidairement tenues de lancer une offre d'acquisition portant sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par la société visée en question.

Toutefois, si le seuil de 30 % est franchi, conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, par une seule des personnes qui agissent de concert, l'obligation de lancer l'offre n'incombe qu'à cette personne.

§ 5. Pour établir si des personnes agissant de concert franchissent le seuil de 30 % visé au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, sont ajoutés à leurs titres :

1° les titres détenus par des personnes liées à ces personnes au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° les titres détenus par des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à ces personnes et aux personnes visées au 1°.

4° moet het bestuursorgaan van de doelvennootschap dat, overeenkomstig artikel 40, 2°, een voorkeur laat blijken voor het bod of het tegenbod, rekening houden met de belangen van alle houders van vastgoedcertificaten.

De leden van het bestuursorgaan en de effectenhouders die zij in feite vertegenwoordigen moeten handelen overeenkomstig de gegevens die ze hebben verstrekt.

§ 3. In geval de doelvennootschap niet de eigenaar is van het goed of de goederen op de inkomsten, opbrengsten en realisatiewaarde waarvan de vastgoedcertificaten betrekking hebben, deelt het bestuursorgaan van de doelvennootschap het in artikel 6, bedoelde ontwerp-prospectus mee aan de eigenaar, uiterlijk de dag na de ontvangst ervan overeenkomstig artikel 26. In dat geval stelt de eigenaar eveneens een memorie van antwoord op, overeenkomstig artikel 46, § 3, 3° en 4°.

**Art. 47.** Behoudens afwijking door de CBFA, is artikel 46, §§ 1 en 2, mutatis mutandis toepasselijk op een openbaar bod op effecten bedoeld in artikel 3, § 1, 8°, ii), van de wet, andere dan vastgoedcertificaten.

*Afdeling III. — Openbaar bod tot inkoop van effecten met stemrecht*

**Art. 48.** De bepalingen van Afdeling I zijn toepasselijk op een openbaar bod tot inkoop van effecten met stemrecht.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 3, 1°, 11, 26 tot 29, 30, tweede lid, niet van toepassing.

### HOOFDSTUK III. — *Verplicht bod*

**Art. 49.** Dit hoofdstuk geldt voor een doelvennootschap met statutaire zetel in België, voor zover minstens een gedeelte van haar effecten met stemrecht zijn toegelaten tot de handel op een geregelenteerde markt of tot de markten in financiële instrumenten Alternext en Vrije Markt, georganiseerd door Euronext Brussels.

*Afdeling I. — Ontstaan van de biedplicht ten gevolge van drempeloverschrijding*

**Art. 50.** § 1. Wanneer een persoon, ten gevolge van een verwerving van effecten met stemrecht van een doelvennootschap, de drempel van 30 % van de effecten met stemrecht van die vennootschap overschrijdt, dient hij een overnamebod uit te brengen op alle door de betrokken doelvennootschap uitgegeven effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht.

§ 2. Om te bepalen of een persoon de in § 1 bedoelde drempel van 30 % overschrijdt, worden aan zijn effecten de volgende effecten toegevoegd :

1° de effecten die worden gehouden door de met die persoon verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de effecten die worden gehouden door de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., voor die persoon en voor de sub 1° bedoelde personen.

§ 3. Om te bepalen of een verwerving heeft plaatsgevonden door een persoon in de zin van § 1, wordt ook rekening gehouden met de verwervingen door :

1° de met die persoon verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., voor die persoon en voor de sub 1° bedoelde personen.

§ 4. Wanneer de personen die in onderling overleg handelen, ten gevolge van een verwerving van effecten met stemrecht van een doelvennootschap door één van die personen, de drempel van 30 % van de effecten met stemrecht van die vennootschap overschrijden, zijn zij hoofdelijk gehouden een overnamebod uit te brengen op alle door de betrokken doelvennootschap uitgegeven effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht.

Als de drempel van 30 % echter overeenkomstig §§ 1 tot 3 wordt overschreden door één van de personen die in onderling overleg handelen, geldt de verplichting om een overnamebod uit te brengen, enkel voor die ene persoon.

§ 5. Om te bepalen of de personen die in onderling overleg handelen de in § 4, eerste lid, bedoelde drempel van 30 % overschrijden, worden aan hun effecten de volgende effecten toegevoegd :

1° de effecten die worden gehouden door de met die personen verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de effecten die worden gehouden door de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., voor die personen en voor de sub 1° bedoelde personen.

§ 6. Pour établir s'il y a eu acquisition, par une personne, au sens du § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, il est tenu compte également des acquisitions réalisées par :

1° des personnes liées à cette personne au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à cette personne et aux personnes visées au 1°.

§ 7. En outre, les règles particulières suivantes s'appliquent aux personnes agissant de concert :

1° Les personnes qui concluent un accord d'action de concert et détiennent ensemble plus de 30 % des titres avec droit de vote de la société visée, sans qu'aucune d'entre elles n'ait franchi ce seuil auparavant, sont solidairement tenues de lancer une offre obligatoire lors de la première acquisition, par l'une quelconque d'entre elles, de titres, tels que visés ci-dessus, auprès d'une partie qui n'est pas concernée par l'action de concert, et ce dans un délai de trois ans après la conclusion de l'accord. Toutefois, si l'une des parties à l'action de concert franchit le seuil de 30 %, conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, l'obligation de lancer une offre n'incombe qu'à cette personne;

2° Lorsque plusieurs personnes agissant de concert détiennent plus de 30 % des titres avec droit de vote d'une société visée et que l'une d'entre elles cède, directement ou par le biais du marché, ses titres à un tiers qui adhère à l'action de concert, les parties à la nouvelle action de concert sont solidairement tenues de lancer une offre obligatoire, à moins que les parties à l'action de concert initiale continuent, de manière ininterrompue, à détenir plus de 30 % des titres avec droit de vote de la société visée. Toutefois, si l'une des parties à la nouvelle action de concert franchit le seuil de 30 %, conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, l'obligation de lancer une offre n'incombe qu'à cette personne.

3° Les §§ 5 et 6 sont applicables au présent paragraphe.

§ 8. Lorsqu'une personne franchit, seule ou de concert, le seuil visé au § 1<sup>er</sup> ou au § 4 à la suite de l'annulation des titres avec droit de vote de la société visée autre qu'une personne liée, l'obligation de lancer une offre naît lors de la première acquisition de titres qui a lieu dans les trois ans suivant le franchissement du seuil.

Le calcul du franchissement du seuil visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est opéré conformément au § 2 ou au § 5. L'appréciation de la première acquisition de titres visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est effectuée conformément au § 3 ou au § 6.

§ 9. Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par « action de concert initiale » soit l'action de concert notifiée et communiquée conformément à l'article 74 de la loi, soit l'action de concert qui a donné naissance à l'obligation de lancer une offre, visée au présent article, soit l'action de concert dont toutes les parties sont membres depuis plus de trois ans..

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une personne acquiert directement ou indirectement, à la suite d'une acquisition de titres, le contrôle d'une entreprise détentrice, elle est tenue de lancer une offre d'acquisition portant sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par la société visée en question.

§ 2. Pour établir si une personne acquiert le contrôle conformément au § 1<sup>er</sup>, les titres suivants sont également pris en compte :

1° les titres détenus par des personnes liées à cette personne au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° les titres détenus par des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à cette personne et aux personnes visées au 1°.

§ 3. Pour établir s'il y a eu acquisition, par une personne, au sens du § 1<sup>er</sup>, il est tenu compte également des acquisitions réalisées par :

1° des personnes liées à cette personne au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à cette personne et aux personnes visées au 1°.

§ 4. Lorsque des personnes qui agissent de concert franchissent, à la suite d'une acquisition de titres, par l'une quelconque d'entre elles, le seuil de 50 % des titres avec droit de vote d'une entreprise détentrice ou acquièrent de concert plus de 50 % des titres avec droit de vote d'une personne qui exerce de manière directe ou indirecte le contrôle de droit sur l'entreprise détentrice, elles sont solidairement tenues de lancer une offre d'acquisition portant sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par la société visée en question.

§ 6. Om te bepalen of een verwerving heeft plaatsgevonden door een persoon in de zin van § 4, eerste lid, wordt ook rekening gehouden met de verwervingen door :

1° de met die persoon verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., voor die persoon en voor de sub 1° bedoelde personen

§ 7. De volgende specifieke regels gelden bovendien voor personen die in onderling overleg handelen :

1° De personen die een akkoord van onderling overleg sluiten en samen meer dan 30 % van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap houden, zonder dat één van hen die drempel vooraf overschreed, zijn hoofdelijk gehouden om een verplicht bod uit te brengen, ter gelegenheid van de eerste verwerving, door één van die personen, van effecten als voormeld van een partij die niet bij het overleg is betrokken, en dit binnen de tijdspanne van drie jaar na de sluiting van het akkoord. Indien echter één van de partijen bij het onderling overleg de drempel van 30 % overschrijdt, overeenkomstig §§ 1 tot 3, geldt de biedplicht enkel voor deze partij;

2° Wanneer verschillende personen die in onderling overleg handelen meer dan 30% van de effecten met stemrecht van een doelvennootschap houden en één van hen haar effecten rechtstreeks of via de markt overdraagt aan een derde die toetreedt tot het onderling overleg, zijn de partijen bij het nieuw onderling overleg hoofdelijk gehouden om een verplicht bod uit te brengen, tenzij de partijen bij het oorspronkelijk onderling overleg ononderbroken meer dan 30 % blijven houden van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap. Indien echter één van de partijen bij het nieuw onderling overleg de drempel van 30 % overschrijdt, overeenkomstig §§ 1 tot 3, geldt de biedplicht enkel voor deze partij.

3° De §§ 5 en 6 zijn van toepassing op deze paragraaf.

§ 8. Wanneer een persoon, alleen of in onderling overleg, de in § 1 of § 4 bedoelde drempel overschrijdt ten gevolge van de vernietiging van effecten met stemrecht van de doelvennootschap die geen verbonden persoon is, ontstaat de biedplicht bij de eerste effectenverwerving, die plaats vindt binnen de drie jaar na de drempeloverschrijding.

De berekening van de drempeloverschrijding, bedoeld in het eerste lid, gebeurt overeenkomstig § 2 of § 5. De beoordeling van de eerste effectenverwerving, bedoeld in het eerste lid, gebeurt overeenkomstig § 3 of § 6.

§ 9. Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « oorspronkelijk onderling overleg » hetzij het conform artikel 74 van de wet aangemeld en meegedeeld onderling overleg, hetzij het onderling overleg dat de in dit artikel bedoelde verplichting heeft doen ontstaan om een overnamebod uit te brengen, hetzij het onderling overleg waarvan alle partijen meer dan drie jaar lid zijn..

**Art. 51.** § 1. Wanneer een persoon, ten gevolge van een verwerving van effecten, rechtstreeks of onrechtstreeks de controle over een houdsteronderneming verwerft, dient hij een overnamebod uit te brengen op alle door de betrokken doelvennootschap uitgegeven effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht.

§ 2. Om te bepalen of een persoon overeenkomstig § 1 de controle verwerft, worden de volgende effecten eveneens in aanmerking genomen :

1° de effecten die worden gehouden door de met die persoon verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de effecten die worden gehouden door de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., voor die persoon en voor de sub 1° bedoelde personen.

§ 3. Om te bepalen of een verwerving heeft plaatsgevonden door een persoon in de zin van § 1, wordt ook rekening gehouden met de verwervingen door :

1° de met die persoon verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., voor die persoon en voor de sub 1° bedoelde personen.

§ 4. Wanneer de personen die in onderling overleg handelen, ten gevolge van een verwerving van effecten door één van die personen, de drempel van 50 % van de effecten met stemrecht van een houdsteronderneming overschrijden of in overleg meer dan 50 % van de effecten met stemrecht verwerven van een persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks de controle in rechte uitoefent over de houdsteronderneming, zijn zij hoofdelijk gehouden om een overnamebod uit te brengen op alle door de betrokken doelvennootschap uitgegeven effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht.

Toutefois, si l'une des personnes agissant de concert acquiert le contrôle, l'obligation de lancer une offre, conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, n'incombe qu'à cette personne.

§ 5. Pour établir si des personnes agissant de concert franchissent le seuil de 50 % visé au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, sont ajoutés à leurs titres :

1° les titres détenus par des personnes liées à ces personnes au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° les titres détenus par des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à ces personnes et aux personnes visées au 1°.

§ 6. Pour établir s'il y a eu acquisition, par une personne, au sens du § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, il est tenu compte également des acquisitions réalisées par :

1° des personnes liées à cette personne au sens de l'article 11, 2°, C.Soc.;

2° des personnes servant d'intermédiaire, au sens de l'article 7, § 2, C.Soc., à cette personne et aux personnes visées au 1°.

§ 7. En outre, les règles particulières suivantes s'appliquent aux personnes agissant de concert :

1° Les personnes qui concluent un accord d'action de concert et détiennent ensemble plus de 50% des titres avec droit de vote de l'entreprise détentrice ou d'une personne qui exerce de manière directe ou indirecte le contrôle de droit sur l'entreprise détentrice, sans qu'aucune d'entre elles n'ait franchi ce seuil auparavant, sont solidairement tenues de lancer une offre obligatoire sur les titres de la société visée concernée, lors de la première acquisition, par l'une quelconque d'entre elles, de titres, tels que visés ci-dessus, auprès d'une partie qui n'est pas concernée par l'action de concert, et ce dans un délai de trois ans après la conclusion de l'accord. Toutefois, si l'une des parties à l'action de concert acquiert le contrôle, conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, l'obligation de lancer une offre n'incombe qu'à cette personne;

2° Lorsque plusieurs personnes agissant de concert détiennent plus de 50 % des titres avec droit de vote d'une entreprise détentrice ou d'une personne qui exerce de manière directe ou indirecte le contrôle de droit sur l'entreprise détentrice et que l'une d'entre elles cède, directement ou par le biais du marché, ses titres à un tiers qui adhère à l'action de concert, les parties à la nouvelle action de concert sont solidairement tenues de lancer une offre obligatoire sur les titres de la société visée concernée, à moins que les parties à l'action de concert initiale continuent, de manière ininterrompue, à détenir plus de 50% des titres avec droit de vote tels que visés ci-dessus. Toutefois, si l'une des parties à la nouvelle action de concert acquiert le contrôle, conformément aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, l'obligation de lancer une offre n'incombe qu'à cette personne.

5° Les §§ 5 et 6 sont applicables au présent paragraphe.

§ 8. Pour l'application du présent article, il y lieu d'entendre par « action de concert initiale » soit l'action de concert notifiée et communiquée conformément à l'article 74 de la loi, soit l'action de concert qui a donné naissance à l'obligation de lancer une offre, visée au présent article, soit l'action de concert dont toutes les parties sont membres depuis plus de trois ans.

#### Section II. — Dérogations à l'obligation de lancer une offre

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation de lancer une offre, telle que définie dans la section I<sup>re</sup>, ne s'applique pas dans le cas d'une acquisition :

1° qui est réalisée dans le cadre d'une offre publique d'acquisition volontaire régulière;

2° qui est réalisée entre personnes liées au sens de l'article 11 C.Soc.;

3° lorsqu'il est démontré qu'un tiers exerce le contrôle de la société ou qu'il détient une participation supérieure à celle détenue par la personne qui, seule ou de concert, détient 30 % des droits de vote de la société;

4° qui est réalisée dans le cadre de la souscription à une augmentation de capital d'une société en difficultés au sens de l'article 633 C.Soc., décidée par l'assemblée générale;

5° qui est réalisée dans le cadre de la souscription à une augmentation de capital, avec droit de préférence, d'une société, décidée par l'assemblée générale;

6° qui est réalisée dans le cadre d'une opération de fusion, pour autant que la personne qui, seule ou de concert, acquiert plus de 30% des droits de vote de la société absorbante ou nouvelle, n'ait pas émis la majorité des voix lors du vote sur la décision de fusion au sein de

Indien echter één van de personen die in onderling overleg handelen, de controle verwerft, geldt, overeenkomstig de §§ 1 tot 3, de verplichting om een overnamebod uit te brengen, enkel voor die ene persoon.

§ 5. Om te bepalen of de personen die in onderling overleg handelen de in § 4, eerste lid, bedoelde drempel van 50 % overschrijden, worden aan hun effecten de volgende effecten toegevoegd:

1° de effecten die worden gehouden door de met die personen verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de effecten die worden gehouden door de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn, voor die personen en voor de sub 1° bedoelde personen.

§ 6. Om te bepalen of een verwerving heeft plaatsgevonden door een persoon in de zin van § 4, eerste lid, wordt ook rekening gehouden met de verwervingen door :

1° de met die persoon verbonden personen in de zin van artikel 11, 2°, W.Venn.;

2° de personen die optreden als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn, voor die persoon en voor de sub 1° bedoelde personen

§ 7. De volgende specifieke regels gelden bovendien voor personen die in onderling overleg handelen:

1° De personen die een akkoord van onderling overleg sluiten en samen meer dan 50 % van de effecten met stemrecht houden van de houdsteronderneming of van een persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks de controle in rechte uitoefent over een houdsteronderneming, zonder dat één van hen die drempel vooraf overschreed, zijn hoofdelijk gehouden om een verplicht bod uit te brengen op de effecten van de betrokken doelvennootschap, ter gelegenheid van de eerste verwerving, door één van die personen, van effecten als eerst vermeld van een partij die niet bij het overleg is betrokken, en dit binnen de tijdsperiode van drie jaar na de sluiting van het akkoord. Indien echter één van de partijen bij het onderling overleg de controle verwerft, overeenkomstig §§ 1 tot 3, geldt de biedplicht enkel voor deze partij;

2° Wanneer verschillende personen die in onderling overleg handelen meer dan 50 % houden van de effecten met stemrecht van een houdsteronderneming of van een persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks de controle in rechte uitoefent over een houdsteronderneming, en één van hen haar effecten rechtstreeks of via de markt overdraagt aan een derde die toetreedt het onderling overleg, zijn de partijen bij het nieuw onderling overleg hoofdelijk gehouden om een verplicht bod uit te brengen op de effecten van de betrokken doelvennootschap, tenzij de partijen bij het oorspronkelijk onderling overleg ononderbroken meer dan 50 % blijven houden van de effecten met stemrecht als eerst vermeld. Indien echter één van de partijen bij het nieuw onderling overleg de controle verwerft, overeenkomstig §§ 1 tot 3, geldt de biedplicht enkel voor deze partij

5° De §§ 5 en 6 zijn van toepassing op deze paragraaf.

§ 8. Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « oorspronkelijk onderling overleg » hetzij het conform artikel 74 van de wet aangemeld en meegedeeld onderling overleg, hetzij het onderling overleg dat de in dit artikel bedoelde verplichting heeft doen ontstaan om een overnamebod uit te brengen, hetzij het onderling overleg waarvan alle partijen meer dan drie jaar lid zijn.

#### Afdeling II. — Afwijkingen op de biedplicht

**Art. 52.** § 1. De biedplicht, bepaald in Afdeling I, geldt niet in geval van een verwerving:

1° in het kader van een regelmatig vrijwillig openbaar overnamebod;

2° tussen verbonden personen in de zin van art. 11 W.Venn.;

3° wanneer wordt aangetoond dat een derde de controle over de vennootschap uitoefent of een grotere deelneming houdt dan de persoon die, alleen of in onderling overleg, 30 % van de stemrechten van de vennootschap houdt;

4° in het kader van een inschrijving op een kapitaalverhoging van een vennootschap in moeilijkheden, zoals bedoeld bij artikel 633 W.Venn, waartoe de algemene vergadering heeft beslist;

5° in het kader van een inschrijving op een kapitaalverhoging met voorkeurrecht van een vennootschap, waartoe de algemene vergadering heeft beslist;

6° in het kader van een fusieovername, voor zover de persoon die, alleen of in onderling overleg, meer dan 30% van de stemrechten van verkrijgende of nieuw opgerichte vennootschap verwerft, niet het merendeel van de stemmen heeft uitgebracht bij de stemming over de



l'assemblée générale des actionnaires de la société appelée à fusionner, si cette dernière répond au prescrit de l'article 49;

7° qui entraîne un dépassement temporaire du seuil de 2% maximum, pour autant que la quotité excédentaire de la participation soit aliénée dans un délai de douze mois et que les personnes concernées n'exercent pas les droits de vote liés à la quotité excédentaire de la participation;

8° qui est réalisée à la suite d'une acquisition à cause de mort, d'un contrat de mariage ou d'un régime matrimonial légal ainsi que d'un partage découlant d'une succession ou de la dissolution d'un mariage;

9° qui est réalisée à la suite d'une donation entre vifs;

10° qui est réalisée par une fondation d'utilité publique soumise à la loi du 27 juin 1921, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002, dont l'objet désintéressé poursuit une finalité sociale, culturelle, scientifique ou artistique, à la suite d'une acquisition à titre gratuit;

11° qui est réalisée dans le cadre de la prise ferme de titres par un intermédiaire financier ou dans le cadre de l'exercice d'une sûreté, pour autant que la quotité excédentaire de la participation soit aliénée dans un délai de douze mois et que les personnes concernées n'exercent pas les droits de vote liés à la quotité excédentaire de la participation;

12° qui est réalisée par une personne morale en vue de l'émission, en collaboration avec la société, de certificats se rapportant à des titres avec droit de vote et assortis de l'engagement de la personne morale de réserver tout produit ou revenu au titulaire de ces certificats, pour autant que ces certificats soient échangeables, en toutes circonstances et de manière illimitée, contre les titres avec droit de vote concernés, et ce durant une période de trois ans après leur acquisition.

§ 2. La personne qui a réalisé l'acquisition visée au § 1<sup>er</sup> justifie à l'égard de la CBFA qu'elle n'est pas soumise à l'obligation de lancer une offre, telle que prévue aux articles 50 et 51.

§ 3. Si, à l'expiration du délai visé au § 1<sup>er</sup>, 7° ou 9°, le seuil est toujours dépassé, l'obligation de lancer une offre, telle que définie dans la section I<sup>re</sup>, s'applique à nouveau. Pour l'application de la section III, la situation qui avait initialement donné lieu à l'obligation de lancer une offre est prise en considération. Le prix est en outre majoré de l'intérêt légal, calculé à compter de l'acquisition ayant initialement donné lieu à l'obligation de lancer une offre au moins jusqu'à l'expiration du délai visé au § 1<sup>er</sup>, 7° ou 9°.

La CBFA peut toutefois autoriser que la période d'aliénation des titres de la société visée soit prorogée, sans qu'une offre d'acquisition doive être lancée.

§ 4. Dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, l'obligation de lancer une offre s'applique à nouveau si la personne, dans un délai de trois ans à compter de l'acquisition qui a initialement donné lieu à l'obligation de lancer une offre, détient, à la suite d'une acquisition complémentaire, la participation la plus élevée dans la société visée ou acquiert, à la suite d'une telle acquisition, le contrôle de droit de la société visée.

Dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, 12°, l'obligation de lancer une offre s'applique à nouveau si, dans une période de trois ans à compter de l'acquisition qui a initialement donné lieu à l'obligation de lancer une offre, les certificats émis ne sont plus échangeables, en toutes circonstances et de manière illimitée, contre les titres avec droit de vote concernés.

§ 5. Si la société visée est partie à un accord d'action de concert, l'obligation éventuelle de lancer une offre, dans le chef des personnes agissant de concert, ne lui incombe pas.

#### *Section III. — Prix de l'offre obligatoire*

**Art. 53.** Le prix de l'offre obligatoire est au moins égal au plus élevé des deux montants suivants :

1° le prix le plus élevé qui a été payé, au cours des douze mois précédant l'annonce de l'offre, par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui pour les titres concernés;

2° la moyenne pondérée des prix de négociation pratiqués sur le marché le plus liquide des titres concernés, au cours des trente derniers jours calendrier qui ont précédé la naissance de l'obligation de lancer une offre.

En cas d'application de l'article 51, le prix le plus élevé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est déterminé en prenant en compte le prix implicite de la participation dans la société visée, compris dans le prix qui a été payé pour l'acquisition des titres avec droit de vote de l'entreprise détentrice ou de la personne qui la contrôle.

beslissing tot fusie van de algemene vergadering van aandeelhouders van de te fuseren vennootschap, indien deze laatste beantwoordt aan het bepaalde in artikel 49;

7° die leidt tot een tijdelijke overschrijding van de drempel met maximaal 2%, voor zover het excedentaire gedeelte van de deelneming binnen een periode van 12 maanden wordt vervreemd en de betrokken personen de stemrechten, verbonden aan het excedentaire gedeelte van de deelneming, niet uitoefenen;

8° naar aanleiding van een verwerving ingevolge van overlijden, een huwelijkscontract of een wettelijk huwelijksvermogensstelsel, alsook een verdeling die voortvloeit uit een nalatenschap of de ontbinding van een huwelijk;

9° naar aanleiding van een schenking onder de levenden;

10° door een stichting van openbaar nut, onderworpen aan de wet van 27 juni 1921, zoals gewijzigd door de wet van 2 mei 2002, met een onbaatzuchtige doelstelling die een sociaal, cultureel, wetenschappelijk of artistiek oogmerk nastreeft, ingevolge een verwerving om niet;

11° in het kader van een vaste overname van effecten door een financiële tussenpersoon of een uitoefening van een zekerheid, voor zover het excedentaire gedeelte van de deelneming binnen een periode van 12 maanden wordt vervreemd en de betrokken personen de stemrechten, verbonden aan het excedentaire gedeelte van de deelneming, niet uitoefenen;

12° door een rechtspersoon met het oog op de uitgifte met medewerking van de vennootschap van certificaten met betrekking tot effecten met stemrecht en onder de verbintenis van de rechtspersoon om de opbrengst of de inkomsten voor te behouden aan de houder van deze certificaten, voor zover deze certificaten onder alle omstandigheden en onbeperkt kunnen worden omgewisseld tegen de betrokken effecten met stemrecht, en dit gedurende een periode van drie jaar na de verwerving.

§ 2. De persoon die de verwerving als vermeld in § 1 heeft verricht, verantwoordt ten aanzien van de CBFA dat hij niet onderworpen is aan de biedplicht als bedoeld in de artikelen 50 en 51.

§ 3. Indien, na het verstrijken van de termijn bedoeld in § 1, 7° of 9°, de drempel nog steeds is overschreden, geldt de biedplicht, omschreven in Afdeling I, opnieuw. Voor de toepassing van Afdeling III wordt de situatie, die oorspronkelijk aanleiding had gegeven tot het ontstaan van de biedplicht in aanmerking genomen. De prijs wordt bovendien verhoogd met de wettelijke intrest, te rekenen vanaf de verwerving die de biedplicht initieel heeft doen ontstaan ten minste tot op het ogenblik van het verstrijken van de termijn bedoeld in § 1, 7° of 9°.

De CBFA kan niettemin toestaan dat de periode voor vervreemding van de effecten van de doelvennootschap wordt verlengd, zonder dat een overnamebod moet worden uitgebracht.

§ 4. In het geval bedoeld in § 1, 3°, geldt de biedplicht opnieuw indien de persoon, binnen een tijdspanne van 3 jaar te rekenen vanaf de verwerving die de biedplicht initieel heeft doen ontstaan, ten gevolge van een bijkomende verwerving de grootste participatie in de doelvennootschap houdt of de controle in rechte over de doelvennootschap verwerft.

In het geval bedoeld in § 1, 12°, geldt de biedplicht opnieuw indien, binnen een periode van 3 jaar te rekenen vanaf de verwerving die de biedplicht initieel heeft doen ontstaan, de uitgegeven certificaten niet langer onder alle omstandigheden en onbeperkt kunnen worden omgewisseld tegen de betrokken effecten met stemrecht.

§ 5. Indien de doelvennootschap partij is bij een akkoord van onderling overleg, rust de eventuele biedplicht in hoofde van de in onderling overleg handelende personen, niet op haar.

#### *Afdeling III. — Prijs van het verplicht bod*

**Art. 53.** De prijs van het verplicht bod is minstens gelijk aan het hoogste van volgende twee bedragen:

1° de hoogste prijs, die over een periode van 12 maanden vóór de aankondiging van het bod werd betaald voor de betrokken effecten door de bieder of een in onderling overleg handelende persoon;

2° het gewogen gemiddelde van de verhandelingsprijzen op de meest liquide markt voor de betrokken effecten over de dertig laatste kalenderdagen voor het ontstaan van de biedplicht.

Bij toepassing van artikel 51 wordt voor de vaststelling van de hoogste prijs, bedoeld in het eerste lid, 1°, de impliciete prijs voor de participatie in de doelvennootschap, vervat in de prijs die betaald werd voor de verwerving van de effecten met stemrecht van de houdsteronderneming of van de persoon die haar controleert, in aanmerking genomen.

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Le prix de l'offre peut consister en espèces, en titres ou en une combinaison des deux.

§ 2. Si le prix ne consiste pas en titres liquides admis à la négociation sur un marché réglementé ou si l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui a acquis ou s'est engagé à acquérir, au cours des douze mois précédant l'annonce de l'offre ou pendant la période d'offre, des titres contre paiement en espèces, l'offrant propose, à titre d'alternative, le prix correspondant en espèces qui prévalait au moment de l'avis annonçant l'offre.

**Art. 55.** La CBFA peut autoriser ou exiger une modification du prix :

1° si certains cédants ont souscrit envers les acquéreurs des engagements particuliers relatifs aux actifs ou passifs de la société, pour autant que la contrepartie pour ces engagements soit proportionnelle à leur portée;

2° s'il existe des éléments établissant que certains cédants des titres concernés se sont vu attribuer, outre la contrepartie, des avantages particuliers, directs ou indirects;

3° s'il existe des indices sérieux de ce que les prix de négociation des titres concernés sur le marché réglementé ou sur le MTF désigné par le Roi ne sont pas significatifs ou de ce que des informations ou des rumeurs qui donnaient ou étaient susceptibles de donner des indications fausses ou trompeuses sur ces titres ont été diffusées.

La CBFA peut, dans le cadre de sa décision de modification du prix, imposer des conditions. La décision de la CBFA et, le cas échéant, les conditions imposées sont rendues publiques.

*Section IV. — Accomplissement de l'obligation de lancer une offre*

**Art. 56.** La personne qui a réalisé l'acquisition donnant naissance à l'obligation de lancer une offre, telle que visée dans la section I<sup>re</sup>, en avise la CBFA dans les deux jours ouvrables.

Sauf en cas de dérogation à l'obligation de lancer une offre, les personnes auxquelles incombe l'obligation de lancer une offre, procèdent à une offre publique d'acquisition portant sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par la société visée.

Cette offre est annoncée dans les trois jours ouvrables qui suivent la naissance de l'obligation de lancer une offre.

La période d'acceptation de l'offre débute au plus tard dans les quarante jours ouvrables qui suivent le fait ayant donné naissance à l'obligation de lancer une offre. Dans le cas où l'offre doit faire l'objet d'une notification conformément à un régime relevant du droit de la concurrence en matière de contrôle des concentrations, la CBFA peut autoriser que la période d'acceptation de l'offre débute après la prise d'une décision par la Commission européenne ou par les autorités nationales compétentes en matière de concurrence.

**Art. 57.** Les dispositions du chapitre II, section I<sup>re</sup>, à l'exception des articles 16 à 18, 20 à 23 et 33, sont d'application.

Les articles 42 et 44 s'appliquent indépendamment du fait que l'offrant ait acquis, par acceptation de l'offre, des titres représentant au moins 90% du capital assorti de droits de vote faisant l'objet de l'offre.

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur; dispositions transitoires et abrogatoires*

**Art. 58.** Les parties I et II et les articles 58, 60 et 62 à 77 de la loi, ainsi que le présent arrêté, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

**Art. 59.** Le chapitre II, hormis l'article 18bis, de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, tel que modifié par la loi du 16 juin 1998, la loi du 10 mars 1999, l'arrêté royal du 13 juillet 2001, la loi du 2 août 2002 et la loi du 20 juillet 2004, ainsi que l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés, tel que modifié par les arrêtés royaux des 11 juin 1997, 21 avril 1999 et 7 juillet 1999, sont abrogés à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2007.

Le chapitre II de la loi du 2 mars 1989 et l'arrêté royal du 8 novembre 1989 restent néanmoins d'application pour les offres dont la CBFA a publié, avant la date visée à l'article 58, l'avis qui les annonce, conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 précité, ainsi que pour les éventuelles contre-offres et surenchères lancées à la suite de ces offres.

**Art. 54.** § 1. De prijs van het bod kan bestaan uit geld, effecten of een combinatie van beiden.

§ 2. Indien de prijs niet bestaat uit liquide effecten toegelaten tot de handel van een gereguleerde markt of indien de bieder of een in onderling overleg handelende persoon tijdens de periode van 12 maanden vóór de aankondiging van het bod of tijdens de biedperiode tegen betaling in geld effecten heeft verworven of zich hiertoe heeft verbonden, biedt de bieder, als alternatief, de op het ogenblik van de kennisgeving overeenstemmende prijs in geld.

**Art. 55.** De CBFA kan een wijziging van de prijs toestaan of vereisen indien:

1° bepaalde overdragers ten aanzien van de verwerfers bijzondere verbintenissen hebben aangegaan met betrekking tot de activa of passiva van deze vennootschap, voor zover de tegenprestatie voor deze verbintenissen evenredig is aan hun draagwijdte;

2° gegevens voorhanden zijn waaruit blijkt dat, naast de tegenprestatie, bijzondere rechtstreekse of onrechtstreekse voordelen werden toegekend aan bepaalde overdragers van de betrokken effecten;

3° er ernstige aanwijzingen zijn dat de verhandelingsprijzen van de effecten op de gereguleerde markt of door de Koning aangeduide MTF niet betekenisvol zijn of dat informatie of geruchten werden verspreid, die onjuiste of misleidende signalen gaven of konden geven over deze effecten.

De CBFA kan in het kader van haar beslissing tot wijziging van de prijs voorwaarden opleggen. De beslissing van de CBFA en, in voorkomend geval, de opgelegde voorwaarden worden gepubliceerd.

*Afdeling IV. — Verwezenlijking van de biedplicht*

**Art. 56.** De persoon die de verwerving heeft verricht die de in Afdeling I bedoelde biedplicht doet ontstaan, geeft hiervan binnen de twee werkdagen kennis aan de CBFA.

Behoudens in geval van een afwijking op de biedplicht, gaan de personen, op wie de biedplicht rust, over tot een openbaar overnameaanbod op alle effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht uitgegeven door de doelvennootschap.

Dit bod wordt binnen drie werkdagen na het ontstaan van de biedplicht aangekondigd.

De aanvaardingsperiode van het bod start uiterlijk binnen 40 werkdagen na het feit dat heeft geleid tot het ontstaan van de biedplicht. In het geval dat het bod overeenkomstig een mededingingsrechtelijk regime inzake concentratiecontrole moet worden aangemeld, kan de CBFA toestaan dat de aanvaardingsperiode na de beslissing van de Europese Commissie of de bevoegde nationale mededingingsautoriteiten aanvangt.

**Art. 57.** De bepalingen van Hoofdstuk II, Afdeling I, met uitzondering van de artikelen 16 tot 18, 20 tot 23 en 33 zijn toepasselijk.

De artikelen 42 en 44 gelden onafhankelijk van het feit of de bieder, door de aanvaarding van het bod, effecten heeft verworven die ten minste 90% vertegenwoordigen van het door het bod bestreken kapitaal waaraan stemrechten zijn verbonden.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding; overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 58.** Delen I en II en de artikelen 58, 60, 62 tot 77 van de wet evenals dit besluit treden in werking op 1 september 2007.

**Art. 59.** Met uitzondering van artikel 18bis, worden hoofdstuk II van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, zoals gewijzigd door de wet van 16 juni 1998, de wet van 10 maart 1999, het koninklijk besluit van 13 juli 2001, de wet van 2 augustus 2002 en de wet van 20 juli 2004, evenals het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen op de controle op vennootschappen, zoals gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 11 juni 1997, 21 april 1999 en 7 juli 1999, opgeheven met ingang van 1 september 2007.

Hoofdstuk II van de wet van 2 maart 1989 en het koninklijk besluit van 8 november 1989 blijven niettemin gelden voor de biedingen waarvoor de CBFA, vóór de datum bedoeld in artikel 58, overeenkomstig artikel 6 van het hetzelfde koninklijk besluit van 8 november 1989, de kennisgeving heeft openbaar gemaakt en de eventuele tegenbiedingen en hogere biedingen naar aanleiding van deze biedingen.

**Art. 60.** Notre Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Annexe I<sup>re</sup> à l'arrêté royal relatif aux offres publiques d'acquisition

Schéma de prospectus pour les offres publiques d'acquisition portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote

Sans préjudice de l'obligation visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi, le prospectus comporte au moins les mentions et renseignements suivants :

1. Approbation du prospectus par la CBFA et personnes assumant la responsabilité du prospectus :

1.1. Mention du fait que le prospectus a été approuvé par la CBFA, mais que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'offre, ni de la situation de celui qui la réalise.

1.2. Nom et fonction ou, s'il s'agit de personnes morales, nom et siège statutaire des personnes qui assument la responsabilité du prospectus ; déclaration de ces personnes certifiant qu'à leur connaissance, les données du prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

2. L'offrant :

2.1. Une description détaillée de son identité ou, lorsque l'offrant est une société, la mention de sa forme juridique, de sa dénomination, de son siège principal et, s'il est différent du siège principal, de son siège statutaire ; une description détaillée de la structure et de la répartition de son actionnariat, de l'ensemble d'entreprises auquel il appartient, des activités qu'il exerce et de leur répartition, ainsi que de son évolution récente ; la mention de l'identité des dirigeants.

2.2.1. Ses derniers comptes annuels et/ou consolidés ainsi qu'un état comptable plus récent si des modifications importantes sont survenues depuis la date de clôture de ces comptes ou si cette date remonte à plus de neuf mois.

Si les comptes annuels non consolidés ou consolidés ne sont pas conformes aux dispositions du droit communautaire et qu'ils ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société visée, des renseignements plus détaillés et/ou complémentaires doivent être fournis.

2.2.2. Commissaires ou personnes chargées du contrôle des états financiers.

Nom et adresse des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers de l'offrant, pour la période couverte par les informations financières historiques (en indiquant leur appartenance à un organisme professionnel).

Si des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers ont démissionné, ont été révoqués ou n'ont pas été renommés durant la période couverte par les informations financières historiques, des informations complémentaires doivent être fournies à ce sujet si elles sont importantes.

2.3. Le nombre de titres de la société visée que l'offrant détient le jour où le prospectus est arrêté ainsi que le nombre de titres de la société visée qu'il a acquis au cours des douze mois précédant cette date, ainsi que l'indication du marché sur lequel ces acquisitions ont été opérées ou la mention du fait que ces acquisitions ont été opérées hors marché, la date de ces acquisitions et le(s) prix payé(s).

Les indications visées à l'alinéa précédent en ce qui concerne les titres de la société visée possédés et acquis par des personnes liées à l'offrant, par des personnes agissant de concert avec lui et par des personnes servant d'intermédiaires au sens de l'article 7, § 2, C.Soc.

**Art. 60.** Onze Minister, bevoegd voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Bijlage I bij het koninklijk besluit op de openbare overnamebiedingen

Schema voor het prospectus voor openbare overnamebiedingen op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht

Onverminderd de verplichting als bedoeld in artikel 13, § 1, van de wet, bevat het prospectus ten minste volgende vermeldingen en gegevens:

1. Goedkeuring van het prospectus door CBFA en verantwoordelijken voor het prospectus :

1.1. Vermelding dat het prospectus is goedgekeurd door de CBFA, maar dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van het bod, noch van de toestand van de persoon die het bod verwezenlijkt.

1.2. Naam en functie of, indien het rechtspersonen zijn, naam en statutaire zetel van de personen die verantwoordelijk zijn voor het prospectus; hun verklaring dat, voorzover hen bekend, de gegevens in het prospectus in overeenstemming zijn met de werkelijkheid en geen gegevens zijn weggelaten waarvan de vermelding de strekking van het prospectus zou wijzigen.

2. De bieder :

2.1. Een omstandige opgave van zijn identiteit of, indien de bieder een vennootschap is, de rechtsvorm, naam, hoofdzetel - en, indien verschillend van de hoofdzetel, de statutaire zetel - van deze vennootschap; een omstandige opgave van de structuur en samenstelling van zijn aandeelhouderskring, van het geheel van ondernemingen waartoe hij behoort, van zijn werkzaamheden en uitsplitsing hiervan en van de recente ontwikkeling; identiteit van de leiders.

2.2.1. De laatste jaarrekening en/of geconsolideerde jaarrekening alsmede een recentere staat indien zich sinds de afsluitingsdatum van deze jaarrekeningen belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan of meer dan negen maanden verstreken zijn.

Indien de gewone of de geconsolideerde jaarrekening niet strookt met de bepalingen van het Gemeenschapsrecht en geen getrouw beeld geeft van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de doelvennootschap moeten uitvoeriger en/of aanvullende inlichtingen worden verstrekt.

2.2.2. Commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen.

Naam en adres van de commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen van de bieder gedurende het tijdvak dat door de historische financiële informatie wordt bestreken (met vermelding van hun lidmaatschap van een beroepsorganisatie).

Indien commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen tijdens het door de historische financiële informatie bestreken tijdvak ontslag hebben genomen, dan wel ontslagen of niet opnieuw benoemd zijn, moeten terzake nadere bijzonderheden worden verstrekt indien zulks van betekenis is.

2.3. Hoeveel effecten van de doelvennootschap de bieder bezit op de dag dat het prospectus wordt vastgesteld en het aantal effecten van de doelvennootschap dat hij heeft verworven tijdens de twaalf maanden vóór deze datum, alsook de vermelding van de markt waar deze verwervingen zijn geschied of van het feit dat deze verwervingen buiten de markt zijn geschied, de datum van deze verwervingen en de betaalde prijs (prijzen).

De in voorgaand lid bedoelde gegevens voor de effecten van de doelvennootschap in bezit van en verworven door met de bieder verbonden personen, personen die in onderling overleg met hem optreden en personen die als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., optreden.



2.4. Si l'offre émane d'une pluralité d'offrants, si l'offre est faite en tout ou en partie pour compte d'un tiers, si l'offrant s'est engagé à céder à un tiers tout ou partie des titres qu'il détiendrait après l'offre, dans la société visée, ou si l'offrant agit de concert avec d'autres personnes :

- l'identité de ces personnes et, lorsqu'il s'agit de sociétés, leur forme juridique, leur dénomination, leur siège principal – et, s'il est différent du siège principal, leur siège statutaire – ainsi que leur lien avec l'offrant et, lorsque cela est possible, avec la société visée ;

- la part et les modalités d'intervention de chacune d'elles dans l'offre.

### 3. La société visée :

3.1. Une description détaillée de son identité, de la structure et de la répartition de son actionariat, de l'ensemble d'entreprises auquel elle appartient, des activités qu'elle exerce et de leur répartition, ainsi que de son évolution récente ; la mention de l'identité des dirigeants.

3.2. L'identité des personnes agissant de concert avec la société visée et, lorsqu'il s'agit de sociétés, leur forme juridique, leur dénomination, leur siège principal – et, s'il est différent du siège principal, leur siège statutaire – ainsi que leur lien avec la société visée et, lorsque cela est possible, avec l'offrant.

3.3.1. Ses derniers comptes annuels et/ou consolidés ainsi qu'un état comptable plus récent si des modifications importantes sont survenues depuis la date de clôture de ces comptes ou si cette date remonte à plus de neuf mois.

Si les comptes annuels non consolidés ou consolidés ne sont pas conformes aux dispositions du droit communautaire et qu'ils ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société visée, des renseignements plus détaillés et/ou complémentaires doivent être fournis.

3.3.2. Commissaires ou personnes chargées du contrôle des états financiers.

Nom et adresse des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers de la société visée, pour la période couverte par les informations financières historiques (en indiquant leur appartenance à un organisme professionnel).

Si des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers ont démissionné, ont été révoqués ou n'ont pas été renommés durant la période couverte par les informations financières historiques, des informations complémentaires doivent être fournies à ce sujet si elles sont importantes.

3.4. Un état détaillé du capital et de sa représentation, des titres avec droit de vote non représentatifs du capital en circulation, des obligations convertibles et des droits de souscription en circulation avec mention de l'époque et des conditions de conversion ou de souscription.

3.5. Les décisions autorisant l'émission d'actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription dans le cadre du capital autorisé et indication des bénéficiaires de ces droits de conversion ou de souscription.

3.6. Le nombre de titres de la société visée détenus par elle-même ou par ses filiales.

3.7. L'évolution au cours des douze derniers mois au moins des prix de négociation des titres de la société visée sur le marché réglementé ou sur un MTF.

### 4. L'offre :

#### 4.1. Caractéristiques de l'offre

##### 4.1.1. Teneur de l'offre.

4.1.2. Les titres ou, le cas échéant, la ou les catégories de titres qui font l'objet de l'offre.

4.1.3. La contrepartie offerte, le cas échéant par catégorie de titres, et la méthode d'évaluation - fondée sur des chiffres circonstanciés - qui a été utilisée pour la déterminer.

4.1.4. Mention indiquant si l'offre est conditionnelle ou inconditionnelle ; si l'offre est conditionnelle, indication des conditions.

4.1.5. Si des titres de catégories différentes sont acquis à des prix différents, indication de ces prix et justification des différences.

4.1.6. S'il s'agit d'une offre d'échange, les renseignements prévus en application des articles 26 et 46 de la loi du 16 juin 2006 et des arrêtés pris pour son exécution, sont donnés pour les titres offerts en rémunération.

4.1.7. Nombre et types de titres dont l'offrant propose l'acquisition.

Indication éventuelle de la possibilité, conformément aux articles 42 et 43 de l'arrêté, de rouvrir l'offre pendant quinze jours ouvrables au moins afin de procéder à une offre publique de reprise au sens de l'article 513 C.Soc.

2.4. Indien het bod uitgaat van verschillende bieders, indien het bod volledig of ten dele wordt gedaan voor rekening van een derde, indien de bieder zich er toe verbonden heeft aan een derde alle of een deel van de effecten die hij na het bod in de doelvennootschap zou bezitten, over te dragen, of indien de bieder in onderling overleg met andere personen optreedt :

- de identiteit van deze personen alsook, indien het om vennootschappen gaat, de rechtsvorm, de naam, de hoofdzetel - en, indien verschillend van de hoofdzetel, de statutaire zetel - en hun relatie tot de bieder en, indien mogelijk, tot de doelvennootschap ;

- de grootte en de modaliteiten van hun respectief aandeel in het bod.

### 3. De doelvennootschap:

3.1. Een omstandige opgave van zijn identiteit, van de structuur en samenstelling van zijn aandeelhouderskring, van het geheel van ondernemingen waartoe hij behoort, van zijn werkzaamheden en uitsplitsing hiervan en van de recente ontwikkeling; identiteit van de leiders.

3.2. Identiteitsgegevens van de personen die in onderling overleg met de doelvennootschap handelen, alsook, indien het om vennootschappen gaat, de rechtsvorm, de naam, de hoofdzetel, en indien verschillend van de hoofdzetel, de statutaire zetel en hun relatie tot de doelvennootschap en, indien mogelijk, tot de bieder;

3.3.1. De laatste jaarrekening en/of geconsolideerde jaarrekening alsmede een recentere staat indien zich sinds de afsluitingsdatum van deze jaarrekeningen belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan of meer dan negen maanden verstreken zijn.

Indien de gewone of de geconsolideerde jaarrekening niet strookt met de bepalingen van het Gemeenschapsrecht en geen getrouw beeld geeft van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de doelvennootschap moeten uitvoeriger en/of aanvullende inlichtingen worden verstrekt.

3.3.2. Commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen.

Naam en adres van de commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen van de doelvennootschap gedurende het tijdvak dat door de historische financiële informatie wordt bestreken (met vermelding van hun lidmaatschap van een beroepsorganisatie).

Indien commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen tijdens het door de historische financiële informatie bestreken tijdvak ontslag hebben genomen, dan wel ontslagen of niet opnieuw benoemd zijn, moeten terzake nadere bijzonderheden worden verstrekt indien zulks van betekenis is.

3.4. Een gedetailleerde staat van het kapitaal en hoe dit is vertegenwoordigd, van de effecten met stemrecht in omloop die het kapitaal niet vertegenwoordigen, van de converteerbare obligaties en warrants in omloop met vermelding van de periode en de conversie- of inschrijvingsvoorwaarden.

3.5. De beslissingen waarbij de uitgifte wordt toegelaten van aandelen, converteerbare obligaties of warrants in het kader van het toegestaan kapitaal en opgave van de begunstigden van de conversierechten of warrants.

3.6. Hoeveel effecten de doelvennootschap zelf of haar dochters bezitten.

3.7. De evolutie tijdens ten minste de laatste twaalf maanden van de verhandelingsprijzen van de effecten van de doelvennootschap op de geregelende markt of een MTF.

### 4. Het bod :

#### 4.1. Kenmerken van het bod

##### 4.1.1. Inhoud van het bod

4.1.2. Effecten of, in voorkomend geval, de categorie of categorieën effecten waarop het bod betrekking heeft;

4.1.3. De geboden vergoeding, in voorkomend geval per categorie van effecten, en de omstandig becijferde waarderingsgrondslag die werd toegepast voor de vaststelling van die vergoeding.

4.1.4. Vermelding of het bod voorwaardelijk of onvoorwaardelijk is; indien het bod voorwaardelijk is, vermelding van de voorwaarden.

4.1.5. Als effecten van verschillende categorieën tegen verschillende prijzen zijn verworven, vermelding van deze prijzen en verantwoording van de prijsverschillen.

4.1.6. In geval van een bod tot omruiling, worden de gegevens die krachtens de artikelen 26 en 46 van de wet van 16 juni 2006 en de ter uitvoering ervan genomen besluiten moeten worden verstrekt, voor de als vergoeding aangeboden effecten vermeld.

4.1.7. Hoeveel en welke effecten de bieder voornemens is te verwerven.

Eventuele vermelding van de mogelijkheid om, overeenkomstig de artikelen 42 en 43 van het besluit, het bod te heropenen gedurende een periode van ten minste vijftien werkdagen, om een openbaar uitkoopbod uit te brengen in de zin van artikel 513 W.Venn.

4.1.8. Mention du fait que, si l'offrant et les personnes agissant de concert avec lui possèdent, à la suite de l'offre publique ou de sa réouverture, 95% des titres avec droit de vote, tout détenteur de titres a droit à ce que l'offrant reprenne ses titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote au prix de l'offre, à condition que l'offrant ait acquis, par acceptation de l'offre, des titres représentant au moins 90% des titres avec droit de vote qui faisaient l'objet de l'offre. Le cas échéant, les détenteurs de titres concernés portent leur demande à la connaissance de l'offrant, ou de la personne qu'il a désignée, dans un délai de nonante jours ouvrables à dater de la clôture de la période d'acceptation de l'offre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### 4.2. Objectifs de l'offrant

4.2.1. Les objectifs que l'offrant poursuit en lançant l'offre et ses intentions à l'égard de la société visée si l'offre réussit, notamment la place que l'offrant assigne à la société visée dans son groupe, l'intention éventuelle de procéder à des modifications des statuts de la société visée, l'initiative envisagée éventuellement quant à l'admission à la négociation sur un marché réglementé des titres de la société visée, la politique en matière de rémunération du capital.

4.2.2. Les intentions de l'offrant quant à la poursuite de l'activité et/ou la réalisation éventuelle de restructurations auprès de la société visée et des sociétés qui lui sont liées et – pour autant que leur activité soit affectée par l'offre – auprès de l'offrant et des sociétés qui lui sont liées, ainsi que quant au maintien des emplois de leur personnel, de leurs dirigeants et de leurs administrateurs, y compris tout changement important des conditions d'emploi, et en particulier les plans stratégiques de l'offrant pour les sociétés susvisées et les répercussions probables sur l'emploi et les sites d'activité de ces sociétés.

4.2.3. Les avantages de l'opération pour les sociétés concernées et leurs actionnaires ; les synergies envisagées, ainsi que le montant et la date approximatifs des gains économiques attendus de l'opération.

#### 4.3. Régularité de l'offre

4.3.1. Organe de l'offrant qui a décidé de lancer l'offre ; date de la décision.

Justification montrant qu'il s'agit de l'organe légalement et statutairement habilité à cet effet.

4.3.2. Preuve du respect des conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté.

4.3.3. Indication des autorisations éventuelles à l'obtention desquelles la réalisation de l'offre est subordonnée.

#### 4.4. Acceptation de l'offre ; paiement

4.4.1. Période d'acceptation de l'offre et prolongation ou réouverture éventuelle de la période d'acceptation de l'offre.

#### 4.4.2. Lieux du dépôt des acceptations.

4.4.3. Indication de la possibilité pour l'offrant d'acquérir les titres proposés, même si le nombre de titres proposés est inférieur au minimum souhaité.

Date de la publication de la décision de l'offrant d'acquérir les titres proposés même si leur nombre est inférieur au minimum souhaité.

4.4.4. Mention du fait que les détenteurs de titres qui répondent à l'offre seront déliés de leur engagement en cas de contre-offre régulière et plus favorable ; indication qu'en cas de majoration, par l'offrant, du prix offert, tous les détenteurs de titres qui auront répondu à l'offre bénéficieront de cette majoration.

#### 4.4.5. Dates et modalités de paiement.

4.4.6. Taxes et frais éventuels à charge des détenteurs de titres ou de l'offrant.

#### 4.5. Autres aspects de l'offre

4.5.1. Indication des avis éventuellement formulés par des institutions financières ou des tiers experts concernant les conditions de l'offre ; identification de ces personnes physiques et/ou morales.

4.5.2. Informations sur les conditions de financement de l'offre et leur incidence sur le patrimoine, les résultats et les activités des sociétés concernées. Dans le cas d'une offre réglée en espèces, estimation de l'impact de l'acquisition sur le patrimoine (postes du bilan) et le bénéfice (compte de résultats) de l'offrant.

4.5.3. Mention de la législation nationale qui régira les contrats conclus entre l'offrant et les détenteurs de titres de la société visée à la suite de l'offre, ainsi que des juridictions compétentes.

4.5.4. L'indemnisation éventuellement proposée pour compenser les droits qui pourraient être supprimés en application de la règle relative à la neutralisation des restrictions, définie conformément à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de la loi, ou à l'article 11, paragraphe 4, de la directive 2004/25/CE, ainsi que les modalités de paiement de cette indemnisation et la méthode employée pour la déterminer.

4.1.8. Vermelding van het feit dat, wanneer de bieder en de met hem in onderling overleg optredende personen ingevolge het openbaar bod of de heropening ervan, 95% van de effecten met stemrecht bezitten, elke effectenhouder geniet van het recht tot overname door de bieder van zijn effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht tegen de biedprijs, op voorwaarde dat de bieder, door de aanvaarding van het bod, effecten heeft verworven die ten minste 90% vertegenwoordigen van de effecten waarop het bod slaat. In voorkomend geval geven de betrokken effectenhouders kennis van hun verzoek aan de bieder of de door hem aangeduide persoon binnen een termijn van 90 werkdagen na de afsluiting van de aanvaardingsperiode van het bod, onder de vorm van een aangetekende brief met ontvangstbewijs.

#### 4.2. Doelstellingen van de bieder

4.2.1. De doelstellingen die de bieder nastreeft met het bod en zijn bedoelingen ten overstaan van de doelvennootschap als het bod slaagt, met name waar de bieder de doelvennootschap in zijn groep situeert, eventueel voorgenomen statutenwijziging van de doelvennootschap, eventuele initiatieven voor de opnemings in de verhandeling van een gereglementeerde markt of MTF van de effecten van de doelvennootschap, het beleid inzake kapitaalvergoeding.

4.2.2. De voornemens van de bieder met betrekking tot het voortzetten van de activiteiten en/of het doorvoeren van eventuele herstructureringen bij de doelvennootschap en de met de doelvennootschap verbonden vennootschappen – en voor zover beïnvloed door het bod – bij de bieder en de met de bieder verbonden vennootschappen, alsmede ten aanzien van het in dienst houden van de werknemers, leiders en bestuurders van die vennootschappen, met inbegrip van elke belangrijke wijziging in de arbeidsvoorwaarden. Dit betreft met name de strategische plannen van de bieder voor die vennootschappen en de vermoedelijke gevolgen daarvan voor de werkgelegenheid en de vestigingsplaatsen.

4.2.3. De voordelen van de verrichting voor de betrokken vennootschappen en hun aandeelhouders; de beoogde synergieën, evenals, bij benadering, het bedrag en de datum van de verwachte economische winsten van de verrichting.

#### 4.3. Regelmatigheid van het bod

4.3.1. Orgaan van de bieder dat heeft beslist om het bod uit te brengen; datum van de beslissing.

Verantwoording dat het gaat om het wettelijk en statutair bevoegd orgaan.

4.3.2. Bewijs dat aan de voorwaarden van artikel 3 van het besluit is voldaan.

4.3.3. Vermelding welke toelatingen eventueel vereist zijn om het bod te kunnen uitbrengen.

#### 4.4. Aanvaarding van het bod; betaling

4.4.1. Aanvaardingsperiode van het bod en eventuele verlenging of heropening van de aanvaardingsperiode het bod.

#### 4.4.2. Plaatsen waar de acceptaties worden neergelegd.

4.4.3. Vermelding van de mogelijkheid voor de bieder om de aangeboden effecten te verwerven, zelfs als het aantal aangeboden effecten kleiner is dan het gewenste minimum.

Datum waarop de beslissing van de bieder om de aangeboden effecten toch te verwerven wordt openbaar gemaakt, zelfs als hun aantal kleiner is dan het gewenste minimum.

4.4.4. Vermelding dat de effectenhouders die het bod aanvaarden in geval van een regelmatig en gunstiger tegenbod van hun verbintenis worden ontheven; vermelding dat bij hoger bod door de bieder dit hoger bod geldt voor alle effectenhouders die het bod hebben aanvaard.

#### 4.4.5. Data en modaliteiten van betaling.

4.4.6. Eventuele taksen en kosten die ten laste zijn van de effectenhouders of van de bieder.

#### 4.5. Andere aspecten van het bod

4.5.1. Vermelding van de eventuele adviezen van financiële instellingen of experts over de voorwaarden van het bod; identificatie van deze natuurlijke en/of rechtspersonen.

4.5.2. Inlichtingen over de financieringsvoorwaarden van het bod en de impact ervan op het vermogen, de resultaten en de activiteiten van de betrokken ondernemingen. In geval van een bod tegen specien, een schatting van de impact van de overname op het vermogen (balansposten) en de winst (resultatenrekening) van de bieder.

4.5.3. Nationaal recht dat op de uit het bod voortvloeiende overeenkomsten tussen de bieder en de houders van effecten van de doelvennootschap van toepassing zal zijn, alsook de bevoegde rechtsinstanties.

4.5.4. De eventueel geboden vergoeding voor rechten die niet kunnen worden uitgeoefend als gevolg van de doorbraakregel, bepaald overeenkomstig artikel 46, § 1, eerste lid, 5<sup>o</sup>, van de wet, of artikel 11, lid 4, van de Richtlijn 2004/25/EG met details betreffende de vorm waarin de vergoeding zal worden verstrekt en betreffende de methode ter bepaling van de omvang van die vergoeding.

4.6. Les clauses pertinentes d'accords auxquels l'offrant, des personnes qui lui sont liées, des personnes agissant de concert avec lui et des personnes servant d'intermédiaires au sens de l'article 7, § 2, C.Soc. sont parties, et qui sont susceptibles d'avoir une incidence substantielle sur l'évaluation de l'offre, son déroulement ou son issue.

5. Si le prospectus comprend plusieurs parties, mentionner l'endroit où les autres parties sont disponibles.

6. Joindre en annexe le mémoire en réponse ou mentionner l'endroit où ce document est disponible.

7. Joindre en annexe l'avis du conseil d'entreprise - ou à défaut d'unanimité, la position de chacune de ses composantes - ou mentionner l'endroit où ce document est disponible.

8. Dans le cas visé à l'article 23, joindre en annexe le rapport de l'expert ou mentionner l'endroit où ce document est disponible.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Annexe II à l'arrêté royal relatif aux offres publiques d'acquisition

Schéma de prospectus pour les offres publiques d'acquisition portant sur des certificats immobiliers

Sans préjudice de l'obligation visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi, le prospectus comporte au moins les mentions et renseignements suivants :

1. Approbation du prospectus par la CBFA et personnes assumant la responsabilité du prospectus :

1.1. Mention du fait que le prospectus a été approuvé par la CBFA, mais que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'offre, ni de la situation de celui qui la réalise.

1.2. Nom et fonction ou, s'il s'agit de personnes morales, nom et siège statutaire des personnes qui assument la responsabilité du prospectus ; déclaration de ces personnes certifiant qu'à leur connaissance, les données du prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

2. L'offrant :

2.1. Une description détaillée de son identité ou, lorsque l'offrant est une société, la mention de sa forme juridique, de sa dénomination, de son siège principal et, s'il est différent du siège principal, de son siège statutaire ; une description détaillée de la structure et de la répartition de son actionnariat, de l'ensemble d'entreprises auquel il appartient, des activités qu'il exerce et de leur répartition, ainsi que de son évolution récente ; la mention de l'identité des dirigeants.

2.2.1. Ses derniers comptes annuels et/ou consolidés ainsi qu'un état comptable plus récent si des modifications importantes sont survenues depuis la date de clôture de ces comptes ou si cette date remonte à plus de neuf mois.

Si les comptes annuels non consolidés ou consolidés ne sont pas conformes aux dispositions du droit communautaire européennes concernant les comptes annuels des entreprises et qu'ils ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société visée, des renseignements plus détaillés et/ou complémentaires doivent être fournis.

2.2.2. Commissaires ou personnes chargées du contrôle des états financiers.

Nom et adresse des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers de l'offrant, pour la période couverte par les informations financières historiques (en indiquant leur appartenance à un organisme professionnel).

Si des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers ont démissionné, ont été révoqués ou n'ont pas été renommés durant la période couverte par les informations financières historiques, des informations complémentaires doivent être fournies à ce sujet si elles sont importantes.

2.3. Le nombre de certificats immobiliers de la société visée que l'offrant détient le jour où le prospectus est arrêté ainsi que le nombre de certificats immobiliers de la société visée qu'il a acquis au cours des douze mois précédant cette date, ainsi que l'indication du marché sur lequel ces acquisitions ont été opérées ou la mention du fait que ces acquisitions ont été opérées hors marché, la date de ces acquisitions et le(s) prix payé(s).

4.6. De pertinente clausules van akkoorden waarbij de bieder, met de bieder verbonden personen, personen die in onderling overleg met hem optreden en personen die als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., optreden, partij zijn en die een wezenlijke impact kunnen hebben op de beoordeling, het verloop of de afloop van het bod.

5. Wanneer het prospectus uit verschillende delen bestaat, vindplaats van de andere delen.

6. Opname van de memorie van antwoord als bijlage of vermelding van de vindplaats van dit document.

7. Opname van het advies van de ondernemingsraad - of, bij gebrek aan unanimité, het standpunt van elke fractie - als bijlage of vermelding van de vindplaats van dit document.

8. In het geval bedoeld in artikel 23, opname van het verslag van de expert als bijlage of vermelding van de vindplaats van dit document.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Bijlage II bij het koninklijk besluit op de openbare overnamebiedingen

Schema voor het prospectus voor openbare overnamebiedingen op vastgoedcertificaten

Onverminderd de verplichting als bedoeld in artikel 13, § 1, van de wet, bevat het prospectus ten minste volgende vermeldingen en gegevens:

1. Goedkeuring van het prospectus door CBFA en verantwoordelijken voor het prospectus :

1.1. Vermelding dat het prospectus is goedgekeurd door de CBFA, maar dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van het bod, noch van de toestand van de persoon die het bod verwezenlijkt.

1.2. Naam en functie of, indien het rechtspersonen zijn, naam en statutaire zetel van de personen die verantwoordelijk zijn voor het prospectus; hun verklaring dat, voorzover hen bekend, de gegevens in het prospectus in overeenstemming zijn met de werkelijkheid en geen gegevens zijn weggelaten waarvan de vermelding de strekking van het prospectus zou wijzigen.

2. De bieder :

2.1. Een omstandige opgave van zijn identiteit of, indien de bieder een vennootschap is, de rechtsvorm, naam, hoofdzetel - en, indien verschillend van de hoofdzetel, de statutaire zetel - van deze vennootschap, de structuur en samenstelling van zijn aandeelhouderskring, het geheel van ondernemingen waartoe hij behoort, zijn werkzaamheden en uitsplitsing hiervan, recente ontwikkeling, identiteit van de leiders.

2.2.1. De laatste jaarrekening en/of geconsolideerde jaarrekening alsmede een recentere staat indien zich sinds de afsluitingsdatum van deze jaarrekeningen belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan of meer dan negen maanden verstreken zijn.

Indien de gewone of de geconsolideerde jaarrekening niet strookt met de bepalingen van het Gemeenschapsrecht en geen getrouw beeld geeft van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de doelvennootschap moeten uitvoeriger en/of aanvullende inlichtingen worden verstrekt.

2.2.2. Commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen.

Naam en adres van de commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen van de bieder gedurende het tijdvak dat door de historische financiële informatie wordt bestreken (met vermelding van hun lidmaatschap van een beroepsorganisatie).

Indien commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen tijdens het door de historische financiële informatie bestreken tijdvak ontslag hebben genomen, dan wel ontslagen of niet opnieuw benoemd zijn, moeten terzake nadere bijzonderheden worden verstrekt indien zulks van betekenis is.

2.3. Hoeveel vastgoedcertificaten van de doelvennootschap de bieder bezit op de dag dat het prospectus wordt vastgesteld en het aantal vastgoedcertificaten van de doelvennootschap dat hij heeft verworven tijdens de twaalf maanden vóór deze datum, alsook de vermelding van de markt waar deze verwervingen zijn geschied of van het feit dat deze verwervingen buiten de markt zijn geschied, de datum van deze verwervingen en de betaalde prijs (prijzen).



Les indications visées à l'alinéa précédent en ce qui concerne les certificats immobiliers de la société visée possédés et acquis par des personnes liées à l'offrant, par des personnes agissant de concert avec lui et par des personnes servant d'intermédiaires au sens de l'article 7, § 2, C.Soc.

2.4. Si l'offre émane d'une pluralité d'offrants, si l'offre est faite en tout ou en partie pour compte d'un tiers, si l'offrant s'est engagé à céder à un tiers tout ou partie des certificats immobiliers qu'il détiendrait après l'offre, dans la société visée, ou si l'offrant agit de concert avec d'autres personnes :

- l'identité de ces personnes et, lorsqu'il s'agit de sociétés, leur forme juridique, leur dénomination, leur siège principal – et, s'il est différent du siège principal, leur siège statutaire – ainsi que leur lien avec l'offrant et, lorsque cela est possible, avec la société visée ;

- la part et les modalités d'intervention de chacune d'elles dans l'offre.

### 3. La société visée :

3.1. Une description détaillée de son identité, de la structure et de la répartition de son actionariat, de l'ensemble d'entreprises auquel elle appartient, des activités qu'elle exerce et de leur répartition, ainsi que de son évolution récente ; la mention de l'identité des dirigeants.

3.2. L'identité des personnes agissant de concert avec la société visée et, lorsqu'il s'agit de sociétés, leur forme juridique, leur dénomination, leur siège principal – et, s'il est différent du siège principal, leur siège statutaire – ainsi que leur lien avec la société visée et, lorsque cela est possible, avec l'offrant.

3.3.1. Le dernier état financier relatif à l'exploitation du ou des biens sur lesquels porte le certificat immobilier, ainsi qu'un état plus récent si des modifications importantes sont survenues depuis la date de clôture de cet état ou si cette date remonte à plus de neuf mois.

3.3.2. Commissaires ou personnes chargées du contrôle des états financiers.

Nom et adresse des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers, pour la période couverte par les informations financières historiques (en indiquant leur appartenance à un organisme professionnel).

Si des commissaires ou des personnes chargées du contrôle des états financiers ont démissionné, ont été révoqués ou n'ont pas été renommés durant la période couverte par les informations financières historiques, des informations complémentaires doivent être fournies à ce sujet si elles sont importantes.

3.4. Un relevé des certificats immobiliers émis.

3.6. Le nombre de certificats immobiliers de la société visée détenus par elle-même ou par ses filiales.

3.7. L'évolution au cours des douze derniers mois au moins des prix de négociation des certificats immobiliers sur le marché réglementé ou sur le MTF.

### 4. L'offre :

#### 4.1. Caractéristiques de l'offre

##### 4.1.1. Teneur de l'offre.

4.1.2. Les certificats immobiliers ou, le cas échéant, la ou les catégories de certificats immobiliers qui font l'objet de l'offre.

4.1.3. Mention indiquant si l'offre est conditionnelle ou inconditionnelle ; si l'offre est conditionnelle, indication des conditions.

4.1.4. S'il s'agit d'une offre d'achat, indication du prix et justification de celui-ci sur la base de chiffres circonstanciés. Si des certificats immobiliers de catégories différentes sont acquis à des prix différents, indication de ces prix et justification des différences.

4.1.5. S'il s'agit d'une offre d'échange, les renseignements prévus en application des articles 26 et 46 de la loi du 16 juin 2006 et des arrêtés pris pour son exécution, sont donnés pour les titres offerts en rémunération.

4.1.6. Nombre et types de certificats immobiliers dont l'offrant propose l'acquisition.

#### 4.2. Objectifs de l'offrant

Les objectifs que l'offrant poursuit en lançant l'offre et ses intentions concernant les certificats immobiliers si l'offre réussit, notamment l'initiative envisagée éventuellement quant à (la radiation de) l'admission à la négociation sur un marché réglementé ou un MTF ou quant à la modification ou la suppression de la structure dans laquelle les certificats immobiliers ont été émis.

#### 4.3. Régularité de l'offre

4.3.1. Organe de l'offrant qui a décidé de lancer l'offre ; date de la décision.

Justification montrant qu'il s'agit de l'organe légalement et statutairement habilité à cet effet.

4.3.2. Preuve du respect des conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté.

De in voorgaand lid bedoelde gegevens voor de vastgoedcertificaten van de doelvennootschap in bezit van en verworven door met de bieder verbonden personen, personen die in onderling overleg met hem optreden en personen die als tussenpersoon, in de zin van artikel 7, § 2, W.Venn., optreden.

2.4. Indien het bod uitgaat van verschillende bidders, indien het bod volledig of ten dele wordt gedaan voor rekening van een derde, indien de bieder zich ertoe verbonden heeft aan een derde alle of een deel van de vastgoedcertificaten die hij na het bod in de doelvennootschap zou bezitten, over te dragen, of indien de bieder in onderling overleg met andere personen optreedt :

- de identiteit van deze personen alsook, indien het om vennootschappen gaat, de rechtsvorm, de naam, de hoofdzetel - en, indien verschillend van de hoofdzetel, de statutaire zetel - en hun relatie tot de bieder en, indien mogelijk, tot de doelvennootschap ;

- de grootte en de modaliteiten van hun respectief aandeel in het bod.

### 3. De doelvennootschap:

3.1. Een omstandige opgave van zijn identiteit, de structuur en samenstelling van zijn aandeelhouderskring, het geheel van ondernemingen waartoe hij behoort, zijn werkzaamheden en uitsplitsing hiervan, recente ontwikkeling, identiteit van de leiders.

3.2. Identiteitsgegevens van de personen die in onderling overleg met de doelvennootschap handelen, alsook, indien het om vennootschappen gaat, de rechtsvorm, de naam, de hoofdzetel, en indien verschillend van de hoofdzetel, de statutaire zetel en hun relatie tot de doelvennootschap en, indien mogelijk, tot de bieder ;

3.3.1. De laatste jaarrekening m.b.t. de exploitatie van het goed of de goederen waarop het vastgoedcertificaat slaat alsmede een recentere staat indien zich sinds de afsluitingsdatum van deze staat belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan of meer dan negen maanden verstrekken zijn.

3.3.2. Commissarissen of met de controle van de jaarrekeningen belaste personen.

Naam en adres van de commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen gedurende het tijdvak dat door de historische financiële informatie wordt bestreken (met vermelding van hun lidmaatschap van een beroepsorganisatie).

Indien commissarissen of de met de controle van de jaarrekeningen belaste personen tijdens het door de historische financiële informatie bestreken tijdvak ontslag hebben genomen, dan wel ontslagen of niet opnieuw benoemd zijn, moeten terzake nadere bijzonderheden worden verstrekt indien zulks van betekenis is.

3.4. Opgave van de uitgegeven vastgoedcertificaten.

3.6. Hoeveel vastgoedcertificaten de doelvennootschap zelf of haar dochters bezitten.

3.7. De evolutie tijdens ten minste de laatste twaalf maanden van de verhandelingsprijzen op de gereguleerde markt of MTF van de vastgoedcertificaten.

### 4. Het bod :

#### 4.1. Kenmerken van het bod

##### 4.1.1. Inhoud van het bod

4.1.2. Vastgoedcertificaten of, in voorkomend geval, de categorie of categorieën vastgoedcertificaten waarop het bod betrekking heeft ;

4.1.3. Vermelding of het bod voorwaardelijk of onvoorwaardelijk is ; indien het bod voorwaardelijk is, vermelding van de voorwaarden.

4.1.4. In geval van een bod tot aankoop, vermelding en omstandig becijferde verantwoording van de prijs. Als vastgoedcertificaten van verschillende categorieën tegen verschillende prijzen zijn verworven, vermelding van deze prijzen en verantwoording van de prijsverschillen.

4.1.5. In geval van een bod tot omruiling, worden de gegevens die krachtens de artikelen 26 en 46 van de wet van 16 juni 2006 en de ter uitvoering ervan genomen besluiten moeten worden verstrekt, voor de als vergoeding aangeboden effecten vermeld.

4.1.6. Hoeveel en welke vastgoedcertificaten de bieder voornemens is te verwerven.

#### 4.2. Doelstellingen van de bieder

De doelstellingen die de bieder nastreeft met het bod en zijn bedoelingen ten overstaan van de vastgoedcertificaten als het bod slaagt, met name eventuele initiatieven voor (de schrapping van) de toelating tot de verhandeling op een gereguleerde markt of een MTF van de vastgoedcertificaten of voor de wijziging of opheffing van de structuur waarin de vastgoedcertificaten werden uitgegeven.

#### 4.3. Regelmatigheid van het bod

4.3.1. Orgaan van de bieder dat heeft beslist om het bod uit te brengen ; datum van de beslissing.

Verantwoording dat het gaat om het wettelijk en statutair bevoegd orgaan.

4.3.2. Bewijs dat aan de voorwaarden van artikel 3 van het besluit is voldaan.

## 4.4. Acceptation de l'offre; paiement

4.4.1. Période d'acceptation de l'offre et prolongation ou réouverture éventuelle de la période d'acceptation de l'offre.

4.4.2. Lieux du dépôt des acceptations [et des certificats immobiliers].

4.4.3. Indication de la possibilité pour l'offrant d'acquérir les certificats immobiliers proposés, même si le nombre de certificats proposés est inférieur au minimum souhaité.

Date de la publication de la décision de l'offrant d'acquérir les certificats immobiliers proposés même si leur nombre est inférieur au minimum souhaité.

4.4.4. Mention du fait que les détenteurs de certificats immobiliers qui répondent à l'offre seront déliés de leur engagement en cas de contre-offre régulière et plus favorable ; indication qu'en cas de majoration, par l'offrant, du prix offert, tous les détenteurs de certificats immobiliers qui auront répondu à l'offre bénéficieront de cette majoration.

4.4.5. Dates et modalités de paiement.

4.4.6. Taxes et frais éventuels à charge des détenteurs de certificats immobiliers ou de l'offrant.

## 4.5. Autres aspects de l'offre

4.5.1. Indication des avis éventuellement formulés par des institutions financières ou des tiers experts concernant les conditions de l'offre ; identification de ces personnes physiques et/ou morales.

5. Joindre en annexe le mémoire en réponse ou mentionner l'endroit où ce document est disponible.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

## 4.4. Aanvaarding van het bod; betaling

4.4.1. Aanvaardingsperiode van het bod en eventuele verlenging of heropening van de aanvaardingsperiode het bod.

4.4.2. Plaatsen waar de acceptaties [en de vastgoedcertificaten] worden neergelegd.

4.4.3. Vermelding van de mogelijkheid voor de bieder om de aangeboden vastgoedcertificaten te verwerven, zelfs als het aantal aangeboden certificaten kleiner is dan het gewenste minimum.

Datum waarop de beslissing van de bieder om de aangeboden vastgoedcertificaten toch te verwerven wordt openbaar gemaakt, zelfs als hun aantal kleiner is dan het gewenste minimum.

4.4.4. Vermelding dat de houders van vastgoedcertificaten die het bod aanvaarden in geval van een regelmatig en gunstiger tegenbod van hun verbintenis worden ontheven; vermelding dat bij hoger bod door de bieder dit hoger bod geldt voor alle houders van vastgoedcertificaten die het bod hebben aanvaard.

4.4.5. Data en modaliteiten van betaling.

4.4.6. Eventuele taksen en kosten die ten laste zijn van de houders van de vastgoedcertificaten of van de bieder.

## 4.5. Andere aspecten van het bod

4.5.1. Vermelding van de eventuele adviezen van financiële instellingen of experts over de voorwaarden van het bod; identificatie van deze natuurlijke en/of rechtspersonen.

5. Opname van de memorie van antwoord als bijlage of vermelding van de vindplaats van dit document.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2086

[C - 2006/03442]

15 MAI 2007. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 décembre 1998 déterminant le modèle et l'usage du reçu-attestation de soins et du livre journal à utiliser par les accoucheuses, les infirmières, hospitalières et assimilées, les kinésithérapeutes, logopèdes et orthoptistes (1)

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 320, modifié par la loi du 9 décembre 1997, et l'article 321;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 1998 déterminant le modèle et l'usage du reçu-attestation de soins et du livre journal à utiliser par les accoucheuses, les infirmières, hospitalières et assimilées, les kinésithérapeutes, logopèdes et orthoptistes, modifié par les arrêtés ministériels du 18 décembre 2001 et du 28 mars 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que :

— l'article 73 de la loi-programme du 27 décembre 2005 a modifié l'article 53 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;

— l'Institut national d'assurance maladie-invalidité a désormais la responsabilité exclusive de l'impression et de la distribution des attestations de soins et des vignettes de concordance, établies en vertu des articles 320 et 321 du Code des impôts sur les revenus 1992;

— il convient en conséquence d'apporter notamment les adaptations requises par cette modification à l'arrêté ministériel précité du 17 décembre 1998;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 2086

[C - 2006/03442]

15 MEI 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 december 1998 tot vastlegging van het model en het gebruik van het ontvangstbewijs-getuigschrift voor verstrekte hulp en van het dagboek die moeten worden gebruikt door de vroedvrouwen, de verpleegsters, verpleegassistenten en met dezen gelijkgestelden, de kinesitherapeuten, logopedisten en orthoptisten (1)

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 320, gewijzigd door de wet van 9 december 1997, en op artikel 321;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 december 1998 tot vastlegging van het model en het gebruik van het ontvangstbewijs-getuigschrift voor verstrekte hulp en van het dagboek die moeten worden gebruikt door de vroedvrouwen, de verpleegsters, verpleegassistenten en met dezen gelijkgestelden, de kinesitherapeuten, logopedisten en orthoptisten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 18 december 2001 en 28 maart 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat :

— artikel 73 van de programmawet van 27 december 2005, artikel 53 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, heeft gewijzigd;

— het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering voortaan uitsluitend verantwoordelijk is voor het drukken en verdelen van de getuigschriften voor verstrekte hulp en van de overeenstemmingsstroken, vastgesteld krachtens de artikelen 320 en 321 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

— het bijgevolg aangewezen is in het bijzonder de door deze wijziging vereiste aanpassingen aan het voormelde ministerieel besluit van 17 december 1998 aan te brengen;